

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

LES ARRESTATIONS LES PERQUISITIONS

*et le Projet de Loi adopté par le Sénat
le 22 Juin 1922*

« Ne pensons pas toujours aux accusés et
jamais aux victimes ; gardons un peu de notre
sollicitude pour la société menacée par le crime
et qui, elle aussi, a besoin de se défendre. »

PROCUREUR GÉNÉRAL LOUBAT.

THÈSE POUR LE DOCTORAT (SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris
le Samedi 9 Février 1924, à 15 heures 1/2

PAR

Joseph VERNET
Avocat

Sous la présidence de M. HUGUENEY, Professeur

Suffragants :

M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur

M. MESTRE, Professeur



CLERMONT-FERRAND

IMPRIMERIE MODERNE, M^{me} A. DUMONT, D^{ce}
15, Rue du Port

1924

Les Arrestations, les Perquisitions
et le Projet de Loi
adopté par le Sénat le 22 Juin 1922

« Ne pensons pas toujours aux accusés et
jamais aux victimes ; gardons un peu de notre
sollicitude pour la société menacée par le crime
et qui, elle aussi, a besoin de se défendre. »

PROCUREUR GÉNÉRAL LOUBAT.

A MON PÈRE ET A MA MÈRE VÉNÉRÉS,
faible hommage
de ma profonde et éternelle reconnaissance.

ERRATA

Page 20, ligne 40, *au lieu de* : « il » ; *lire* : « ils ».

Page 26, ligne 3, *au lieu de* : « contester » ; *lire* : « constater. »

Page 28, ligne 18, *au lieu de* : « comme juge d'instruction » ;
lire : comme « le » juge d'instruction.

Page 29, ligne 20, *au lieu de* : demander « ses » mesures ; *lire* :
demander « ces » mesures.

Page 35, ligne 32, *au lieu de* : Le procureur, ainsi que ses auxi-
liaires « ont » le droit ; *lire* : Le procureur, ainsi que ses
auxiliaires « a » le droit.

Page 36, ligne 39, *au lieu de* : si celui-ci estime que l'affaire est
insuffisamment instruite ; *lire* : si celui-ci estime « qu'elle »
est insuffisamment instruite.

Page 40, ligne 34, *au lieu de* : « l'instruction » ; *lire* : « l'insti-
tution. »

Page 44, ligne 17, *au lieu de* : « et » ; *lire* : « Et ».

Page 67, ligne 34, *au lieu de* : « nécessaires » ; *lire* : « néces-
saire, »

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

LES ARRESTATIONS LES PERQUISITIONS

*et le Projet de Loi adopté par le Sénat
le 22 Juin 1922*

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris
le Samedi 9 Février 1924, à 15 heures 1/2

PAR

Joseph VERNET

Avocat

Sous la présidence de M. HUGUENEY, Professeur

Suffragants :

M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur

M. MESTRE, Professeur



CLERMONT-FERRAND

IMPRIMERIE MODERNE, M^{me} A. DUMONT, D^{ce}

15, Rue du Port

—
1924

La Faculté, n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Parmi les moyens dont dispose le juge, pour découvrir la vérité au cours du procès pénal, il en est deux, les perquisitions et les arrestations, qui heurtent les principes les moins contestés de notre droit public : la liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile.

Dans quelle mesure le juge doit-il faire usage de ces procédés d'investigation ? Quelle restriction convient-il d'apporter à leur exercice ? La réponse à cette double question varie avec la conception qui préside à l'organisation du procès pénal.

On distingue, à cet égard, deux systèmes diamétralement opposés, le système accusatoire et le système inquisitoire, qui tirent chacun leur nom du rôle du juge au procès.

Le système accusatoire tend à organiser le procès pénal sur le modèle du procès civil. Il s'efforce de placer le plaignant et l'accusé dans la situation de deux plaideurs ordinaires se présentant devant un juge, produisant librement leurs moyens de preuve et luttant loyalement dans un duel à armes égales.

Quant au juge, il reste simple spectateur au débat ; son rôle consiste uniquement à répondre aux questions qui lui sont posées, à examiner la valeur et la force des preuves qui sont administrées devant lui et à juger sur ces preuves.

Un tel système ne peut être pratiqué que dans des sociétés primitives, où l'autorité n'a pas encore pris pleinement conscience de son rôle ou n'est pas en mesure de le remplir. Mais avec lui, les droits individuels et l'impartialité du juge sont sauvegardés, la question des perquisitions et des arrestations ne se pose pour ainsi dire pas, par suite les dangers qui en résultent sont réduits au minimum.

Par contre, cette forme de procédure, en confiant aux particuliers le soin de la répression, en laissant à l'initiative privée l'administration de la justice pénale, expose cette justice à toutes les compromissions et l'abandonne à tous les caprices des passions humaines.

La caractéristique du système inquisitoire consiste dans le rôle actif du juge au procès. Il se saisit lui-même de l'affaire, il prend l'initiative de la procédure et la dirige ; il instrumente contre l'inculpé, dont il devient plus ou moins l'adversaire ; il procède d'office à la recherche des preuves, et comme, dans cette recherche, il dispose de la force publique, les perquisitions et arrestations constituent un procédé normal pour la découverte de la vérité.

Un pareil système, au contraire du précédent, assure parfaitement la répression, mais il compromet, sacrifie même l'impartialité et l'indépendance du juge. Il exige des mesures appropriées, une réglementation minutieuse des conditions dans lesquelles doivent être opérées les perquisitions et les arrestations, pour le mieux de la sauvegarde des droits individuels.

Telles sont les lignes essentielles des deux formes principales de procédure pénale, qui se sont constituées au cours des siècles et dont l'emploi a toujours été subordonné à l'organisation du pouvoir et au degré de liberté des peuples.

Faut-il choisir entre les deux, déterminer par suite le régime des perquisitions et des arrestations, nous nous trouvons aussitôt en présence d'une redoutable alternative. Prenons-nous parti pour la procédure accusatoire, nous garantissons sans doute la liberté de l'individu et nous assurons l'indépendance du juge, mais nous énervons la répression. Si, par inertie, par crainte, ou par corruption, aucun accusateur ne se dresse en face du coupable, la plus scandaleuse impunité est assurée aux pires forfaits. C'est l'ordre social menacé, compromis.

Sacrifions-nous, dans un intérêt supérieur, les droits de l'individu, en permettant largement l'emploi des perquisitions et des arrestations, nos préférences vont-elles à la procédure inquisitoire, nous assurons sans doute la répression énergique des crimes, mais, avec le sacrifice des droits les plus imprescriptibles de l'homme, nous faisons celui de l'impartialité du juge et de l'indépendance du tribunal.

Alternative redoutable et troublante ! Problème angoissant pour le juriste et le sociologue, que chaque siècle a résolu avec ses notions juridiques et sa conception du pouvoir et de la liberté. Sous la double influence des doctrines et de l'état social, la procédure pénale, au cours des siècles, n'a cessé d'osciller, comme entre deux pôles, entre ces deux formes de répression. Suivant les

circonstances de temps et de milieu, c'est tantôt l'une, tantôt l'autre qui a triomphé. Et ainsi, tour à tour, l'ordre public et la liberté individuelle — que l'on croyait inconciliables — ont reçu satisfaction. C'est l'honneur de notre droit moderne — grâce au progrès de la civilisation juridique — d'avoir emprunté à chacun de ces systèmes quelques-uns de leurs éléments et d'avoir organisé un système mixte de procédure contenant en lui-même les garanties nécessaires à la bonne administration de la justice pénale.

C'est la manière dont ces questions ont été résolues, depuis la Révolution jusqu'à ce jour, spécialement au sujet des arrestations et des perquisitions, que nous nous proposons d'exposer et d'examiner au cours de ce travail.

Dans une première partie, nous étudierons les origines et les principes de la législation en vigueur ; dans une seconde, les discussions qu'elle a soulevées, les pratiques qui l'ont déformée et les réformes proposées.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I^{er}

Histoire de la Procédure criminelle pendant la Révolution

A la fin de l'ancien régime, le souci de la répression dominait les esprits. Dans l'intérêt supérieur de la sécurité, de l'ordre, on sacrifiait les droits de l'accusé et la procédure pénale reflétait cette tendance sociale. La Révolution, qui inscrivait au frontispice de son œuvre les droits sacrés et imprescriptibles de l'homme, devait faire prévaloir un système contraire et, dès les premiers jours, elle s'efforça de faire triompher ses idées. Dès le 8 octobre 1789, nous trouvons un décret qui supprime l'obligation pour l'accusé de prêter serment. Ce décret organise en outre un système de procédure qui ne dura que deux ans : ce qui le caractérisait c'était que, tout en maintenant l'essentiel de la procédure inquisitoire, il en contredisait l'esprit par l'introduction dans l'instance des principes modernes de la publicité et de la contradiction.

A partir de l'acte constituant juridiquement l'accusé en état de détention préventive, celui-ci pouvait, sur sa demande, avoir un avocat. Et, dès ce moment, toute l'instruction devait se faire en présence de l'accusé et de son conseil autorisé, dans une certaine mesure, à contrôler ce que faisait le lieutenant criminel.

Il y a là une première tentative de fusion, ou au moins de combinaison des deux systèmes inquisitoire et accusatoire. Le premier restait à la base de l'organisation, avec ses conséquences les plus importantes : l'arrestation de l'accusé et sa comparution même, au cours de l'instruction, en état de détention préven-

tive. Mais, au moyen des correctifs de la publicité, et surtout de la contradiction, on s'efforçait d'en atténuer les inconvénients les plus graves.

Ce décret présente un intérêt particulier en ce que le régime qu'il consacrait a été repris, au moins en partie, ~~relativement à la contradiction de l'instruction~~, par la loi du 8 décembre 1897, qui a organisé la contradiction de l'instruction.

Ce régime n'est qu'une mesure de circonstance. Il va au plus pressé et traduit bien imparfaitement les opinions du moment. L'expression vraie de la doctrine révolutionnaire en la matière se trouve dans le décret des 16-29 septembre 1791 sur la police de sûreté, la justice criminelle et l'établissement des jurés, dont les dispositions reproduisent aussi exactement que possible la législation anglaise. On sait que les institutions de ce pays — la procédure criminelle en particulier — étaient en très grande faveur à la fin du XVIII^e siècle, auprès des philosophes inspirateurs de la Révolution française, qui prétendaient y trouver toutes les garanties des droits proclamés par la Révolution.

Pour la première fois, la réglementation de 1791 distingue entre la procédure d'instruction et la procédure de jugement, distinction qui a persisté et se trouve aujourd'hui définitivement acquise.

Dans l'une comme dans l'autre de ces procédures, telles qu'elles sont organisées par ladite loi, la tendance est très nettement en faveur du système accusatoire. Cependant, il ne trouve à cette époque sa pleine expression que dans la procédure de jugement, celle d'instruction ne comportant encore ni la publicité, ni le débat contradictoire. Rappelons rapidement comment cette procédure, imitée du droit anglais, se déroulait. Quand un crime avait été commis, une autorité cantonale élue, le juge de paix, procédait d'office, s'il y avait flagrant délit, aux premiers actes d'information. Dans les autres cas, il agissait sur dénonciation de la victime, ce qu'on appelait la dénonciation du tort personnel, ou sur dénonciation de tout citoyen, qu'on nommait la dénonciation civique.

Les fonctions d'officier de police judiciaire étaient exercées par les commandants de gendarmerie, concurremment avec le juge de paix, sauf dans les villes où il y avait plusieurs magistrats cantonaux. Remarquons tout de suite, en passant, que l'initiative de la poursuite criminelle était réservée aux fonction-

naires de la police judiciaire, à l'exclusion du ministère public. Ce représentant de l'ordre entendait les témoins ; grâce à un mandat d'amener, il pouvait faire comparaître l'inculpé, l'interroger, le mettre en liberté ou, en vertu d'un mandat d'arrêt, le faire détenir, comme, de nos jours, le peut le juge d'instruction.

Cependant, si, sur une dénonciation civile, le juge de paix refusait d'ouvrir l'instruction, l'auteur de la dénonciation avait le droit de lui demander la constatation écrite de son refus ; la dénonciation était alors portée directement au deuxième degré, devant le jury d'accusation.

Que le juge de paix eût instrumenté ou refusé de le faire, le procès était renvoyé devant le jury d'accusation, établi près du tribunal du district, et que présidaient, à tour de rôle, avec le titre de Directeur du jury, les juges de ce tribunal. Le Président de cette juridiction, après avoir reçu l'affaire des mains du juge de paix, devait continuer et parachever l'instruction. S'il estimait les charges insuffisantes, il saisissait le tribunal de district qui statuait, le commissaire du roi entendu. Nous indiquerons plus loin l'origine et les fonctions de ce commissaire. S'il jugeait qu'il y eût lieu à accusation ou si, contrairement à son avis, le tribunal en avait ainsi ordonné, ce magistrat préparait l'acte d'accusation, d'après lequel le jury jugeait de l'opportunité de saisir de l'affaire la juridiction de jugement.

Quand il y avait au procès un plaignant ou un dénonciateur, celui-ci était associé à l'instruction ; avec le Directeur du jury, ils rédigeaient l'acte d'accusation. Et si l'accord ne pouvait se faire entre eux, ils en dressaient chacun un : le jury choisissait.

Le jury, composé de huit jurés, tirés au sort sur une liste de trente citoyens habitant le district et ayant les qualités requises pour être électeurs, était convoqué et présidé à huis clos par le Directeur du jury. Ce magistrat exposait l'objet de la poursuite, remettait les pièces de la procédure et se retirait. Les jurés délibéraient seuls, sous la présidence du plus âgé d'entre eux. Leur décision devait être prise à la majorité des voix et était formulée au bas de l'acte d'accusation par « oui, il y a lieu » ou « non, il n'y a pas lieu ». Suivant le verdict, le Directeur du jury rendait une ordonnance de prise de corps contre l'accusé, qui était alors traduit devant la juridiction de jugement, ou le mettait purement et simplement en liberté.

Cette procédure soulevait de nombreuses critiques, dont la plus grave était le cumul dans les mêmes mains du pouvoir d'instruction et du pouvoir de poursuite. Nous ajouterons que l'initiative de l'action appartenait à des fonctionnaires qui, en raison de leur nombre et de leur rang dans la hiérarchie judiciaire, n'offraient pas suffisamment de garanties. Le juge de paix, en particulier, placé au dernier rang de cette hiérarchie par ses fonctions mi-magistrat, mi-policier, de plus élu et agissant seul, n'inspirait pas une confiance sans bornes. Bien que, sous l'autorité du ministère public, celui-ci pouvait seulement lui faire des observations, non prendre son lieu et place. C'était prêter aux citoyens un sentiment de devoir civique bien élevé que leur laisser ainsi le soin de mettre en mouvement la machine répressive.

En l'an IV, le Code des délits et des peines remplaça la loi de 1791, sans apporter beaucoup de modifications au point de vue qui nous intéresse. Il faisait cependant une distinction plus nette entre l'action pénale, appartenant au peuple, exercée par un magistrat élu, et l'action civile donnée à la victime, en vue de la réparation du préjudice causé. Ce Code ajoutait encore à la liste des officiers de police judiciaire déjà existante les commissaires de police et les gardes champêtres et forestiers.

Le juge de paix procédait toujours aux premiers actes d'information et, par suite, à l'arrestation. Il transmettait ensuite la procédure au Directeur du jury, qui statuait sur les demandes de mise en liberté provisoire; celle-ci, accordée de droit quand la peine encourue n'était ni infamante ni correctionnelle, ne pouvait jamais être prononcée en cas de peine afflictive.

Le Directeur du jury accordait la liberté provisoire moyennant une caution solvable, ou dépôt de 3.000 livres, avec engagement par l'accusé de se présenter, à toute réquisition, devant le tribunal criminel, et obligation d'élire domicile au lieu du siège de ce tribunal. La décision de mise en accusation était donc sans effet sur la liberté provisoire.

Tous les systèmes de procédure pénale, qui viennent d'être exposés, sacrifiaient trop facilement le soin de la répression à de vaines garanties. A cela, rien d'étonnant; les magistrats qui en avaient la garde étaient élus, la crainte de l'électeur n'inspirant pas toujours la sagesse.

Divers auteurs mentionnent, avec quelque discrétion cependant, que le jury subit trop souvent l'influence des passions poli-

tiques. Il n'est pas niable que les dernières années du xviii^e siècle furent marquées par une recrudescence sérieuse de la criminalité. Ces faits provoquèrent de nouvelles modifications dans l'organisation judiciaire et la procédure pénale.

La loi du 7 pluviôse, an IX, remet l'initiative de la poursuite au ministère public, que la Constitution de l'an VIII avait réorganisé. L'accusateur public ayant disparu, toutes les attributions du ministère public furent centralisées entre les mains du commissaire du Gouvernement, secondé par des substituts près de chaque tribunal de district.

C'est à ces derniers magistrats, devenus depuis les procureurs de la République, près les tribunaux d'arrondissement, qu'est dévolue désormais la mission, précédemment confiée au juge de paix, de prendre l'initiative des poursuites et de procéder aux premières mesures d'information. Le début de l'instruction passe donc du canton au district, d'un officier de police judiciaire élu à un magistrat nommé, et cela, pour tous les délits et tous les crimes.

Les juges de paix et les officiers de gendarmerie, placés sous les ordres des substituts, conservaient le droit de faire saisir l'inculpé, en cas de flagrant délit et s'il s'agissait d'un fait punissable d'une peine afflictive. Dès son arrestation, l'inculpé était conduit devant le substitut, qui décernait contre lui un mandat de dépôt — ce mandat est une innovation de cette loi — le constituant en état de détention préventive et, dans les vingt-quatre heures, avertissait le Directeur du jury d'avoir à instruire l'affaire.

Ce magistrat procédait à l'instruction, dont il communiquait le résultat au substitut, qui prenait des conclusions écrites, d'après lesquelles le Directeur du jury, véritable juge d'instruction, rendait une ordonnance de non-lieu, ou renvoyait l'accusé devant le tribunal compétent.

Il avait donc la faculté d'ordonner sa mise en liberté provisoire, suivant les règles précédemment indiquées, ou, au contraire, de délivrer un mandat d'arrêt, qui maintenait l'emprisonnement de l'accusé mis en état de détention préventive par le mandat de dépôt. Le ministère public, mais non le détenu, pouvait faire appel de ces décisions.

S'il s'agissait d'un délit, la décision de renvoi avait pour effet de traduire directement l'inculpé devant le tribunal correc-

tionnel ; s'il y avait crime, après la clôture de l'instruction, l'accusé était renvoyé par ordonnance devant le jury d'accusation.

Jusqu'à la loi de l'an IX, au cours de cette instruction, les témoins furent entendus en présence du prévenu et comparurent à nouveau, en personne, devant le jury d'accusation. Il y avait donc trois dépositions : l'une à l'instruction devant le Directeur du jury, ~~deux autres~~ devant le juge de paix et devant le ~~substitué du jury~~, les deux autres devant le juge de paix et devant le substitut. Le procès était, par conséquent, l'objet d'un double examen, d'abord de la part du jury d'accusation, pour savoir s'il y avait lieu de le faire, ensuite de la part du jury de jugement, toujours dans les mêmes formes et devant des juges, ayant la même origine, mais avec mission différente.

La loi du 7 pluviose décida que les témoins seraient désormais entendus, à l'instruction, hors la présence du prévenu, et que leurs dépositions seraient recueillies par écrit, par le magistrat directeur du jury. Désormais, l'audition des témoins n'eut plus lieu devant le jury d'accusation, mais lecture des différents témoignages dut lui être faite.

Cette nouvelle manière de procéder constituait comme une répétition du procès. Elle en aggravait même le caractère fâcheux, en ce sens que le jury ne s'intéressait pas à la lecture toujours monotone des multiples documents de l'instruction ; sachant qu'un autre jury interviendrait après avoir entendu les auteurs de ces dépositions, les premiers jurés ne jugeaient plus par eux-mêmes, ils s'en rapportaient au magistrat directeur, dont ils adoptaient toujours les conclusions. Dès lors, on comprend que les rédacteurs du Code d'Instruction criminelle aient été unanimes à demander la suppression du jury d'accusation et que des discussions longues et souvent passionnées se soient élevées pour le maintien du jury de jugement.

Il nous reste à signaler la dernière des lois, intervenue en cette matière sous la Révolution, celle du 18 pluviose an IX, dont les dispositions concernent plus spécialement la procédure de jugement. Cette loi fut inspirée par un sentiment de défiance envers le jury, à qui l'on faisait grief d'avoir manqué d'énergie et aussi de courage pour la répression de certains crimes, notamment ceux de brigandage dans les campagnes.

Pour examiner les crimes que les jurés, par crainte de représailles, n'avaient osé réprimer, la loi du 18 pluviose an IX, institua une juridiction spéciale, qui fonctionna jusqu'en 1830.

A propos de la loi du 7 pluviose an IX, que l'on se borne seulement à mentionner le plus souvent, on ne manque jamais de proclamer qu'elle constitue un retour très net vers le passé. A cela, il y avait un motif tout naturel, c'est que les criminels étaient réapparus plus nombreux et plus menaçants. Les lois d'organisation criminelle ne sont pas faites seulement pour appliquer des principes, si beaux soient-ils. Elles sont faites, *aussi*, pour réprimer la criminalité. Quand celle-ci devient débordante, comme tous les témoignages établissent que ce fut le cas, à la fin de la Révolution, c'est peut-être le moment d'examiner si la législation n'y est pour rien et de la modifier si cet examen amène à constater qu'elle pourrait bien y être pour quelque chose. Ce n'est pas qu'il soit dans notre intention de prétendre que la situation de fait, à laquelle la législation de l'an IX dut tenter de remédier, par des mesures inspirées du système inquisitoire, fût due uniquement à l'insuffisance de la répression, résultant des lois de la Révolution en la matière. La période troublée que l'on traversait dut y avoir une large part. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a, dans cette recrudescence de la criminalité, consécutive à l'application de la législation, inspirée du régime accusatoire, une coïncidence qui vient à point illustrer l'un des termes de l'alternative, énoncée au début de ce travail.

Quoiqu'il en soit, pour le développement de l'idée qui fait l'objet de cette étude, il convient de signaler que l'organisation de l'an IX sera conservée, au moins dans ses grandes lignes, par le Code d'instruction criminelle. Elle sera modifiée seulement par la loi de 1897. Elle ne devait donc pas être si mauvaise qu'on le dit, puisqu'on n'a pas trouvé le moyen, depuis plus de cent ans, de la faire disparaître.

CHAPITRE II

Historique de la Procédure criminelle depuis le Code de 1808

L'élaboration du Code pénal fut longue et laborieuse. Une commission, nommée sous le Consulat par arrêté du 27 germinal an IX, fut chargée de rédiger en un seul Code un projet embrassant, tout à la fois, les lois de forme et les lois de fond. En l'an XII, le 16 prairial, on aborda, devant le Conseil d'Etat, l'examen des quatorze questions fondamentales ; mais, après s'être mis d'accord sur les points essentiels, on ajourna la discussion pour se consacrer à l'étude de l'organisation du nouvel ordre judiciaire. Cette étude dura trois ans, pendant lesquels sommeillèrent tous projets de codification. Lorsqu'on reprit la discussion, en janvier 1808, on convint de traiter séparément les lois de forme et les lois de fond. Les premières formèrent le Code d'Instruction criminelle, promulgué à la fin de 1808; les secondes devinrent le Code pénal, qui ne fut promulgué qu'au commencement de 1810. La mise en vigueur des deux Codes fut fixée au 1^{er} janvier 1811, pour permettre à la magistrature, réorganisée par la loi du 20 avril 1810, d'être dès lors régulièrement instituée.

D'après l'exposé du chapitre précédent, au moment de la rédaction des Codes d'Instruction criminelle et pénal, la question de l'organisation de la procédure pénale ne se posait plus, comme précédemment, en raison des réformes introduites par la Révolution. Non seulement les Tribunaux civils avaient été séparés des Tribunaux criminels, mais encore, dans ces derniers, on avait organisé en deux juridictions distinctes l'instruction et le jugement, ce qui avait permis dans la dernière phase du procès, la phase judiciaire, de réaliser très heureusement la plupart des desiderata du système accusatoire, considéré comme fournissant le plus de garanties à l'accusé. Corrélativement on échappait, pour cette partie du procès, à la plupart des critiques adressées au système inquisitoire. On restituait ainsi au juge, du moins

pour le prononcé du jugement sur la culpabilité, son caractère d'arbitre, garantie de son impartialité. Par cette division du procès en deux phases, qui rappelle les systèmes de procédure romaine, on pouvait soumettre la décision sur la culpabilité à un juge non initié au procès. Et, en le faisant se prononcer sur des éléments d'information et de preuve, librement et publiquement exposés par l'accusation et discutés de même devant lui par la défense, on était arrivé à réaliser d'une manière très satisfaisante la conception normale d'un procès dans lequel la conviction du juge, seule source et seule base de sa décision, pouvait, en droit comme en fait, ne résulter désormais que des informations et des preuves produites au cours de ces débats publics et contradictoires. Dans cet ordre d'idées, l'organisation adoptée était nettement inspirée du système accusatoire. Aussi n'a-t-elle été jamais critiquée, si ce n'est sur des points de détail.

Il est bon de se rendre compte que ce résultat n'avait pu être obtenu qu'en sacrifiant la répression et par l'heureuse et ingénieuse idée de la division du procès pénal en deux phases : l'instruction et le jugement. Si le régime accusatoire put être réalisé d'une manière aussi complète et aussi satisfaisante dans le jugement sur la culpabilité, c'est parce que celui-ci devait être précédé de l'instruction, dont l'organisation fut laborieuse. On se trouva de nouveau en présence des anciennes difficultés signalées au début de ce travail, de l'alternative qui est le fond même de la question. Après avoir concilié dans la procédure de jugement les notions d'ordre public et de liberté individuelle, dans la procédure d'instruction, ces notions paraissaient être de nouveau en conflit.

S'il fut possible d'assurer au juge de la culpabilité, dans la procédure du jugement, cette situation de juge véritable, d'arbitre impartial, c'est parce que cette procédure avait été précédée de la phase d'instruction, dans laquelle avait été enclose l'initiative des poursuites et où avaient été prises toutes les mesures exigées et nécessaires. Ainsi, la difficulté se retrouvait entière, dans la procédure d'instruction ; elle avait été plutôt déplacée que résolue. Et les rédacteurs du Code d'Instruction criminelle ne la résolurent pas plus que ne l'avaient fait les législateurs de la Révolution. Ayant à se prononcer sur les deux termes de l'alternative, au rebours des législateurs de 1791, et comme ceux de l'an IX, sous la pression des faits, il

penchèrent dans le sens de la répression. C'est ce qu'on exprime d'ordinaire, en disant que, si la procédure de jugement du procès pénal, adoptée par nos codes, réalise le système accusatoire, celle d'instruction revient nettement au système inquisitoire. Et on ne manque pas de l'attribuer à de noirs desseins politiques, de la part des auteurs de cette législation. Indépendamment de ces causes, un peu simplistes, qui constituent des explications vraiment trop faciles, il faut reconnaître les efforts des législateurs de cette époque pour résoudre la question, malgré la difficulté de l'entreprise.

Un fait à l'appui de cette opinion, c'est que, si la solution n'a pas été trouvée en 1808, elle ne l'a pas été davantage depuis, même par ceux qui imputent les décisions des législateurs de cette époque à des motifs politiques et d'intérêt personnel. La question en est, de nos jours, on va le voir, sensiblement au point où l'ont laissée les auteurs de Code de 1808.

Reconnaissons cependant que si leur succès ne fut pas complet et si le système adopté ramène à la manière inquisitoire, ils crurent s'y soustraire ou du moins l'atténuer, moyennant deux mesures caractérisant mieux la procédure d'instruction de 1808 : 1° la séparation de la poursuite et de l'instruction ; 2° l'organisation de la police judiciaire. D'autre part on s'était efforcé d'organiser l'instruction en véritable juridiction, en confiant la décision finale à un organe différent de celui de l'information, c'est-à-dire à la Chambre du Conseil, avec possibilité d'appel à une juridiction supérieure de contrôle, la Chambre des mises en accusation.

En 1856, on supprima l'intervention de la Chambre du Conseil pour donner au juge chargé de l'information le pouvoir d'en décider. On faisait ainsi brèche au principe accusatoire, d'après lequel l'organe chargé de la décision ne doit pas avoir procédé à l'information. C'est cette confusion de l'instruction et de la décision sur ses résultats, qui conduisit à la loi du 8 décembre 1897.

Cette organisation de l'instruction criminelle, dans son évolution depuis le Code 1808, nous allons l'exposer sommairement en un chapitre spécial dans lequel nous parlerons : 1° de la police judiciaire ; 2° de la séparation de la poursuite et de l'instruction ; 3° du rôle du juge d'instruction et de la Chambre des mises en accusation avant 1856 et depuis ; 4° des modifications appor-

tées à l'instruction par les lois des 8 décembre 1897 et 22 mars 1921.

Nous consacrerons ensuite un chapitre au régime des arrestations et des perquisitions pendant la même période, ainsi qu'à la détention préventive.

Comme il nous est impossible de traiter simultanément des perquisitions et arrestations et de l'instruction, vu l'ampleur et l'importance d'un tel sujet, nous réserverons à ces questions un chapitre spécial.

CHAPITRE III

L'Organisation de la Procédure d'Instruction criminelle depuis le Code jusqu'à ce jour.

§ I^{er}

La police judiciaire

Dès son article premier, le Code d'Instruction criminelle déclare que « l'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi ». Et ces fonctionnaires ne sont autres que les procureurs de la République, chargés par l'article 22 de la recherche et de la poursuite de tous les délits, dont la connaissance relève des tribunaux de police correctionnelle ou des Cours d'assises.

De nos jours, tout système sérieux de procédure pénal comporte un personnel spécialement chargé de la recherche et de la poursuite des infractions pénales. Nous verrons, à plusieurs reprises, au cours de ce travail, qu'une opinion moderne soutient que le juge devrait être dispensé de participer à la recherche de l'infraction, et rester cantonné dans ses fonctions de juge (1), un organisme spécialisé se consacrant à cette recherche et apportant au juge le fruit de ses investigations.

Les procureurs de la République, chargés par le Code de la poursuite, font partie du ministère public et sont en même temps des officiers de police judiciaire ; les art. 8, 9 et 10 en font l'énumération.

Cette police représentée (législation de 1791) par le juge de paix et les officiers de gendarmerie, auxquels le Code de brumai-

(1) Revue pénitentiaire 1920. Réorganisation de la police. Locard. La police ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être. Reis. Contribution à la réorganisation de la police.

re an IV, ajouta les commissaires de police et les gardes champêtres, a reçu dans le Code un développement nouveau et un commencement d'organisation.

C'est l'organisation embryonnaire de la période révolutionnaire, exposée au chapitre précédent, que le C. inst. cr., a développée et complétée, sous la dénomination de *police judiciaire*, et qui est à la base de toute l'instruction criminelle.

Aux termes de l'article 8, cette police a pour mission de rechercher les crimes, délits et contraventions, d'en rassembler les preuves et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de prononcer les peines.

L'article 9 du Code d'Inst. Cr., avant d'énumérer les officiers de police judiciaire, porte que cette police sera exercée sous l'autorité des cours royales. L'article 22 confie aux procureurs du Roi la recherche et la poursuite de tous les délits dont la connaissance appartient aux tribunaux de police correctionnelle ou aux Cours d'assises. L'article 9 énumère encore un peu pêle-mêle les divers officiers de police judiciaire. Il en est deux, les procureurs de la République et leurs substituts d'une part, les juges d'instruction d'autre part, qui doivent être mentionnés comme les officiers supérieurs et les chefs de cette police, dans chaque arrondissement. Leurs pouvoirs ne sont pas identiques. Cela tient au principe fondamental de l'instruction, la séparation de la poursuite et de l'instruction, dont il sera parlé au paragraphe suivant.

Signalons dès maintenant que la police judiciaire est à la disposition de ces deux magistrats pour les seconder chacun dans leur mission.

Ni le procureur général près la Cour d'Appel, ni le Garde des Sceaux, chef suprême de la magistrature, ne figurent dans cette énumération. Le Garde des Sceaux ne peut accomplir aucune fonction judiciaire ni se substituer à aucun magistrat. Quant au procureur général, chef du Parquet général et des Parquets d'arrondissement, il n'est pas officier de police judiciaire, si ce n'est dans le cas où un texte exprès lui confère cette qualité (1).

Les autres officiers de police judiciaire se divisent en officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur de la République et

(1) Il existe deux textes lui conférant cette qualité, art. 464 du C. I. Cr., en cas de fabrication de faux billets de banque et art. 484, en cas de crime commis par un magistrat

en officiers de police judiciaire non auxiliaires du procureur de la République.

Dans la première catégorie rentrent les juges de paix, les commissaires de police, commissaires de police ordinaires, commissaires spéciaux, commissaires de la police mobile, les maires et adjoints, les officiers de gendarmerie ; dans la seconde, les gardes champêtres et forestiers.

A ces officiers de police judiciaire s'ajoutent des agents d'administrations diverses chargés par des lois spéciales de rechercher et constater certaines variétés particulières d'infractions. Ces agents peuvent dresser des procès-verbaux et procéder à des arrestations. Mais ils ne doivent pas être assimilés aux autres officiers de police dont nous venons de parler. Ils ne sont pas placés comme eux, sous la surveillance des procureurs généraux et des Cours d'appel. Ils ne jouissent pas de l'immunité de juridiction, prévue par les articles 483 et suivants du C. Inst. Cr. Rentrent dans cette catégorie les préposés de la régie (Contributions indirectes), les agents des douanes pour les affaires de contrebande, les inspecteurs du travail pour la législation du travail, les directeurs et receveurs des postes, etc...

Cette police est, en fait, grâce au jeu des délégations dont il sera parlé plus loin, autant à la disposition du juge d'instruction qu'à celle du procureur. Nous verrons en effet que la loi n'exige pas que le juge d'instruction procède personnellement à tous les actes qui constituent sa mission ; souvent il délègue tous ses pouvoirs (hormis celui de délivrer les mandats d'amener, de dépôt et d'arrêt), aux officiers de police judiciaire, qui ont la qualité d'auxiliaires du procureur de la République. Aussi, dans les grandes villes, à Paris en particulier, existe-t-il des commissaires de police spéciaux, qui ont mandat d'exécuter les commissions rogatoires du juge d'instruction, et pour ce motif, ils sont appelés commissaires aux délégations judiciaires.

Enfin, on désigne sous le nom de police, (mais c'est de police administrative qu'il s'agit), une autre fonction qui consiste à prescrire des mesures en vue de prévenir les infractions. Cette fonction a un caractère purement administratif et les agents qui l'exercent, ministres, préfets, maires, chacun dans les limites de leur compétence, sont exclusivement des administrateurs et non des magistrats ; ils font partie de la hiérarchie administrative et non de la hiérarchie judiciaire. Leur mission est toute

spéciale. Tandis que les officiers de police judiciaire ont pour mandat de rechercher les infractions de toute nature aux prescriptions de l'autorité, de les contester et d'en assurer la répression, les officiers de la police administrative prescrivent les mesures nécessaires au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique. Ceux-ci relèvent uniquement de l'autorité administrative ; ceux-là relèvent sans doute de l'autorité judiciaire, mais, dans bien des cas, (et il faut le regretter), police judiciaire et police administrative sont confiées aux mêmes agents.

A l'exception du juge de paix, qui est un magistrat et, à ce titre, fait partie de la hiérarchie judiciaire, tous les autres officiers de police judiciaire sont des *agents administratifs* faisant partie de la hiérarchie et des cadres administratifs qui, s'ils sont soumis à l'autorité des Cours d'Appel et à la surveillance des procureurs généraux, en raison de la police judiciaire à laquelle ils participent, dépendent bien plus étroitement de leurs chefs administratifs pour la discipline, l'avancement et le contrôle de leurs actes. Cette police a donc une organisation purement administrative ; elle est placée sous l'autorité et la direction de ces agents administratifs par excellence que sont les préfets et, au-dessus d'eux, du ministre de l'Intérieur. Aussi n'est-il pas étonnant que l'article 10 C. Inst. Cr., fasse des préfets des officiers de police judiciaire ; comment le chef pourrait-il ne pas avoir une qualité qu'ont ses subordonnés ? (1).

On voit, par ce qui précède, que ce texte peut être conçu comme découlant uniquement et rationnellement de l'organisation donnée à la police judiciaire. L'abrogation de cet article est toujours à l'ordre du jour. Il semble que les partis politiques sont, à cet égard, partagés entre deux sentiments contraires : Ils voudraient bien le supprimer de peur que leurs adversaires ne s'en servent contre eux, mais ils voudraient aussi le conserver pour s'en servir, le cas échéant, contre leurs adversaires. Quoiqu'il en soit, il résulte de ce texte que le préfet, sans être officier de police judiciaire au sens exact du terme, c'est-à-dire sans relever jamais de la surveillance judiciaire, peut faire des actes de police judiciaire. Et cependant les actes ainsi

(1) Ce texte est ainsi conçu : « Les Préfets des départements et le Préfet de police à Paris, pourront faire personnellement ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes à l'effet de constater les crimes et contraventions, d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir, conformément à l'article 8 ci-dessus.

accomplis par lui ne seront pas des actes administratifs, mais des actes de police judiciaire. D'où il résultera qu'ils seront régis, non par les règles applicables aux actes administratifs, mais par celles applicables aux actes judiciaires. Leur validité, leur régularité seront appréciées par les tribunaux judiciaires sans qu'on puisse élever de conflit à ce sujet (Tribunal des conflits, 25 mars 1889. D. 97. III. 31).

En vertu de cet article, les pouvoirs du préfet sont très étendus. Non seulement il peut, comme supérieur hiérarchique, requérir tous les officiers de police judiciaire (c'est-à-dire pratiquement surtout les commissaires de police), pour constater les infractions, mais il peut aussi dénoncer les crimes et délits au procureur de la République, ce qui est le droit et le devoir de tout fonctionnaire d'après l'article 29 du C. Inst. Cr. ; il peut encore faire personnellement tous actes de police.

Il paraît évident que le but du législateur a été de donner par cet article, aux préfets, des moyens d'action très puissants en vue de la répression. Et l'histoire de cette époque nous montre bien que le besoin s'en faisait sentir au moment de la rédaction du Code d'Inst. Cr. Alors on estima que le préfet, chargé d'empêcher les crimes et les délits était à même, mieux que personne, le cas échéant, de découvrir et d'atteindre les coupables, en utilisant tous les moyens à sa disposition. Les pouvoirs du préfet, en matière de police judiciaire, sont subsidiaires, c'est-à-dire qu'ils n'ont plus lieu de s'exercer lorsqu'est ouverte l'instruction requise par le procureur et commencée par le juge d'instruction. Si les pouvoirs du préfet n'avaient pas ce caractère, il pourrait y avoir deux instructions parallèles se heurtant et se contrariant. Il ne faudrait pas, comme on l'a prétendu, vouloir restreindre les pouvoirs de police du préfet aux seuls cas de flagrants délits. Cette manière de voir est réfutée par les travaux préparatoires qui témoignent clairement des intentions du législateur.

Les pouvoirs que le préfet tient de l'article 10 présentent une autre particularité, qu'il convient de signaler. C'est un principe fondamental de notre procédure pénale que la séparation des pouvoirs du procureur de la République de ceux du juge d'instruction : le premier, ayant pour mission de poursuivre les crimes et les délits, peut seul faire des actes de poursuite et n'en peut pas faire d'autres ; le second, étant chargé d'instruire, ne peut faire que des actes d'instruction, à l'exclusion de toute

autre autorité. Or, très exceptionnellement, le préfet réunit en sa personne tout à la fois les pouvoirs du procureur de la République et les pouvoirs du juge d'instruction. Il lui est permis de procéder à des arrestations, à des perquisitions, à des saisies. (Arrêt de la C. Cass. Ch. réunies, 21 novembre 1853, S. 53-1.774.)

Pour étendus qu'ils soient, ces pouvoirs ne sont pas illimités. Ils lui sont d'abord personnels et il ne peut pas les déléguer. Il doit les exercer personnellement, ce qui n'exclut pas le droit de requérir les officiers de police judiciaire qui, dans ce cas, ne doivent agir que dans la limite de leurs attributions propres et non pas en vertu de la délégation des pouvoirs du préfet. Toutefois, la pratique a parfois dérogé à cette règle, souvent le préfet délègue comme le fait le juge d'instruction.

Enfin, le préfet n'est jamais chargé de l'exercice de l'action publique ; il n'est pas davantage investi de la mission du juge. En conséquence, le préfet ne peut jamais, comme le procureur de la République, mettre en mouvement l'action publique, en saisissant un tribunal répressif. Il n'a pas, non plus, le droit, comme juge d'instruction, de prendre des décisions à la suite d'une instruction et de la clore par des ordonnances, soit de non lieu, soit de renvoi devant la justice répressive. Tout ce qu'il peut faire, c'est transmettre au procureur le résultat de ses investigations. Celui-ci y donne alors la suite qu'il juge à propos, dans les conditions fixées par la loi pour l'exercice de l'action publique. Et si une instruction est ouverte, il saisit le juge d'instruction des opérations effectuées par le préfet. On le voit, la soudure se fait mal entre l'action du préfet et celle de l'autorité judiciaire.

Telle est, depuis 1808, l'organisation de la police judiciaire. Nous parlerons plus loin des critiques auxquelles elle donne lieu, tant au point de vue des arrestations et des perquisitions que des pouvoirs du préfet.

§ II

La Poursuite et l'Instruction. Leur séparation, sauf au cas de flagrant délit

On a vu au paragraphe précédent que les deux officiers supérieurs de police judiciaire sont le procureur de la Répu-

blique et le juge d'instruction. A l'un est confiée la poursuite, à l'autre l'instruction.

La poursuite consiste essentiellement 1° dans la réception des plaintes et des dénonciations, 2° dans la constatation et la recherche des faits punissables, à défaut de plaintes et de dénonciations ; 3° dans la réunion des éléments d'information, en vue de les soumettre à l'instruction ; 4° dans le fait de saisir le juge d'instruction par des réquisitions aux fins d'informer et par l'intervention au moyen de conclusions.

Le procureur, en vertu de sa mission de poursuite, recevra donc les plaintes et les dénonciations, soit par lui-même, soit par ses auxiliaires de la police judiciaire ; il procédera au besoin, ou fera procéder, à des recherches et requerra ensuite le juge d'ouvrir une instruction, au cours de laquelle il jouera le rôle de demandeur et la personne incriminée, celle de défendeur, le juge d'instruction remplissant entre elles deux le rôle de juge. Les preuves de la culpabilité, recueillies par le procureur, devront être soumises au juge, pour être acquises à l'instruction. Ce ne sera donc pas le procureur non plus qui pourra ordonner l'arrestation du prévenu, sa détention, des perquisitions. Il aura seulement la faculté de demander ses mesures au juge chargé d'instruire. Et c'est aussi à ce dernier qu'incombera la mission d'apprécier ces éléments d'information et d'en tirer les conclusions, une fois l'instruction terminée.

Ajoutons quelques précisions sur cette question. Quand le procureur reçoit les plaintes et les dénonciations, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses auxiliaires, il est bien à n'en pas douter, dans l'exercice même de sa fonction. Mais, aux termes de l'article 22 C. Inst. Cr., le procureur est chargé de la recherche et de la poursuite de tous les délits, dont la connaissance appartient aux tribunaux de police correctionnelle ou aux Cours d'assises. Il y procède lui-même ou par ses auxiliaires au moyen d'une sorte d'instruction préliminaire, d'enquêtes, communément appelées *enquêtes officieuses*, pour les distinguer de celles effectuées au cours de l'instruction. Ces enquêtes ont lieu — c'est leur caractéristique — soit avant la citation du délinquant devant le tribunal correctionnel, soit avant la saisine du juge d'instruction ; elles ont pour but de réunir tous les renseignements nécessaires à la poursuite. Elles constituent l'exercice de la mission de recherche et de pour-

suite, dont est investi le procureur par l'article 22 précité. Les procès-verbaux, établis au cours de l'instruction, sont donc des actes de poursuite ; ils interrompent notamment la prescription, qui ne court plus du jour du fait punissable, mais bien de la date du procès-verbal.

Au cours de ces enquêtes, dont il ne faut pas perdre de vue le caractère officieux, le procureur, comme ses agents, ne peut faire usage d'aucun pouvoir coercitif, ni faire subir un interrogatoire à l'auteur présumé de l'infraction. Le maintien de la distinction entre la poursuite et l'instruction exigeait rigoureusement l'application de cette règle. Mais il y a loin de la théorie à la pratique. Les officiers de police judiciaire, chargés de procéder à ces enquêtes préliminaires, procéderont aussi, la plupart du temps, il ne faut pas l'oublier, à l'exécution des commissions rogatoires du juge d'instruction. Et qu'ils agissent au nom de ce dernier ou au nom du procureur de la République, ils se considèrent toujours comme des agents de la force publique, des représentants de l'autorité. Aussi ne se font-ils pas faute, dès la première enquête, de se saisir de l'individu soupçonné, de l'interroger, de perquisitionner chez lui. La jurisprudence, d'ailleurs, couvre ces irrégularités, du moment où l'agent s'est introduit dans le domicile du présumé délinquant, sans opposition de sa part, et qu'aux questions posées il a librement répondu. Faites à titre officieux, ces enquêtes ne devraient avoir, aux yeux du procureur de la République, que la valeur de simples renseignements, lui permettant de prendre sur la poursuite une décision en connaissance de cause. Pratiquement il n'en est rien ; transmises au juge d'instruction, elles constituent pour lui comme un avant dossier de l'affaire et par suite, une grande atteinte est portée au principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction.

Quant à l'*instruction*, sauf le cas de flagrant délit, dont il sera parlé tout à l'heure, elle ne peut être faite que par un magistrat autre que le procureur. C'est en cela que consiste la séparation de la poursuite et de l'instruction. La poursuite appartient au ministère public, l'instruction à un membre du tribunal civil, juge titulaire ou suppléant, qui fait partie dans l'organisation judiciaire d'une autre hiérarchie que le procureur. Celui-ci, chef du Parquet du tribunal, appartient à la magistrature debout et, à ce titre, est amovible et révocable ; le juge d'instruction est membre du tribunal, il prend rang dans la magistrature assise

et bénéficie de l'inamovibilité. Il ne peut être révoqué ou déplacé en tant que juge, qu'à la suite d'une décision — pour cause disciplinaire — de la Cour de cassation, intervenant comme Conseil supérieur de la magistrature. Mais en tant que juge d'instruction (art. 55, C. inst. cr.) il n'est nommé que pour trois ans.

Près de chaque tribunal d'arrondissement, il peut y avoir plusieurs juges d'instruction. Près le tribunal de la Seine il y en a actuellement 38.

Quand il n'y a qu'un juge d'instruction, s'il est empêché (art. 59, C. inst. cr.), le tribunal désigne un remplaçant. En dehors de ce cas, il n'est au pouvoir de personne de saisir d'une instruction un juge autre que celui chargé de ces fonctions. Le juge d'instruction a donc une double qualité, celle de juge au tribunal et celle de juge d'instruction. En la première qualité, il peut également siéger dans les audiences civiles et dans les audiences correctionnelles, mais avec cette restriction que, pour ces dernières, il ne peut concourir au jugement des affaires qu'il a personnellement instruites. (Loi du 8 décembre 1897, art. 1^{er}.)

En tant que juge d'instruction, il est saisi d'une affaire par un réquisitoire introductif du procureur de la République, il répond par une ordonnance de soit-informé. Dans la pratique, cette ordonnance n'est pas rendue, le fait même que le juge procède aux actes d'instruction constitue une réponse suffisante. De même, il ne pourra pas clore son instruction, soit par une ordonnance de non-lieu, soit par une ordonnance de renvoi, sans avoir pris de nouveau les conclusions du procureur de la République. Ce magistrat à qui appartient l'exercice de l'action publique l'exercera donc en requérant un non-lieu ou un renvoi. A cette fin, le juge rendra une ordonnance de soit-communiqué (art. 127), par laquelle il transmettra au procureur de la République les pièces du dossier. Même possesseur des conclusions du chef du parquet, le juge d'instruction reste libre de sa décision. Pratiquement, il décide dans le même sens que le procureur, grâce à un accord préalable. Et de fait, la séparation de la poursuite et de l'instruction se borne à l'exercice de chacune d'elles par des personnes distinctes à qui il n'est pas interdit d'agir de concert.

Avant d'être saisi de l'instruction, le juge n'a qu'à recevoir les plaintes, les dénonciations, pour les transmettre au procureur de la République.

Dans l'exercice même de ses fonctions, sa mission consiste à rechercher et à établir dans les formes légales les preuves, tant à charge qu'à décharge et à prendre toutes mesures dans ce but. Parmi ces procédés figurent, au premier rang, les arrestations et les perquisitions. Les recherches ont lieu, les unes spontanément, les autres sur la demande du procureur de la République, qui lui communique le résultat des siennes, se réservant, au cours de la procédure, de lui demander d'accomplir tel acte précis d'instruction.

En raison des termes de l'art. 61, C. inst. cr., qui porte que, hors le cas de flagrant délit, le juge d'instruction ne fait aucun acte d'instruction sans avoir communiqué la procédure au procureur de la République, on s'est demandé si le juge ne pouvait faire que les actes pour lesquels il s'était mis préalablement d'accord avec le procureur ? Aujourd'hui, il est admis que ce texte ne vise que le cas de flagrant délit et qu'alors les deux magistrats peuvent agir séparément. Le juge peut commencer l'instruction sans attendre d'en être requis ; tandis que, en dehors de ce cas, il ne doit agir qu'après réquisition. Mais ce texte n'infirme pas le paragraphe 2 de l'article 61, d'après lequel le juge peut, sans être requis, faire les actes judiciaires les plus graves, par exemple décerner un mandat de dépôt ; de même les articles 87 et 88 prévoient que le juge pourra procéder à des visites domiciliaires, et même se transporter d'office dans le domicile du prévenu...

Art. 88. — « Le juge d'instruction pourra *pareillement* se transporter dans les autres lieux où il présumerait qu'on aurait caché les objets jugés utiles à la manifestation de la vérité. » Telle est donc la situation respective du procureur et du juge d'instruction au point de vue de la poursuite et de l'instruction.

Le magistrat préposé à la poursuite transmet à celui chargé de l'instruction tous les renseignements qu'il possède, de quelque manière qu'il les ait obtenus, spontanément, par plaintes, dénonciations ou recherches effectuées sur son ordre par la police judiciaire dans les conditions indiquées plus haut.

Le magistrat chargé de l'instruction vérifie ces renseignements, les contrôle au moyen d'enquêtes, non plus officieuses comme précédemment, mais d'enquêtes présentant le caractère de véritables actes d'instruction, faites soit par le juge lui-même, soit par des officiers de la police judiciaire, en vertu d'une délégation.

tion régulière et dans la forme prescrite par la loi. C'est ainsi que les actes d'instruction, au contraire de ceux faits au cours de l'enquête officieuse, pourront être accomplis avec l'emploi de la force publique ; les personnes interrogées seront tenues de répondre et devront le faire sous serment, en employant, s'il est nécessaire, tous les procédés prévus par la loi : enquêtes, expertises, interrogatoires, arrestations, perquisitions de toute nature. D'autre part, le juge d'instruction peut être requis par le procureur de la République d'accomplir des actes déterminés d'instruction. Il peut déférer ou non à ces réquisitions, sauf le droit pour le procureur de la République (art. 135) de se pourvoir devant la Chambre des mises en accusation. Mais en dehors des actes d'instruction accomplis sur réquisition du procureur, le juge peut, de son côté, procéder soit par lui-même, soit par délégation, à tous les actes qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité, aussi bien dans le sens de l'accusation, que dans celui de la défense. Ce qui permet de préciser les caractères des recherches effectuées par le procureur exerçant son rôle de poursuite comme ceux des recherches faites par le juge dans sa mission d'instruction.

Les recherches qui constituent la poursuite sont effectuées sous l'impulsion du procureur. Elles ne comportent pas l'emploi de la force ; elles ne sont soumises à aucune règle de forme pour leur validité. Elles ne doivent, en principe, être utilisées qu'à titre de renseignements, d'indications, de points de départ par le juge d'instruction, à qui elles sont transmises. Tels sont les caractères de ces recherches, tirés, à défaut de prescriptions légales : 1° du but en vue duquel elles sont faites ; 2° de l'autorité qui en prend l'initiative ; 3° de la destination qu'elles reçoivent ; le tout dominé par le principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction.

Quant à celles qui constituent l'instruction proprement dite, elles sont accomplies, soit spontanément, soit sur réquisition, par le juge ou sur son ordre. Elles doivent l'être, d'après les formes rigoureusement prescrites, à peine de nullité. Elles comportent au besoin l'emploi de la force publique. Elles servent de base à la décision à intervenir sur l'instruction et, ultérieurement aussi, de base et de point de départ au supplément d'instruction, qui aura lieu devant la juridiction de jugement.

Nous venons de dégager les traits caractéristiques de la procédure et de l'instruction pénales. Nous nous sommes efforcé de

montrer les différences qui les séparent et nous sommes obligé de reconnaître qu'en réalité la différence la plus nette réside en ce que la poursuite et l'instruction ne se trouvent pas réunies dans les mêmes mains et appartiennent à des agents distincts. Mais en quoi consiste chacune de ces fonctions, quelle est au fond la limite de chacune d'elles, voilà ce qu'il est souvent difficile d'établir. Aussi verrons-nous tout à l'heure les critiques sur les enquêtes officieuses, par lesquelles se traduit principalement la poursuite. Ces critiques proviennent, à notre avis, de ce qu'a forcément de théorique et d'artificiel la prétendue séparation de la poursuite et de l'instruction. Et alors, quand cette théorie entre en contact avec les faits, il est impossible de maintenir la belle ordonnance, établie par elle, grâce à laquelle on croyait avoir concilié les exigences de la répression et les garanties d'impartialité du juge dues à l'inculpé.

Le caractère artificiel de cette séparation apparaît nettement dans un cas particulier, celui des flagrants délits. Ici, en effet, le principe de la séparation des pouvoirs d'instruction et de poursuite ne pouvait être maintenu et devait recevoir une exception notable. L'intérêt public exigeait que l'on procédât immédiatement aux premiers actes d'instruction, que l'on recueillît les preuves et les indices de l'infraction, que le moindre de retard pourrait compromettre et que l'on se saisît de l'inculpé. Aussi la loi permet-elle au procureur de la République et à ses auxiliaires d'exercer les attributions du juge d'instruction, en procédant à l'arrestation du coupable et aux actes nécessaires d'information. Par contre et réciproquement, le juge d'instruction peut commencer l'information sans avoir reçu au préalable les réquisitions du procureur de la République. Quels sont les cas où cette exception au principe de la séparation du pouvoir reçoit son application ? Autrement dit, quel est le domaine du flagrant délit ?

Aux termes de l'article 41 du C. inst. cr., il y a flagrant délit toutes les fois que le délit se commet actuellement, qu'il vient de se commettre, que le coupable est poursuivi par la clameur publique (1) ou que l'inculpé est trouvé porteur dans un temps voisin du délit (2) d'objets provenant du crime ou qui ont

(1) Il ne faudrait pas confondre clameur publique avec rumeur ou opinion publique. La clameur suppose des gens poursuivant l'auteur du délit, après l'avoir vu commettre ou qui se sont joints à d'autres de qui ils tiennent le fait.

(2) L'expression « temps voisin du délit » est essentiellement matière à discussion et appréciation.

servi à le commettre. D'après l'article 46, « les attributions faites au procureur du roi pour le cas de flagrant délit auront lieu aussi toutes les fois que s'agissant d'un crime ou délit, même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, le chef de cette maison requerra le procureur du roi de le constater ».

Certains textes du Code relatifs à cette matière (32 et 106) ne mentionnent que les *crimes* flagrants ou ne sont susceptibles de s'appliquer qu'à ces infractions. D'autres, au contraire (art. 35, 36, 43, 47), comprennent les délits aussi bien que les crimes. La jurisprudence a décidé que les règles posées par le Code d'instruction criminelle, en matière d'infraction flagrante, concernaient seulement les crimes et non les délits correctionnels. Mais la loi du 20 mai 1863, en établissant des règles spéciales pour le cas de flagrant délit correctionnel, règles complétées par une loi du 23 janvier 1921, a mis fin d'ailleurs à toute incertitude. Le régime des flagrants délits ne s'applique ni aux délits de presse, ni aux délits politiques, ni aux délits susceptibles d'entraîner la relégation, ni aux délits commis par des mineurs de 18 ans.

Quels seront donc pour les flagrants délits les pouvoirs des deux magistrats entre lesquels, dans la procédure de droit commun, se répartissent la poursuite et l'instruction ? Comment chacun d'eux va-t-il pouvoir procéder ?

Le procureur, soit par lui-même, soit par ses auxiliaires, peut procéder aux constatations et rassembler les éléments de preuve, mais sans posséder tous les pouvoirs du juge d'instruction. C'est ainsi qu'il paraît découler de l'article 33 qu'il ne peut entendre des témoins quelconques. Son droit serait limité à l'audition des parents, voisins ou domestiques, c'est-à-dire des personnes se trouvant sur les lieux du crime. De même, aux termes de l'article 36, il peut perquisitionner au domicile du prévenu ou dans la maison, théâtre du crime, mais non au domicile de tiers, qui ne seraient pas inculpés comme complices.

Le procureur, ainsi que ses auxiliaires, ont le droit de défendre que personne ne s'éloigne du lieu du crime. Il peut ordonner l'arrestation ou, plus exactement, la saisie provisoire du présumé coupable, même par un ordre verbal, s'il est présent ; s'il est en fuite, il peut décerner contre lui un mandat d'amener à l'effet de le faire comparaître et de l'interroger (art. 40). Ce mandat maintiendra l'inculpé sous la main de la justice jusqu'à ce que

le juge d'instruction s'occupe de l'affaire, qui doit lui être transmise par le procureur (art. 45).

En outre, en vertu de l'article 106, tout dépositaire de la force publique, et même tout particulier, est tenu d'arrêter le coupable, surpris au moment du crime ou quand il est poursuivi par la clameur publique. Il doit le conduire devant le procureur de la République sans qu'il soit besoin de mandat d'amener, si le crime ou délit comporte peine afflictive ou infamante.

Quelques textes particuliers, comme l'article 16, avant-dernier paragraphe, donnent aussi un droit d'arrestation provisoire au garde champêtre, si le fait est punissable au moins d'emprisonnement. De même, l'article 163 du Code forestier donne ce même droit au garde forestier. Mais la pratique a dépassé ces textes. Outre qu'il n'est pas toujours facile de se rendre compte si le fait qui vient d'être commis constitue un crime ou un délit, il n'est pas inutile, dans l'intérêt de la répression, d'arrêter le délinquant, pour n'être pas exposé à ne plus le retrouver. Aussi, la loi de 1863 est-elle venue couvrir en quelque sorte cette irrégularité résultant du Code, en organisant une procédure spéciale en matière de délits flagrants, comportant l'arrestation du coupable, en dehors de toute instruction confiée à un juge.

Pour les délits, la procédure de flagrant délit, organisée par le Code, ne s'appliquait qu'à certains cas. La loi de 1863 est venue combler cette lacune en organisant une procédure rapide de flagrant délit, devant le tribunal correctionnel. Tout inculpé, « arrêté » en cas de flagrant délit, est immédiatement conduit devant le procureur de la République, qui l'interroge et le traduit sur-le-champ à l'audience du tribunal. S'il n'y a pas d'audience, l'inculpé est « cité pour l'audience du lendemain et, au besoin, le tribunal peut être convoqué d'urgence. Toutefois, l'inculpé peut demander un délai de trois jours au moins pour préparer sa défense.

L'interrogatoire n'est pas régi par la loi de 1897. (Cass. 12 mars 1898 — S. 99, I. 297 et note Roux.) L'audience où sont entendues les explications de l'inculpé par le procureur ou son substitut est appelée « audience du Petit Parquet ». C'est là et à ce moment que se fait toute l'instruction. Quand l'affaire vient devant le tribunal, si celui-ci estime que l'affaire est insuffisamment instruite, il en ordonne le renvoi pour plus ample informé.

Cette information consistera, soit dans un complément de renseignements qu'apportera ultérieurement le ministère public, soit dans des mesures d'instruction proprement dites, auxquelles procédera, dans les formes ordinaires, un des juges délégués par le tribunal, à l'une des plus prochaines audiences et l'affaire reprendra alors sa marche ordinaire.

Au cas où l'inculpé est traduit immédiatement ou à bref délai devant le tribunal, les témoins peuvent être verbalement requis par tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique. Et ils sont tenus de comparaître. Ces témoins sont ordinairement l'agent ayant procédé à l'arrestation et des personnes ayant aidé à cette arrestation ou assisté au flagrant délit.

On a vu que, sous l'empire de la loi de 1863, l'inculpé pouvait exiger un délai de trois jours au moins pour préparer sa défense. Mais le plus souvent, l'intéressé ignorait cette faculté et se laissait juger sans rien réclamer.

Une loi du 23 janvier 1921, inspirée du précédent de la loi de 1897, dont il va être parlé, au paragraphe suivant, fait au président du tribunal une obligation de l'avertir qu'il peut réclamer ce délai de trois jours. Mention que cet avis a été donné et de la réponse du prévenu doit être faite dans le jugement, à peine de nullité.

Cette procédure ne comporte donc pas l'intervention du juge d'instruction. Aussi est-elle exceptionnelle et ne s'applique-t-elle aux délits mentionnés plus haut, ne relevant pas de la procédure des flagrants délits, organisée par le Code.

Dans cette procédure, telle qu'elle est établie par le législateur, le procureur transmet au juge les actes d'information auxquels il a procédé par lui-même ou par ses auxiliaires, en le requérant de continuer l'instruction à laquelle lui ou ses auxiliaires ont procédé. Car le procureur ne peut pas clore lui-même cette instruction ; il ne peut pas statuer lui-même à ce sujet. Au reçu des procès-verbaux de constatation rédigés par le procureur ou par ses auxiliaires, le juge d'instruction doit examiner cette procédure sans délai, (art. 60). Cet article lui confère un pouvoir de contrôle sur ces opérations, en lui prescrivant de refaire les actes ou ceux de ces actes qui ne lui paraîtraient pas complets.

Enfin, si le prévenu est sous mandat d'amener du procureur de la République ou de ses auxiliaires, le juge d'instruc-

tion l'interrogera et c'est à lui seul qu'appartient de décider s'il faut ou non le garder en détention préventive. Dans l'affirmative, il décernera contre lui un mandat de dépôt ou d'arrêt.

Parallèlement à l'extension des droits du procureur, en cas de flagrant délit, le juge d'instruction peut de son côté, dans ce cas (art. 59), faire spontanément par lui-même tous les actes attribués au procureur de la République, c'est-à-dire commencer l'instruction d'office, sans attendre d'en être requis, et donner avis au procureur de venir la faire avec lui, mais il n'est pas tenu de l'attendre.

Tel est, dans ses grandes lignes, le régime de la poursuite et de l'instruction en général et spécialement en cas de flagrants délits.

§ 3

Développement et conclusion d'une information ou instruction normale jusqu'à nos jours

Après nous être efforcé de montrer au paragraphe précédent comment se poursuivait une instruction criminelle du point de vue de la séparation de la poursuite et de l'information, comment le procureur et le juge concouraient, chacun dans la limite de leurs attributions, à la recherche des preuves, il nous reste à donner la physionomie générale de l'instruction, en nous préoccupant, cette fois, plus spécialement, du rôle du juge. Le juge a pour mission essentielle de rechercher les preuves, de les recueillir dans une forme rigoureusement fixée par la loi. A cet effet, il dispose d'un certain nombre de moyens que nous nous bornerons à énumérer ici, nous réservant de revenir au chapitre suivant sur les principaux d'entre eux. Ce sont : 1° l'interrogatoire de l'inculpé ; 2° l'audition des témoins ; 3° les constatations matérielles qui s'effectuent au cours de transport sur les lieux, de perquisitions, d'expertises. Le juge peut prescrire l'arrestation de l'inculpé et sa détention préventive, qui est susceptible d'être abrégée par la mise en liberté provisoire.

Tous ces actes sont soumis par la loi à des formes rigoureusement obligatoires. Ils doivent être accomplis d'accord avec le pro-

cureur. L'article 61, en effet, impose au juge d'instruction de ne procéder à aucun acte d'instruction ou de poursuite sans donner communication de la procédure au procureur de la République. Il permet, en outre, à ce dernier, de requérir cette communication à toutes les époques de l'information, à charge par lui de rendre les pièces dans les vingt-quatre heures. Le magistrat est mis ainsi en mesure de faire toutes réquisitions. Et si le juge refuse d'y déférer en vertu de l'art. 135, al. 1^{er}, le procureur peut former opposition contre toute décision du juge d'instruction, opposition qui, malgré son nom, constitue un appel porté devant la Chambre des mises en accusation.

Enfin, quand l'instruction est terminée, aux termes de l'art. 127, le juge est tenu d'ordonner une communication spéciale de la procédure au procureur, pour lui permettre de faire ses réquisitions sur la conclusion à donner à l'instruction.

Cette procédure d'instruction présente, en outre, les caractères suivants : elle est écrite, secrète et n'est pas contradictoire.

Elle est écrite en ce sens qu'après chaque opération le juge en dresse procès-verbal, dicté à son greffier. Et c'est par ce procès-verbal qu'avant 1856 la Chambre du Conseil du Tribunal civil connaissait l'instruction et était mise en mesure de lui donner sa solution normale. Il en sera de même d'ailleurs de l'organe supérieur de la juridiction d'instruction, de la Chambre des mises en accusation, dans le cas où elle aurait à en connaître.

Cette procédure doit être *secrète* à l'égard du public, qui n'a pas le droit d'assister aux opérations de l'instruction.

Elle est *secrète*, à ce moment, même à l'égard de l'inculpé et de la partie civile, qui n'ont le droit d'en prendre connaissance ni par eux-mêmes ni par l'organe de leurs défenseurs.

Enfin, elle n'est pas *contradictoire*. Le juge la dirige comme il l'entend, sans que ni l'inculpé ni la partie civile puissent lui imposer l'obligation d'accomplir un acte ou de s'abstenir d'y recourir. Ils n'ont même pas le droit, comme le procureur, de faire opposition.

Le juge doit accomplir lui-même les actes d'instruction. Cependant la loi prévoit la possibilité de commettre, à cet effet, un autre officier, sans limiter les cas dans lesquels il est permis de recourir à ce procédé. Cette faculté s'impose quand l'acte doit être accompli en dehors de l'arrondissement du tribunal, auprès duquel exerce le juge.

L'acte, par lequel le juge demande à un autre officier de procéder pour lui à une mesure d'instruction, porte le nom de *Commission rogatoire*. Cette manière de faire est prévue expressément par les articles 83 et 84 pour l'audition des témoins, par l'article 90 pour les perquisitions et par l'article 103 pour l'interrogatoire de l'inculpé. Cependant l'article 283 autorise le procureur et le président à déléguer leurs fonctions en général, à l'exception toutefois du pouvoir de délivrer des mandats d'amener, de dépôt ou d'arrêt, au juge d'instruction et au juge de paix même d'un arrondissement voisin du lieu du délit. On s'est basé sur cet article pour considérer les articles précités visant la délégation d'une fonction déterminée, comme des cas d'application d'un pouvoir général reconnu par l'art. 283. On l'a même interprété assez extensivement pour admettre la délégation au profit d'un officier quelconque de police judiciaire, pourvu qu'il ait la qualité d'auxiliaire du procureur de la République. Cette interprétation a donné naissance à la création dans les grandes villes de commissaires spéciaux, les *commissaires aux délégations judiciaires*, dont la fonction consiste à exécuter les commissions rogatoires des juges d'instruction, même dans l'arrondissement qui constitue la circonscription du tribunal.

Tous les éléments d'information ainsi obtenus, recueillis dans les formes prescrites et réunis par le juge, l'instruction est terminée et le juge va la clore par une ordonnance. Il reste à apprécier le résultat de cette instruction, à se prononcer sur le point de savoir si l'inculpé doit être traduit devant une juridiction de jugement, devant laquelle et sous quel chef d'inculpation.

Préoccupée de donner le plus de garanties possibles à l'inculpé à ce moment du procès, la Révolution, qui avait fait de l'instruction un organe juridictionnel, ne lui avait pas laissé le pouvoir de prononcer une sentence. Décider autrement eût été retomber dans le système inquisitoire. Pour échapper à ce danger, elle avait recouru à l'instruction d'un jury, chargé de la décision à prendre, séparant ainsi le pouvoir d'instruire du pouvoir de décider sur cette instruction.

Le Code de 1808 abandonna le jury, mais, maintenant le principe de la séparation des pouvoirs, confia ses attributions à la Chambre du Conseil du Tribunal, dont faisait partie le juge chargé de l'instruction. Cet organe devait statuer sur toutes les

affaires dont il serait saisi par un rapport du juge, aussitôt la procédure terminée. Elle décidait à leur sujet de la qualification du fait incriminé, de la valeur des charges et fixait la juridiction de jugement qui devait en connaître.

Ainsi, il y avait outre la séparation entre la poursuite et l'instruction, une nouvelle séparation, en vertu de laquelle le juge qui instruisait, ne prononçait pas sur cette instruction, la décision appartenant à une autre autorité.

Un pareil système — qui n'était pas nouveau d'ailleurs — aurait dû donner, semble-t-il, plus de satisfaction. Il n'en fut rien. Pratiquement, les jurés s'en rapportaient au juge qui avait procédé à l'instruction. Les décisions de la Chambre n'étaient que des enregistrements et de plus, dans la plupart des tribunaux, celle-ci était tout à la fois Chambre du conseil et Chambre de jugement et se renvoyait à elle-même l'affaire qu'elle devait juger comme tribunal correctionnel, (1)

On dut enfin, après cette triple expérience, reconnaître qu'il y avait, dans la pratique, une limite aux séparations ; que celle de l'instruction et de la décision sur cette instruction constituait une séparation toute artificielle ; que dans la plupart des cas, l'influence du juge qui avait procédé à l'instruction était prépondérante et même exclusive et que ses collègues ne se réunissaient que pour enregistrer ses conclusions.

Aussi la loi du 17 juillet 1856 supprima-t-elle l'intervention de la Chambre du conseil et transporta-t-elle ses pouvoirs au juge d'instruction, qui les exerçait déjà en fait, sous le couvert de la décision de ses collègues. On s'accorde en général à reconnaître que la procédure a été rendue plus rapide. Cette suppression amena la confusion de l'instruction et de la décision sur cette instruction, qui devait logiquement nous conduire au vote des lois du 8 décembre 1897 et du 22 janvier 1921.

Avant d'exposer le régime de ces deux lois, il convient de montrer brièvement, comme on l'a fait pour son rôle d'agent d'information, quel est le rôle du juge d'instruction, comme juridiction d'instruction.

C'est à la clôture de l'instruction que ce rôle apparaît ; quand il s'agit de tirer de cette procédure les conclusions pratiques.

(1) GUILLOT. — Les principes du nouveau code d'instruction criminelle, page 228.

Si le juge considère qu'il a été saisi à bon droit et que, d'autre part, il est bien en présence d'un crime ou d'un délit, il rend une ordonnance de renvoi : renvoi devant la Chambre des mises en accusation, dernier organe de l'instruction s'il s'agit d'un crime ; devant le tribunal correctionnel s'il s'agit d'un délit (art. 133 et 130 C. Inst. Cr.).

Si, par erreur, il a été saisi de l'examen d'une contravention, pour laquelle il n'y a pas lieu d'ordinaire à instruction, il renvoie devant le tribunal de simple police (art. 129).

En l'absence d'infraction, ou si l'instruction n'a pas abouti à la découverte des délinquants, le juge d'instruction signe une ordonnance de non-lieu, dont l'autorité varie suivant la distinction suivante (art. 128) : si les faits examinés ne constituent pas une infraction punissable, l'ordonnance est fondée en droit lorsqu'on n'a pas relevé de charges suffisantes contre l'inculpé, elle est fondée en fait. Au premier cas, la chose est jugée définitivement ; aucune poursuite ultérieure n'est possible. Au second cas, l'ordonnance n'a qu'une valeur provisoire et conditionnelle, une nouvelle information peut être ouverte.

Si le juge reconnaît que l'infraction n'est pas de sa compétence, il rend une ordonnance de dessaisissement (art. 69).

§ 4

Lois du 8 décembre 1897 et 22 janvier 1921

La loi de 1897 procède manifestement de la suppression de la Chambre du conseil en 1856. Cette suppression ayant eu pour résultat de réunir dans la personne du juge d'instruction la double fonction d'agent d'information et de juge, on a cherché à donner à sa décision le caractère d'un véritable jugement. La loi de 1921 accentue encore cette tendance. Puisque ce magistrat doit juger, il est rationnel d'organiser en jugement l'accomplissement de sa mission. De là devraient nécessairement résulter la contradiction dans l'instruction et sa publicité. Le législateur n'a pas cependant rigoureusement tiré les conséquences du principe posé. La contradiction sera la règle, en ce sens que

le juge d'instruction sera obligé, dès la première comparution, d'avertir l'inculpé : 1° qu'il est libre de ne faire aucune déclaration ; 2° qu'il a le droit de se faire assister d'un défenseur. Mais l'instruction préparatoire ne sera contradictoire ni vis-à-vis du ministère public, ni devant la Chambre des mises en accusation. L'instruction ne sera plus désormais secrète vis-à-vis de l'inculpé, mais elle gardera ce caractère à l'égard des témoins et du public.

Au cas où l'inculpé n'a pas renoncé expressément à avoir un conseil, il peut toujours librement communiquer avec lui. La mise au secret est interdite. L'inculpé n'est interrogé qu'en présence de ce conseil ou lui dûment appelé, à moins qu'il ne renonce expressément à cette garantie.

Quant au conseil, il est convoqué aux interrogatoires et confrontations, au moins vingt-quatre heures à l'avance et par lettre missive (art. 9, al. 4). La procédure est mise à sa disposition la veille de chaque interrogatoire, que doit subir l'inculpé et la veille des auditions de la partie civile. Enfin le greffier donne connaissance au conseil de toute ordonnance du juge d'instruction (art. 10) présentant un caractère juridictionnel ou de décision.

Dans le cabinet du juge d'instruction, le conseil de l'inculpé peut, après autorisation du magistrat, présenter les observations qu'il juge nécessaires à la défense de son client. Si l'inculpé a renoncé au droit d'être assisté d'un conseil, le juge n'est obligé de lui faire connaître que les ordonnances auxquelles l'article 135 lui donne le droit de faire opposition, et n'est jamais tenu de lui communiquer le dossier. Il pourrait, en effet, en faire disparaître les pièces compromettantes pour lui.

La loi du 22 mars 1921 est venue conférer à la partie civile les mêmes droits qu'à l'inculpé. Avant cette loi, la partie civile, bien qu'elle fût intéressée au procès pénal, n'avait pas accès au cabinet du juge d'instruction. Elle n'avait pas connaissance de la procédure et l'instruction se déroulait en dehors d'elle. Aujourd'hui, elle possède des droits correspondants à ceux de l'inculpé. Dès sa première audition, elle peut se faire assister d'un avocat ou d'un avoué (art. 3, al. 3, C. de 1897). Si elle use de ce droit, le juge est tenu vis-à-vis de ce conseil des mêmes obligations qu'envers celui de l'inculpé : convocation par lettre missive au moins 24 heures avant les interrogatoires ou confrontations,

communication de la procédure la veille des auditions de la partie civile, avis des ordonnances juridictionnelles.

Jusqu'à présent, le procureur de la République, seul, a le droit de demander une mesure d'instruction, une expertise, par exemple, et de former opposition devant la Chambre des mises en accusation contre l'ordonnance du juge, qui lui refuse d'ordonner ces mesures. Les conseils de l'inculpé et de la partie civile, connaissant l'état de la procédure la veille de chaque interrogatoire, peuvent solliciter du juge d'instruction les mesures qu'ils jugent utiles aux intérêts de leurs clients respectifs et pratiquement le juge ne les refuse pas, mais il pourrait les refuser. Et en cela l'instruction n'est pas contradictoire. Il est possible, probable même, que son organisation évolue de plus en plus dans ce sens. Mais il y a les pratiques qu'on signalera dans la deuxième partie, qui neutralisent les effets de cette tendance. Il faut peut-être aussi envisager les entraves que cette contradiction apporterait à l'information proprement dite et n'y aurait-il pas à craindre que l'instruction, ainsi organisée et pratiquée, ne parût inutile et superfétatoire, du moment où elle aurait lieu exactement dans les mêmes conditions que celle faite à l'audience ? Ne risquerait-elle pas de faire disparaître le bénéfice de la séparation de l'instruction et du jugement ?

§ 5

La Chambre des mises en accusation

La Chambre des mises en accusation est composée de trois membres (1) faisant le service dans d'autres Chambres. Elle est tenue de se réunir, au moins une fois par semaine, sur la convocation de son président et sur la demande du procureur général, toutes les fois que cela est nécessaire, pour entendre le rapport de ce magistrat et statuer sur ces réquisitions. (Art. 218, C. inst. cr.)

Elle est la juridiction de deuxième degré, en matière d'instruction, depuis 1856, le juge d'instruction constituant le premier degré.

(1) Loi du 18 avril 1919.

Dans cette fonction, qui n'est pas la seule de cette Chambre (1), mais qui est la principale, son intervention, facultative en matière correctionnelle, est obligatoire en matière criminelle. C'est la décision de la Chambre des mises en accusation qui renvoie devant la Cour d'assises le prévenu, qui devient alors accusé.

Cette Chambre statue, en outre, comme juridiction d'appel, sur les oppositions aux ordonnances du juge d'instruction. La voie de recours, bien qu'elle constitue un appel véritable, porte le nom d'opposition. Aux termes de l'article 135 du Code d'instruction criminelle, l'opposition aux ordonnances du juge d'instruction ne peut être formée que par le ministère public et la partie civile contre la décision de mise en liberté du prévenu, ordonnée par le juge d'instruction. Depuis la loi du 17 juillet 1856, elle est ouverte au ministère public, à la partie civile et au prévenu.

Au ministère public, elle est ouverte dans tous les cas.

A la partie civile, elle n'est donnée que dans les cas prévus par les articles 114, 128, 129, 131 et 539 du présent Code et, en général, contre les ordonnances qui font grief à ses intérêts civils. (Art. 114, 128, 129, 131.)

Quant au prévenu, il ne peut faire opposition que dans deux cas : 1° lorsque sa demande de mise en liberté provisoire est rejetée ; 2° quand il a soulevé l'incompétence du juge et que celui-ci s'est déclaré compétent. (Art. 114 et 539.)

On s'accorde généralement pour déclarer le droit du prévenu trop limité sur ce point.

Les délais d'opposition sont de dix jours pour le procureur de la République et de 24 heures dans les autres cas. Aucune forme n'est prescrite par les textes. En pratique, l'opposition est faite par déclaration au greffe du tribunal. (Art. 203, C. inst. cr. par analogie.)

La Chambre est saisie par cette opposition quand elle intervient comme juridiction d'appel. Les pièces sont transmises par le procureur de la République au procureur général (art. 173). Ce dernier rédige un rapport dans les dix jours de la réception de

(1) Nous verrons au chapitre suivant que la Chambre des mises en accusation a notamment des attributions en matière de liberté provisoire.

ces pièces. La partie civile et le prévenu peuvent fournir des mémoires sur l'opposition qu'ils ont formée (art. 217).

La Chambre doit statuer au plus tard dans les trois jours qui suivent le dépôt du rapport du procureur général (art. 219, C. instr. cr.). Elle statue uniquement sur les pièces qui lui ont été transmises (art. 233). La procédure est secrète, puisque, après avoir déposé sur le bureau sa réquisition écrite, le procureur se retire avec le greffier. La Chambre n'entend ni le prévenu, ni la partie civile, ni leurs avocats, ni les témoins. (Art. 223 et 224.)

Antérieurement à la loi du 28 avril 1919, le greffier devait, avant de se retirer, donner lecture de toutes les pièces du procès. Certains dossiers contenant des centaines de pièces, la pratique avait remplacé cette lecture par le rapport d'un conseiller. Cette pratique a été consacrée par la loi. Ce rapport est obligatoire à peine de nullité. Malgré la substitution de ce rapport à la lecture des pièces par le greffier, l'article 22, qui la prescrivait, n'est pas abrogé.

Quand la Chambre des mises en accusation intervient obligatoirement en matière criminelle, comme juridiction du second degré, elle est saisie par l'ordonnance de renvoi émanant du juge d'instruction (art. 133). Après délibéré, si elle estime que l'infraction n'existe pas ou qu'on ne se trouve pas en présence du coupable, elle rend une ordonnance de non-lieu. Dans les cas contraires, elle rend un arrêt de renvoi devant la juridiction compétente : Cour d'assises, tribunal correctionnel, tribunal de simple police, suivant les cas.

Si sa religion n'est pas suffisamment éclairée, elle rend un arrêt de plus ample informé (art. 235). L'article 236 dispose que, dans ce cas, un conseiller de ladite Chambre remplira les fonctions de juge instructeur. Mais la pratique admet que cette mission soit confiée au juge d'instruction, dont l'information a été incomplète.

La Cour de cassation déclare la loi de 1897, qu'elle interprète restrictivement, non applicable à ces informations. Il en résulte que la procédure d'instruction au deuxième degré reste soumise au régime du Code.

CHAPITRE IV

Des Perquisitions et des Arrestations, aux divers moments de la Procédure d'instruction

Deux moyens, particulièrement graves et redoutables, sont mis par la loi à la disposition des organes chargés de l'instruction : les perquisitions et les arrestations. Nous nous proposons d'exposer, dans ce chapitre, quel est, depuis la rédaction du Code jusqu'à nos jours, le régime de ces mesures au cours de la procédure d'instruction, où leur emploi présente des dangers et doit être réglementé. Dans ce but, nous indiquerons l'autorité qualifiée pour procéder à ces actes, les formalités à observer, suivant les circonstances et les divers moments de la procédure.

§ I

Des autorités qui peuvent procéder aux perquisitions et arrestations

Ce qui confère à ces deux modes d'instruction le caractère de gravité déjà signalé, c'est qu'ils sont en contradiction avec les principes les moins contestés de notre droit public. Comment concilier le droit de perquisition avec le principe de l'inviolabilité du domicile et le respect dû à la propriété? Comment soutenir que les arrestations ne portent pas atteinte à la liberté individuelle?

Les Perquisitions. — Par dérogation au principe de l'inviolabilité du domicile, les *perquisitions* comportent le droit pour les autorités chargées de l'instruction, autorisées à y procéder, de pénétrer pendant le jour partout où elles veulent.

Au cours des mêmes opérations, elles peuvent saisir les objets qui leur paraissent susceptibles d'aider à la manifestation de la vérité, quelle que soit la personne à qui ces objets appartiennent. Ces opérations pour importantes qu'elles puissent être, ne sont visées que par les art. 87 à 90 du Code qui les autorisent dans les termes les plus larges et sans les réglementer. C'est ainsi que l'art. 87 porte que « le juge d'instruction se transportera, s'il en est requis, et pourra même se transporter d'office *au domicile* du prévenu, pour y faire la perquisition des papiers, effets, et généralement de tous effets jugés utiles à la manifestation de la vérité ». L'art. 88 lui permet *pareillement* « de se transporter dans les *autres lieux* où il présumerait qu'on aurait caché des objets dont il est parlé dans l'article précédent ».

L'art. 89 étend aux perquisitions effectuées par le juge d'instruction les règles posées par les articles 35 à 39 pour les perquisitions faites en cas de flagrant délit par le procureur. On trouve dans les articles 38 à 39 les seules prescriptions établies par le Code, pour ces opérations. C'est ainsi qu'aux termes de l'article 38, « les objets saisis seront clos et cachetés, si faire se peut ; ou, s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écritures, ils seront mis dans un vase ou dans un sac sur lequel le procureur du Roi attachera une bande de papier qu'il scellera de son sceau. « Les opérations prescrites par les articles précédents, ajoute l'article 39, seront effectuées en présence du prévenu, s'il a été arrêté et s'il ne veut ou ne peut y assister, en présence d'un fondé de pouvoir, qu'il pourra nommer. Les objets lui seront présentés à l'effet de les reconnaître et de les parapher, s'il y a lieu, et au cas de refus, il en sera fait mention au procès-verbal. »

Ces formalités ne sont pas prescrites à peine de nullité. Par suite, en cas d'omission, de l'une d'elles, les objets saisis ne peuvent pas être écartés du débat, sauf au jury à apprécier les éléments de conviction qu'il doit en tirer.

Enfin, les dispositions de l'article 37 sont générales et ne comportent aucune exception, pas même pour les lettres missives. Elles autorisent la saisie de la correspondance adressée par un père à son fils ; celle des tiers tombe aussi sous la règle commune. La jurisprudence (1) admet que ce droit de saisie

(1) F. GÉNY. — Des droits sur les lettres missives. Paris 1911. — 2 vol. in-8° t. 2 p. 353, N° 295.

peut même s'exercer dans les bureaux de poste où il est possible de perquisitionner pour découvrir les lettres destinées au prévenu ou expédiées par lui. Ce pouvoir ne fléchit que dans de rares cas et pour des motifs d'ordre supérieur. C'est ainsi que la saisie d'une correspondance, détenue par une personne à raison d'une profession qui lui impose le secret, n'est pas permise. Rentrent dans cette catégorie les lettres écrites par l'accusé à son avocat. Hors ces exceptions, la justice jouit, pour perquisitionner, des droits les plus étendus. Les lettres missives peuvent donc être saisies au cours de perquisitions et soumises aux débats, mais à une condition expresse toutefois, c'est qu'elles aient été légalement saisies par la justice, ou si elles ont été appréhendées par les particuliers, que le moyen employé pour se les procurer ne constitue pas un procédé délictueux prohibé par la loi, qu'il n'y ait pas vol, par exemple ou abus de confiance. Enfin, aux termes de l'art. 90, le juge d'instruction est autorisé à faire procéder à des perquisitions, hors de son arrondissement, par le juge d'instruction du lieu où l'on présume qu'elles donneront des résultats.

Il résulte de ces textes, que c'est au juge d'instruction qu'appartient en principe le droit de procéder aux perquisitions et que le procureur et ses auxiliaires ne peuvent y recourir, en dehors de toute commission rogatoire, qu'en cas de flagrant délit. Pratiquement, en vertu de commissions rogatoires, on reconnaît ce droit à tous les officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur de la République.

Telles sont les seules règles existantes depuis le Code, en matière de perquisitions, tant en ce qui concerne les personnes qualifiées pour y procéder que les formes suivant lesquelles elles doivent être faites. On s'était contenté, pendant tout le cours du siècle dernier, de ces dispositions assez sommaires, qui n'étaient même pas sanctionnées ou ne l'étaient que faiblement. Pendant toute cette période, il semble qu'on estimait que l'organisation générale de la procédure d'instruction fournissait des garanties suffisantes. En tout cas, c'est dans des mesures générales d'organisation de cette procédure, mesures issues généralement de la conception accusatoire, qu'on s'était borné à rechercher ces garanties. On verra par l'examen du projet, dont il sera parlé à la fin de cette étude que les réformes semblent s'orienter dans un autre sens. Les garanties paraissent en effet désormais devoir être recherchées, non plus dans des mesures d'ensemble visant

l'organisation de la procédure d'instruction, mais dans une réglementation plus minutieuse et plus rigoureusement sanctionnée de chacun des actes de l'instruction.

Les Arrestations. — Quand un fait punissable — crime ou délit — a été commis, l'arrestation des personnes, présumées coupables, constitue, au premier chef, la mesure à la fois la plus nécessaire pour l'instruction et la découverte de la vérité et la plus grave, comme la plus importante, pour les personnes qui en sont l'objet. La gravité et le danger de ces actes résultent en particulier de ce qu'ils constituent une violation du principe de la liberté individuelle. C'est un des cas où les faits sont, comme on l'a dit pour le Code civil (1), en révolte contre l'un des principes les mieux établis et les moins contestés. A les concilier doivent tendre tous les efforts du législateur. C'est toujours l'antagonisme signalé dès le début de cette étude, la fameuse alternative, à laquelle on se heurte toujours. Ici, si on applique le principe de la liberté individuelle, sans restriction ni mesure, c'est toute répression qui devient impossible. Si on sacrifie le principe et qu'on fasse prévaloir le fait, si on permet l'arrestation sans précautions, sans réglementation : la liberté de l'homme, le plus précieux de tous les biens, est livrée au caprice, à l'arbitraire, peut-être même à la passion.

Ce sont ces principes, en apparence contradictoires, qu'il s'agit de concilier dans l'intérêt même de l'ordre public.

Les nécessités de l'instruction exigent donc qu'on arrête l'auteur présumé d'un fait punissable, d'abord pour pouvoir procéder à cette instruction. Concevrait-on que celle-ci eût lieu sans que le coupable présumé fût entendu, interrogé, confronté ? Et comment ces diverses mesures pourraient-elles être prises, si l'inculpé refusait par exemple de s'y prêter, en ne se présentant pas ? Dans la plupart des cas, il ne suffira pas qu'il se présente à ces divers actes, il sera nécessaire, sous peine de rendre la mission du juge impossible, que celui-ci ait l'inculpé à sa disposition.

Mais il y a d'autres motifs pour lesquels il est indispensable d'arrêter l'inculpé et de maintenir son arrestation. Sa convocation aux actes d'instruction, son exactitude scrupuleuse à s'y rendre n'empêcheraient pas l'auteur d'une infraction de « gâter

(1) G. MORIN. — La Révolte des faits contre le code. Paris 1920.

les preuves ». Il pourrait profiter de sa liberté pour faire disparaître les pièces à conviction et les traces de son forfait. En cas d'assassinat, il laverait les tâches de sang. En cas de vol, il détruirait les instruments du délit et cacherait le produit de l'infraction. D'accord avec des personnes, ayant comme lui intérêt à empêcher l'instruction d'aboutir, il pourrait organiser une sorte de contre-instruction, destinée à entraver l'action du juge ou à l'aiguiller sur de fausses pistes. Ainsi, sous prétexte de garantir la liberté de l'inculpé, on compromettrait celle d'autrui. Pour vouloir éviter l'erreur judiciaire on la faciliterait, en permettant aux coupables d'égarer la justice.

Dans quels cas les arrestations peuvent-elles avoir lieu ? Nous avons déjà vu que lorsqu'il y a flagrant délit ou quand l'inculpé est poursuivi, soit par la clameur publique, soit dans les cas assimilés au flagrant délit, en vertu de l'article 106 « tout dépositaire de la force publique, et *même toute personne* sera tenu de saisir le prévenu et de le conduire devant le procureur du Roi, sans qu'il soit besoin de mandat d'amener, si le crime ou délit comporte peine afflictive ou infamante ». Cet article 106 n'est applicable que s'il s'agit d'un crime, puisque ces infractions sont les seules qui puissent emporter peine afflictive et infamante. D'autre part, l'obligation qu'il édicte n'est pas sanctionnée par une peine.

En ce qui concerne ces arrestations, mesures de police, qu'il ne faut pas confondre avec les arrestations, actes d'instruction, dont nous parlerons plus loin, le Code paraissait formuler deux règles différentes : l'une générale, applicable à « tout dépositaire de la force publique », contenue dans l'article précité, l'autre spéciale aux « gardes champêtres et forestiers » (art. 16). L'arrestation était permise à tout le monde en cas de crime flagrant, mais elle paraissait restreinte aux gardes pour les délits flagrants, punis de l'emprisonnement. L'article 1^{er} de la loi du 20 mai 1863 a établi une règle uniforme en généralisant la disposition de l'article 16 du Code. Aujourd'hui, tout agent de la police judiciaire et même toute personne peut saisir un délinquant surpris en flagrant délit, que le fait emporte peine afflictive ou infamante ou seulement peine d'emprisonnement. Cependant la loi de 1863 ne s'applique (cela a été déclaré expressément dans l'exposé des motifs et dans le rapport), qu'à la situation prévue et définie par l'article 41, à l'exclusion de celle visée à l'article 46, « crime ou délit même non flagrant commis

dans l'intérieur d'une maison » que « le chef de cette maison requiert le procureur du Roi de constater ». L'individu ainsi arrêté en flagrant délit, par une mesure de police, doit être conduit devant le procureur de la République, s'il s'agit d'un *délit* et peut l'être aussi, s'il s'agit d'un *crime*, devant un officier auxiliaire plus rapproché du lieu de l'arrestation. Cette distinction découle de cette idée que l'arrestation par mesure de police a seulement pour but de mettre le délinquant à la disposition du magistrat compétent pour le faire arrêter par mesure d'instruction. Or, la loi de 1863, confiant au procureur de la République seul et non à ses auxiliaires, l'instruction des délits flagrants, il semble nécessaire que le délinquant, quel que soit le lieu de son arrestation, soit conduit devant ce magistrat. Au contraire, les auxiliaires du procureur ayant, en cas de crime flagrant, la même compétence que leur chef, les individus arrêtés sous cette prévention peuvent être conduits devant l'officier auxiliaire le plus voisin du lieu de l'arrestation, le maire ou le juge de paix. Une telle distinction, bien que fondée en droit, peut ne pas manquer d'inconvénients dans la pratique, en raison de la distance qui sépare le tribunal du lieu de l'arrestation. On y remédie, en fait, en conduisant, devant le maire, le commissaire de police ou le juge de paix, l'individu arrêté en flagrant délit dans une commune autre que le chef-lieu judiciaire de l'arrondissement. Ces magistrats procèdent à son interrogatoire et décident s'il y a lieu de le mettre en liberté ou de le faire transférer auprès du procureur, pour qu'il soit procédé contre lui conformément à la loi de 1863. Combien de temps peuvent durer ces arrestations ? La loi est muette sur ce point. C'est affaire de discipline de la part du procureur vis-à-vis de ses auxiliaires de la police judiciaire.

Ces arrestations prennent fin soit par la mise en liberté du prévenu, soit par leur transformation en détention préventive.

En dehors des circonstances qui viennent d'être signalées, l'arrestation ne peut être opérée qu'au cours d'une instruction et par suite uniquement par les officiers de police judiciaire et les magistrats chargés d'instruire.

Nous allons donc retrouver ici les différences essentielles, déjà signalées au chapitre précédent, entre les cas de flagrant délit et une instruction normale. En raison des explications déjà données sur ce point, il faut distinguer depuis la loi de 1863.

entré les crimes et les délits assimilés par l'article 46, d'une part, et les autres délits : les premiers régis par le Code d'instruction criminelle ; les seconds par la loi du 20 mai 1863.

Dans le premier cas, les officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur de la République, le juge d'instruction, avant toute désignation et toute réquisition, peuvent faire saisir l'inculpé, contre qui il existe des indices graves, s'il est présent ; ils peuvent décerner contre lui un mandat d'amener (art. 40). Ce mandat, sur lequel nous donnerons de plus amples explications tout à l'heure, permet de conserver l'inculpé sous la main de la justice jusqu'à l'organisation régulière de l'instruction, qui suivra la désignation du juge et sa saisine prescrite par l'article 45.

Hors le cas de flagrant délit, c'est le juge d'instruction, et lui seul, qui a le pouvoir d'ordonner une arrestation. Mais nous savons que ce pouvoir peut être délégué par le juge, dans la mesure où le permet l'article 283 du C. inst. cr. (1). Nous avons vu précédemment les motifs qui rendent souvent nécessaires les arrestations. Ces mêmes raisons exigent, dans la plupart des cas, leur transformation en détention préventive. Nous ne traiterons ici que des arrestations, réservant pour le paragraphe suivant l'étude de la détention préventive.

Les arrestations, qu'elles doivent ou non aboutir à la détention préventive, ne peuvent, hors les cas mentionnés au commencement du présent paragraphe, à cause de leur gravité, être opérées qu'en vertu d'actes légaux, appelés décrets dans notre ancien droit et *mandats* aujourd'hui. Normalement, quand la loi donne à une autorité le pouvoir de procéder à une arrestation, elle lui confère le droit de délivrer un mandat. Ce droit appartient au procureur, en vertu de l'article 100, au préfet en vertu de l'article 10, au tribunal même dans les cas prévus par les articles 193 et 214 C. inst. cr., mais principalement au juge d'instruction (art. 91 et suivants).

(1) Dans tous les cas où les Procureurs du Roi et les Présidents sont autorisés à remplir les fonctions d'officier de police judiciaire ou de juge d'instruction, ils pourront déléguer au Procureur du Roi, au Juge d'Instruction et au Juge de Paix, même d'un arrondissement communal voisin du lieu du délit, les fonctions qui leur sont respectivement attribuées, autres que le pouvoir de délivrer le mandat de dépôt et d'arrêt contre les prévenus.

Ces mandats, au nombre de quatre, à l'exception du mandat de comparution (1), comportent tous arrestation, mais deux d'entre eux entraînent, en outre, détention préventive. Aux termes des articles 95 et suivants qui régissent leurs formes, ils consistent dans des écrits signés par la personne qui les délivre. Le prévenu est nommé ou désigné le plus clairement possible, suivant l'étendue des renseignements qu'on a sur lui. Ainsi établis, ils sont tous notifiés par un huissier ou un agent de la force publique. Celui-ci se présente au prévenu et lui délivre copie du mandat (art. 97). Ils ont force exécutoire dans toute l'étendue du territoire français (art. 98).

Les divers mandats se divisent nettement en deux catégories : ceux qui ont pour objet de faire venir l'inculpé devant le juge d'instruction, de gré ou de force (ce sont les mandats de comparution et d'amener) et ceux qui aboutissent à son incarcération (ce sont les mandats de dépôt et d'arrêt).

Le mandat de comparution, le moins rigoureux de tous, constitue, en somme, une invitation à se présenter devant le magistrat. Il ne comporte même pas l'arrestation de celui qui en est l'objet, aussi n'avons-nous rien à en dire, si ce n'est que, délivré contre le prévenu, il présente le grave inconvénient de le prévenir et de lui laisser le temps et les moyens de « gâter les preuves » et de se soustraire par la suite aux poursuites dont il est l'objet. Aussi, le Code de 1808 ne permettait-il l'emploi de ce mandat qu'en cas de délit et quand l'inculpé était domicilié, c'est-à-dire non vagabond. A défaut de l'une de ces conditions, le juge d'instruction *devait* procéder par mandat d'amener. Depuis la loi de 1865 (14 juillet) l'emploi du mandat de comparution est facultatif en toute matière, le mandat d'amener ne devient obligatoire que si l'inculpé ne se présente pas (art. 91).

Le mandat d'amener est celui par lequel l'autorité qui le décerne donne l'ordre qu'on lui amène l'inculpé, même par la force, dans le cas où il refuserait de venir volontairement. Il peut être délivré au cours de la procédure de flagrant délit par tous ceux qui ont le droit de commencer l'instruction, et par le juge d'instruction au cours de l'information. Dans ce der-

(1) Nous n'étudierons ici que le mandat de comparution et le mandat d'amener. Les mandats de dépôt et d'arrêt, étant inséparables de la détention préventive, nous réservons leur étude au paragraphe suivant.

nier cas, qui est le plus ordinaire et dont, pour ce motif, nous nous occuperons exclusivement, le mandat d'amener est délivré, si l'inculpé ne s'est pas présenté sur mandat de comparution. Il peut être décerné, non seulement contre l'inculpé, mais aussi contre les témoins qui n'ont pas comparu sur la citation à eux donnée (art. 92). La caractéristique de ce mandat consiste en ce que, contrairement à celui de comparution, il autorise l'emploi de la contrainte. Le porteur de ce mandat peut recourir à l'emploi de la force publique, pour l'exécuter. Au besoin, celui qui en est l'objet peut être conduit chez le juge d'instruction par les gendarmes ou les agents de la police (art. 99).

Lorsqu'un individu a été arrêté en vertu d'un mandat d'amener, se défendre est pour lui le premier de ses droits, comme l'interroger est pour le magistrat le premier des devoirs. Ici, il faut distinguer deux situations : 1° l'inculpé a été arrêté à moins de dix myriamètres du lieu où siège le magistrat signataire du mandat ; 2° l'inculpé a été arrêté à plus de dix myriamètres et dans un autre arrondissement :

1° La première situation constitue le cas ordinaire. L'inculpé est alors conduit devant le magistrat signataire du mandat. Celui-ci doit l'interroger dans les 24 heures, au plus tard, de son entrée dans la maison de dépôt ou d'arrêt. A l'expiration de ce délai, si l'inculpé n'a pas été interrogé, il est conduit d'office, par les soins du gardien chef de la prison, devant le procureur de la République, qui requiert du juge d'instruction son interrogatoire immédiat. Il s'agit, en réalité, seulement de l'interrogatoire de forme et d'identité et non de l'interrogatoire véritable sur le fond, qui ne peut avoir lieu, depuis cette loi, qu'autant que le prévenu est assisté de son conseil ou a renoncé au droit d'en avoir un.

Au cas de refus, d'absence ou d'empêchement du juge d'instruction, il sera interrogé de suite par le président du tribunal ou par le juge, sinon, le procureur de la République ordonnera la mise en liberté immédiate du prévenu (article 93 nouveau, C. Inst. Crim.). La sanction de l'obligation d'interroger dans les 24 heures est triple : sanction pénale, sanction disciplinaire, sanction civile.

1° Tout prévenu, arrêté en vertu d'un mandat d'amener, qui est maintenu en prison durant plus de 24 heures, sans avoir été interrogé, comme il vient d'être dit, ou sans avoir été conduit

devant le procureur de la République, est considéré comme arbitrairement détenu. En conséquence, les gardiens de prison, procureurs de la République, juges d'instruction, qui ne se conforment pas aux prescriptions, qui précèdent, s'exposent aux pénalités des articles 112, 119 et 120 du C. P. ;

2° Indépendamment de la sanction pénale, le gardien-chef et le procureur de la République pourront encourir des sanctions disciplinaires ;

3° Enfin une action en dommages-intérêts pourra être exercée par l'inculpé, à l'encontre du procureur de la République.

II. — Dans l'hypothèse où l'inculpé, arrêté en vertu d'un mandat d'amener, a été trouvé hors de l'arrondissement où le mandat a été délivré et à une distance de plus de dix myriamètres du chef-lieu de cet arrondissement (art. 4 et 5 de la loi de 1897) le procureur de la République du lieu de l'arrestation l'interroge sur son identité. Il reçoit ses déclarations ou son refus d'en faire. Il l'interpelle pour savoir s'il consent à son transfert ou s'il préfère voir prolonger les effets du mandat d'amener et attendre, au lieu où il a été arrêté, la décision du juge d'instruction saisi de l'affaire. Si l'intéressé s'oppose à être transféré, avis en est donné au magistrat, signataire du mandat, qui ordonne le transfert s'il le juge à propos (art. 6) ; il aura pour fonder sa décision le procès-verbal de la comparution, contenant un signalement complet, avec toutes les indications propres à faciliter la reconnaissance d'identité.

Tel est le fonctionnement actuel du mandat d'amener ; nous en aurons terminé sur les arrestations quand nous aurons expliqué que le juge d'instruction ne peut employer que le mandat de comparution, si le fait incriminé ne doit pas entraîner la peine de l'emprisonnement (art. 131). Dans tous les autres cas, le juge a un pouvoir discrétionnaire, quelle que soit la peine, si ce n'est cependant dans le cas prévu par l'article 113, paragraphe 2, où il paraît conforme à l'esprit de la loi de ne débiter que par un mandat de comparution.

§ 2

La détention préventive et la liberté provisoire

Dans les cas examinés au paragraphe précédent, le fait de l'arrestation se détache nettement de celui du maintien de cette

arrestation, de sa prolongation et de sa transformation en détention préventive. C'est cette dernière et son correctif normal, la liberté provisoire, que nous nous proposons d'étudier au présent paragraphe.

Avant d'aborder cette étude, nous ferons une remarque, importante pour notre sujet. C'est que le législateur s'est efforcé de limiter rigoureusement la durée de l'arrestation, soit quand celle-ci n'entraîne, pas *ipso facto*, détention préventive, comme dans le cas du mandat d'amener, soit quand, en raison des conditions dans lesquelles est faite l'arrestation, la détention préventive s'ensuit nécessairement, comme dans le cas des mandats de dépôt et d'arrêt, dont nous allons maintenant nous occuper. L'arrestation ne peut alors se prolonger que malaisément. Malheureusement, il n'existe de règle, pour en limiter la durée, que dans le cas où l'arrestation a été opérée en vertu d'un mandat. Dans la plupart des autres cas, il n'existe pas de prescriptions, permettant de limiter la durée de l'arrestation. Quoiqu'il en soit, celle-ci, quand elle a lieu en vertu de mandats de dépôt ou d'arrêt, entraîne sans décision ni mesures nouvelles, détention préventive. Et nous savons que le premier de ces mandats peut être décerné, depuis la loi de 1863, exceptionnellement par le procureur de la République.

L'information se réduit alors à un interrogatoire par le procureur, interrogatoire auquel ne s'appliquent pas les règles de la loi de 1897. C'est après cet interrogatoire que le procureur peut ordonner la détention préventive de l'inculpé, en décernant contre lui un mandat de dépôt. Mais le pouvoir ainsi conféré à ce magistrat est soumis à deux restrictions : l'une d'ordre général, d'après laquelle le mandat de dépôt ne peut être décerné que pour un fait passible d'emprisonnement ; l'autre, spéciale aux flagrants délits correctionnels, en vertu de laquelle la délivrance du mandat est subordonnée à l'obligation de traduire l'inculpé à l'audience sur le champ ou le lendemain.

Il importe d'ailleurs de rappeler que cette procédure est facultative pour le procureur. Il peut l'abandonner pour suivre la procédure ordinaire, s'il estime celle-ci préférable.

La comparution du prévenu devant le tribunal confère au mandat de dépôt une durée indéfinie, à moins que le tribunal n'en décide autrement.

En effet, une fois saisi, le tribunal peut ou juger immédiatement ou renvoyer le jugement à plus tard (art. 5). Mais alors, il statue sur le mandat de dépôt ; il peut le confirmer, c'est ce qu'il fait le plus souvent, ou prescrire la mise en liberté provisoire du prévenu, avec ou sans caution.

Le prévenu et le procureur peuvent aussi demander la remise de la cause à une audience ultérieure. C'est au tribunal comme précédemment, à qui il appartient de statuer sur le maintien de la détention ou la mise en liberté provisoire. On remarquera que la mainlevée du mandat de dépôt, donnée en cette circonstance par le tribunal, diffère de celle que peut accorder le juge d'instruction (1) dans les cas que nous allons examiner, en ce qu'elle peut être prononcée, malgré les conclusions contraires du procureur de la République.

En dehors de ce cas exceptionnel et des hypothèses prévues par l'art. 10 et les art. 193 et 214, c'est au juge d'instruction seul qu'appartient le droit de délivrer les mandats de dépôt et d'arrêt. Ces mandats se ressemblent en ce qu'ils aboutissent tous deux à l'incarcération de l'inculpé, en ce qu'ils interviennent en général dans les mêmes circonstances, soit après son interrogatoire, soit après sa fuite, quand le fait reproché comporte emprisonnement ou une peine plus grave.

Mais ils diffèrent en ce que le mandat d'arrêt est plus solennel, plus compliqué que le mandat de dépôt. Il exige trois formalités particulières : il doit être précédé des conclusions du procureur de la République ; il doit contenir l'indication du fait pour lequel il est décerné, enfin, il doit indiquer la loi qui fait de ce fait un crime ou un délit. Son exécution donne lieu à la perception d'un droit de capture que ne comporte pas le mandat de dépôt (art. 99 du décret du 5 octobre 1920, tarif des frais de justice en matière criminelle).

Le Code d'Instruction criminelle permet au juge d'instruction de choisir entre ces deux sortes de mandats. En pratique, il use toujours du mandat de dépôt quand il a le prévenu sous la main ; si celui-ci est en fuite, c'est le mandat d'arrêt qui est employé. Cependant, quand l'inculpé s'est réfugié à l'étranger, un mandat d'arrêt énonçant les circonstances du crime ou du délit est obligatoire pour obtenir l'extradition.

(1) Art. 94, § 3, C. Instr. Crim.

La dualité des mandats de dépôt et d'arrêt tendant tous deux à l'arrestation du coupable s'explique par des raisons historiques. Le mandat de dépôt, inconnu du Code de Brumaire, avait été créé par la loi du 7 pluviôse an IX, avec ce caractère qu'il n'entraînait qu'une détention provisoire, pouvant cesser avant la fin de l'instruction. Au contraire, le mandat d'arrêt, qui existait déjà dans le Code de Brumaire, d'après sa dénomination même, comportait une détention, ayant un caractère plus durable et ne devant cesser qu'avec l'instruction elle-même. Le Code, en les conservant tous deux, n'avait pas indiqué d'une manière formelle cette opposition, aussi en résultait-il des divergences de vues.

La loi du 4 avril 1855 vint rectifier l'art. 94 et rétablir les caractères de ces deux mandats, tels qu'ils résultent de leur dénomination : tous deux devaient entraîner contrainte et détention préventive, mais dans le mandat de dépôt, celle-ci aurait un caractère provisoire, le juge d'instruction pourrait, au cours de l'instruction, quelle que fût la nature de l'inculpation, en donner main-levée, sur les conclusions du procureur de la République ; dans le mandat d'arrêt, il n'en serait pas de même. Mais la loi du 14 juillet 1865, tout en conservant la disposition de la loi de 1855 (art. 113, § 1^{er} I. C.), décide, en outre, que le juge d'instruction pourra accorder la liberté provisoire sur la demande de l'inculpé, même contrairement aux conclusions du procureur de la République. Elle n'a laissé à ce dernier que la faculté de former opposition, dans le délai ordinaire de 24 heures et au procureur général dans le délai de dix jours, délais qui ne sont pas suspensifs (art. 135, I. C.).

Désormais, au point de vue de leurs effets, les deux sortes de mandats sont donc assimilés et sont décernés indifféremment, l'un ou l'autre, par le juge d'instruction. Cependant, en raison des formalités auxquelles il est soumis, le mandat participe du caractère des décisions judiciaires. Par suite il ne peut être décerné que par un magistrat ayant le caractère de juge, ce qui exclut le procureur et le préfet.

Tels sont les organes qui peuvent procéder à une arrestation et les moyens dont ils disposent à cet effet quand celle-ci doit se prolonger.

Les arrestations consécutives aux mandats dont nous venons d'analyser les caractères, constituent, en se prolongeant, la déten-

tion préventive. Ce sont elles qui ont toujours le plus préoccupé l'opinion et le législateur et que visent les projets en préparation, dont il sera parlé dans notre deuxième partie. Toutefois, avant d'aborder cette étude, il convient d'indiquer brièvement la situation du prévenu en état de détention préventive.

Théoriquement, les inculpés arrêtés en vertu d'un mandat de dépôt ou d'arrêt devraient être placés dans une maison d'arrêt ou de justice (C. Inst. Cr., article 603), et soumis au régime de l'emprisonnement individuel ; mais le plus souvent ces dispositions ne sont pas observées. Néanmoins, comme cet emprisonnement n'est pas une peine, mais une mesure de garde, l'inculpé est soumis à un régime de faveur : il a la faculté de communiquer, celle de se procurer des objets de consommation et de literie et celle de ne pas travailler. (1)

Ce régime normal de la détention préventive peut être aggravé par la réglementation du droit de visite et par l'interdiction de communiquer. Le Code n'avait soumis cette dernière mesure à aucune règle de fond ou de forme. La loi de 1865 décida qu'elle ne devrait pas durer plus de dix jours, mais pourrait être indéfiniment renouvelée.

La loi de 1897 est venue atténuer partiellement les rigueurs de la détention préventive. Le juge n'a plus le droit de prescrire l'interdiction de communiquer, vis-à-vis d'un inculpé détenu dans une prison cellulaire ; il en est autrement si l'inculpé est enfermé dans une prison, non soumise à ce régime. Mais au lieu que l'interdiction de communiquer soit indéfiniment renouvelable, elle ne peut l'être qu'une seule fois. Le secret ne peut donc pas excéder vingt jours et ne s'applique pas au défenseur.

Le juge d'instruction peut encore limiter les visites ou s'y opposer, sans qu'il existe à ce sujet, de prescriptions spéciales. Les visites sont réglementées par le décret du 19 janvier 1923, précité, dans ses articles 64 à 67.

La détention préventive, dont on vient d'indiquer le régime, ne peut être ordonnée, s'il n'y a pas de charges suffisantes, si le fait incriminé ne constitue qu'une contravention ou un délit passible seulement d'une amende. Dans tous les autres cas, elle

(1) Décret du 19 janvier 1923 sur le régime intérieur, l'organisation du travail dans les prisons affectées à l'emprisonnement individuel, art. 64 à 68-73, 86 et 91.

est facultative ; c'est au juge à apprécier s'il doit ou non y recourir. Cependant, quand l'inculpé n'est pas en fuite, le juge ne peut l'ordonner qu'après la première comparution.

Une fois prescrite par le juge, sa durée est en principe illimitée ou mieux, sauf dans un cas, il appartient au juge d'apprécier s'il doit ou non y mettre fin. Le cas où la détention préventive a une durée maxima, fixée par la loi, est celui où l'inculpé a un domicile fixe, où il n'a pas été condamné antérieurement pour crime et où le maximum de la peine applicable à l'infraction pour laquelle il est détenu est inférieur à deux ans d'emprisonnement. Quand ces conditions sont réunies, la détention doit prendre fin dans les cinq jours depuis l'interrogatoire de l'inculpé. C'est un droit pour celui-ci d'être remis en liberté sans conditions (art. 113, al. 2 et 3, C. Inst. Cr.). La situation sera alors la suivante : ou bien le juge aura terminé son instruction avant l'expiration des cinq jours et rendu son ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel, alors ce sera à cette juridiction à donner main-levée du mandat ; ou bien, à l'expiration de ce délai, le juge reste saisi, son instruction n'étant pas terminée, alors c'est à lui à donner main-levée du mandat. Dans toutes les autres hypothèses, il décide librement s'il y a lieu de maintenir la détention ou d'y mettre fin.

Jusqu'à ce jour, la tendance de la législation a été de chercher à restreindre la détention préventive en s'efforçant d'accélérer la procédure plutôt qu'en édictant des mesures restrictives, qui lui seraient directement applicables. C'est ainsi qu'a été supprimée par la loi du 17 juillet 1856, la Chambre du Conseil ; qu'est intervenue la loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits, ainsi que la loi du 14 juillet 1865 sur la liberté provisoire, dont nous allons résumer les dispositions essentielles. Toutes ces lois ont tendu à limiter la durée de la détention préventive, sans toucher à celle-ci, uniquement en s'efforçant d'accélérer l'instruction, au risque, nous l'avons vu pour les lois de 1856 et de 1863, de porter atteinte à quelques principes considérés comme constituant des garanties pour le prévenu.

La loi de 1897 au contraire s'est attachée davantage et plus spécialement à la sauvegarde des droits de l'inculpé, mais ce dernier peut renoncer aux bénéfices de ces dispositions, s'il préfère abréger la procédure.

Enfin le projet, dont il sera parlé plus loin, s'inspire d'une autre idée, il réglemente la détention préventive elle-même.

Liberté provisoire. — La détention préventive, quand elle a été ordonnée, peut prendre fin par toute décision, ordonnance ou arrêt de non-lieu, renvoyant le prévenu des fins de la poursuite ; même au cours de l'instruction, elle peut prendre fin aussi, soit par une décision spontanée du juge d'instruction, rendue sur les conclusions conformes du procureur de la République, soit sur la demande de l'inculpé. Le prévenu est alors placé en état de *liberté provisoire*. Il est relâché, mais d'une manière provisoire, conditionnelle et révocable. Il est tenu de se représenter à tous les actes de procédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en est requis (art. 94, al. 3 et 113, al. 1). La liberté provisoire est susceptible de révocation si l'inculpé manque à l'une de ses obligations, s'il néglige, par exemple, de se rendre à une convocation du juge. La révocation résultera de la délivrance d'un nouveau mandat. Le juge d'instruction conserve, en outre, le droit « dans la suite de l'information, de décerner un nouveau mandat d'amener, d'arrêt ou de dépôt, si des circonstances nouvelles et graves rendent cette mesure nécessaire » (art. 115, al. 1) et ce, en dehors de tout manquement de l'inculpé à ses obligations.

Voici maintenant quand et comment a été accordée la liberté provisoire aux diverses époques. Sous le Code de l'an IV, elle était admise moyennant caution, si la peine était simplement infamante ou correctionnelle. Mais elle constituait un droit pour l'inculpé, en ce sens qu'elle ne pouvait être refusée par le juge du moment où la caution, fixée uniformément à 3.000 livres, était fournie.

Le Code de 1808 défendit d'une manière absolue la liberté provisoire en matière criminelle. En matière correctionnelle, il l'admit seulement moyennant caution et à titre de faveur. Elle était accordée par la Chambre du Conseil, qui avait la faculté d'accueillir ou de repousser la demande et qui, quand elle l'admettait, fixait le montant du cautionnement.

La loi du 14 juillet 1865 reconnut au juge d'instruction le droit de l'accorder soit spontanément, soit sur les conclusions conformes ou non du procureur de la République, soit sur la demande du prévenu.

D'après ce texte, le pouvoir du juge est aussi large en matière de mise en liberté provisoire qu'en ce qui concerne la détention préventive ; son droit de l'accorder ou de la refuser ne comporte pas d'autre restriction que celle mentionnée plus haut : la mise en liberté, dans les conditions indiquée, cinq jours après l'interrogatoire. Le juge d'instruction peut ordonner la mise en liberté provisoire, en toute matière, quelle que soit la nature de l'inculpation, les antécédents du prévenu, quand même celui-ci serait vagabond, repris de justice, quand même il aurait manqué à ses obligations après avoir été précédemment admis à la liberté provisoire. Il a la faculté de l'accorder à sa discrétion, avec ou sans cautionnement.

Nous avons vu que le Code n'admettait la liberté provisoire que sous la garantie d'un cautionnement, dont il avait déterminé le taux une fois pour toutes. Un décret de 1848 ayant permis au juge d'en fixer librement le chiffre, il n'y avait qu'un pas pour arriver au régime actuel. La seule restriction apportée par la loi au droit du juge d'accorder la liberté provisoire, quand il statue en dehors de toute demande de l'inculpé (art. 94), consiste à prendre les conclusions du procureur. L'ordonnance, qui statue sur ce point, n'est pas susceptible d'opposition. On explique ces deux dernières dispositions en disant qu'en accomplissant ces actes, le juge n'accomplit pas un acte de *juridiction*, mais un acte d'*instruction* et que, dans cet ordre de faits, il jouit d'un pouvoir discrétionnaire.

Quand le juge statue sur la liberté provisoire, à la demande de l'inculpé, celui-ci doit prendre l'engagement de se représenter à tous les actes de la procédure.

La liberté provisoire peut être demandée, en tout état de cause, par tout inculpé, à tout moment de la procédure. Mais l'autorité compétente pour l'accorder varie suivant la phase de la procédure pénale où l'on se trouve. Une juridiction d'instruction ou de jugement est-elle saisie de la poursuite ? C'est à elle que l'inculpé devra adresser sa demande de mise en liberté provisoire. Si aucune juridiction n'est saisie, soit parce que la procédure est soumise à la Cour de Cassation, soit parce qu'on se trouve dans l'intervalle d'une session de Cour d'Assises ou avant la réunion de cette Cour, c'est la Chambre des mises en accusation de la Cour d'Appel du ressort où l'inculpé est incarcéré qui est seule compétente pour statuer.

La procédure de demande de mise en liberté provisoire est fort simple. Elle est formée par requête, adressée à la juridiction compétente et déposée au greffe (art. 117) ; elle est notifiée à la partie civile, au domicile par elle élu dans son acte de constitution (art. 118) ; celle-ci et le ministère public ont vingt-quatre heures pour prendre leurs conclusions, l'une à compter du moment de la notification, l'autre du dépôt au greffe (art. 118). La décision est susceptible des voies de recours conformes à sa nature, opposition, appel, pourvoi, suivant qu'il s'agit d'une ordonnance, d'un jugement, d'un arrêt. Ces recours s'effectuent par inscription sur un registre tenu à cet effet au greffe (art. 119). Le délai est de vingt-quatre heures dans tous les cas et pour toutes les personnes susceptibles d'y recourir, inculpé, partie civile, ministère public. Seul, le procureur général a un délai de dix jours pour faire opposition aux ordonnances du juge d'instruction. Tel est le régime actuel des perquisitions et des arrestations, ainsi que de la détention préventive et de la liberté provisoire, avec les diverses modifications subies depuis le Code.

Dans une deuxième partie, nous allons exposer les critiques adressées à ce système, au sujet des personnes qui ont pouvoir de procéder aux arrestations et perquisitions. Nous insisterons particulièrement sur le droit des préfets (art. 10). Nous verrons ensuite comment la pratique a déformé la réglementation du Code et à quelles appréciations cette pratique a donné lieu.

Nous terminerons par l'historique et l'analyse sommaire du projet sur les garanties de la liberté individuelle en préparation depuis 1907, discuté et voté par le Sénat le 22 juin 1922.

DEUXIÈME PARTIE

La Pratique et le Mouvement des idées en matière de perquisitions et d'arrestations.

CHAPITRE PREMIER

Des personnes à qui appartient le pouvoir d'ordonner les perquisitions et les arrestations et d'y procéder. Discussion de l'article 10 du Code d'Instruction Criminelle.

Nous avons vu, dans la première partie, que les perquisitions et arrestations ne peuvent, en principe, être prescrites que par le juge d'instruction et sont effectuées, à sa demande et en son nom, par les officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur, grâce au mécanisme des commissions rogatoires. Ces auxiliaires se trouvent ainsi, à la fois, au cours d'une instruction, à la disposition du juge d'instruction et du procureur, tant par le jeu de ces commissions que comme conséquence de cette règle, qu'il incombe au procureur de faire exécuter les mesures d'instruction prescrites par le juge. Nous avons vu aussi que la règle, d'après laquelle la décision de ces opérations appartient au seul juge d'instruction, comporte une première exception, en cas de flagrant délit, tant au profit du procureur que de ses auxiliaires. L'article 106 en contient une autre.

Mais l'exception la plus importante est celle qui résulte de l'article 10 C. Inst. crim. Ce texte confère, en effet,

aux préfets, sur les points qui nous occupent, les pouvoirs du procureur et ceux du juge d'instruction.

Cette disposition du Code d'instruction criminelle, quoique toujours maintenue, a donné lieu à des discussions vives et prolongées, tant en raison de l'usage, qui en a parfois été fait, que de la contradiction qu'elle paraît constituer à l'un des principes les plus importants et les moins discutés de notre droit public, celui de la séparation des autorités administrative et judiciaire.

Nous avons dit déjà quelle est la portée de cet article et l'étendue de son application ; nous allons indiquer brièvement son origine, les abus auxquels on lui reproche d'avoir donné lieu, les anathèmes dont il est l'objet, comment le défendent ses partisans et comment il se fait, qu'en définitive, il est et reste toujours en vigueur.

En ce qui concerne les origines de cet article, on se borne à répéter qu'il fut l'œuvre de Napoléon, que celui-ci le fit adopter dans le but de se réserver un instrument de despotisme, etc. Or, nous n'avons vu nulle part que les magistrats se soient, à cette époque, opposés plus que les administrateurs aux volontés du maître. Aussi est-on fondé à se demander pourquoi celui-ci se serait trouvé dans la nécessité de recourir plus aux préfets qu'aux magistrats pour faire exécuter ses volontés, le cas échéant. Cette explication ne saurait donc être admise.

Nous croyons, pour notre part, trouver ailleurs l'origine de la situation actuelle. Ce n'est pas Napoléon qui a retiré l'administration et la direction de la police à la Justice. « Autrefois, écrit à ce sujet Morizot-Thibault (1), l'administration de la police française appartenait aux Parlements. On comprend qu'on lie à l'esprit qui ordonne la main qui est chargée d'exécuter. Mais la Constituante, voulant affaiblir le pouvoir judiciaire, détacha de ses prérogatives la direction de la police. Ce furent les corps administratifs, qui reçurent la mission de prévenir les délits et de maintenir l'ordre. Ainsi fut établie la prépondérance de l'administration et particulièrement des préfets sur la magistrature. Ils empiétèrent sur les attributions des magistrats ; ils demandèrent aux officiers du ministère public de leur rendre compte des poursuites et ceux-ci, isolés alors, cédèrent à leurs

(1) De l'instruction préparatoire 1906 — p. 33.

prescriptions. Lorsqu'on lui révéla cet état de choses, Napoléon s'étonna « de ce que la Justice, au lieu de soutenir la police, fût au contraire soutenue par elle ». On n'a pas assez remarqué que sous le prétexte de séparer les pouvoirs, la Révolution avait subordonné la puissance judiciaire à l'autorité administrative. C'était reprendre au rebours les tendances de l'ancien régime. On comprend que cette pratique ait d'abord provoqué l'étonnement de l'Empereur. »

C'est la Constituante, avons-nous dit, qui avait introduit l'administration dans la Justice, en confiant les fonctions du ministère public, au chef-lieu de canton d'abord, à l'arrondissement ensuite, à des *magistrats de sûreté*. Ceux-ci n'avaient aucune autorité, tant en raison de leur origine élective, que de leur situation isolée, sans lien hiérarchique avec aucun des pouvoirs existants. « Comme les magistrats de sûreté appartiennent à la police, disait Napoléon, il est nécessaire qu'ils soient dans la main du préfet. Alors, il faut combiner les rapports de subordination de ces magistrats avec lui de manière qu'il puisse marcher. » (1)

Ce faisant, l'Empereur se bornait à tirer les conséquences d'une situation qu'il n'avait pas créée.

Bigot-Preameneu protesta, dans son rapport, contre cette solution qui allait à l'encontre de la séparation des pouvoirs, en permettant à l'administration de s'immiscer dans le fonctionnement de la justice. En qualité d'officiers de police judiciaire, les magistrats de sûreté ne devaient pas dépendre des préfets.

Le Grand Juge fit valoir « que les préfets abusent souvent de la déférence que les magistrats ont pour eux, pour passer les bornes d'une simple correspondance ; quelques-uns ont même pris des arrêtés pour s'attribuer une juridiction ». Cambacérès, de son côté, déclara qu'il serait assurément à désirer que le magistrat de sûreté ne fût qu'officier de police judiciaire et que la justice ne fût, dans aucune de ses branches, subordonnée à la police. Mais on ne peut se dissimuler, ajouta-t-il, « qu'il existe une correspondance entre les préfets et les magistrats de sûreté ; il est nécessaires que le Code la régularise, afin d'empêcher qu'il y ait ou refus déplacé d'un côté ou domination de l'autre. »

(1) Séance du Conseil d'Etat du 18 Décembre 1804, cité par MORIZOT-THIBAUT, loc. cit. p. 34.

Voilà donc, à notre avis, l'une des causes de la rédaction de l'article 10. C'est, en définitive, la logique d'une situation qui se développe, situation qui a été indubitablement l'œuvre de la Révolution.

A cet égard, il est, en effet, incontestable que, si la Justice a su, par la suite, reconquérir le prestige auquel elle a droit auprès des hommes et des partis; qui se réclament de la Révolution et prétendent continuer son œuvre, la Révolution lui fut sérieusement hostile. « Dans les premières années qui suivirent la Révolution, écrit M. Jèze (1) c'était une idée solidement ancrée dans l'esprit des gouvernants que la plupart des membres des Parlements étaient hostiles au mouvement révolutionnaire. » (2).

Le même auteur cite le décret des 6 et 7-11 septembre 1790, qui « distribue les dépouilles des juridictions d'exception de l'ancien régime à des autorités administratives électives... »

Il ajoute : « Les agents administratifs étaient servis, dans leurs empiètements, par trois circonstances favorables » : l'arme précieuse du conflit d'attribution, l'absence de résistance chez les agents judiciaires et enfin l'absence de toute responsabilité de la part de l'Etat et de ses agents administratifs.

La manière dont fut organisée, à cette époque, pour des fins politiques, la subordination de la Justice à l'administration n'est nulle part mieux présentée et rendue plus sensible que par cet auteur. C'est ainsi qu'à propos de cette arme du conflit d'attributions, M. Jèze ajoute : « Telle qu'on la mania jusqu'à la fin du premier Empire, la procédure du conflit fut un véritable scandale. Elle permettait tout d'abord aux agents administratifs, aux préfets, *après* l'arrêté du 12 brumaire an X, de dépouiller brutalement sans explications, les tribunaux judiciaires d'une affaire dont ils étaient saisis et même d'interdire qu'une affaire fût portée devant eux. »

L'auteur reproche même aux victimes de cet état de choses de n'avoir pas suffisamment résisté. « Les agents administratifs,

(1) Principes généraux du droit administratif, Berger-Levrault, 1904, p. 124 et suivantes.

(2) C'est de cette époque que datent les dispositions concernant la séparation des autorités administrative et judiciaire. L'auteur montre par des citations très nombreuses et typiques, que cette séparation a été dirigée manifestement contre la justice, loc. cit. p. 124 et les notes.

dans leur arbitraire véritablement inouï, ne rencontrèrent aucune résistance chez les agents judiciaires. Ceux-ci, après la Révolution, ont montré une humilité sans limite et une soumission servile. C'est en tremblant qu'ils ont toujours obéi aux ordres parfois insolents du Gouvernement. » Et ailleurs : « Lorsque la crise révolutionnaire et la période tourmentée du premier Empire eut pris fin... on ne vit plus que ce fait véritablement scandaleux : des agents administratifs échappant à tout contrôle juridictionnel véritable pour leurs actes et pour les personnes. Une réaction se produisit à partir de la Restauration... » (1)

Et plus loin : « L'exclusion systématique de tout contrôle juridictionnel, qui fut la caractéristique du système inauguré par la Révolution, et la principale conséquence de la règle de la séparation des autorités, dans sa première interprétation, choquait tellement l'opinion publique, que l'on dut juridictionnaliser les agents administratifs chargés de statuer sur les recours. *C'est Bonaparte lui-même qui accorda cette première satisfaction*, tout au moins de façade. » (2)

Et enfin : « La réaction a commencé après la chute du premier Empire. Les agents judiciaires après la Restauration ont repris confiance. L'immovibilité réduite, dont ils jouissent depuis 1814, les a rendus un peu moins timorés vis-à-vis de l'administration. D'autre part, les Gouvernements n'ont plus osé les appeler brutalement à la suite du Conseil d'Etat pour y recevoir de sévères admonestations, ni manier avec rigueur cette arme du conflit... » (3).

Telles sont les raisons de l'opinion formulée plus haut, en contradiction formelle avec celle généralement adoptée sur ce point. Napoléon s'est borné à développer et à maintenir une situation, créée par la Révolution. Il a sans doute cherché à en profiter, mais il n'est aucun Gouvernement, qui n'en ait fait autant depuis.

Une autre cause, qui contribua à l'adoption des dispositions de l'article 10, fut le besoin de sécurité qu'on éprouvait alors. Nous l'avons déjà mentionné avec quelque insistance dans la première partie de ce travail. Voici comment s'exprime à ce sujet, M. Morizot-Thibault (4) :

(1) Loc. cit. p. 129.

(2) Loc. cit. p. 132.

(3) Loc. cit. p. 139.

(4) Loc. cit. p. 35.

« On voit bien par la lecture des travaux préparatoires les incertitudes qui se manifestèrent dans la pensée de Napoléon. Il voulait une magistrature forte et respectée (au contraire de la Révolution), mais il croyait qu'il fallait établir un lien entre les officiers du ministère public et les préfets pour assurer une police rapide et une répression sûre. » Le besoin s'en faisait vivement sentir : « On était encore, ajoute le même auteur, sous l'impression des maux qui suivirent la désorganisation des services judiciaires. Des bandes de malfaiteurs s'étaient longtemps répandues dans les campagnes, semant la terreur sur les grandes routes. Leur audace ne connaissait pas de limites. On était peu éloigné de l'époque, où le sénateur Clément de Ris avait été enlevé dans sa propriété, à quelques lieues de Tours, et où l'évêque constitutionnel de Quimper avait été tué à coups de feu, dans la digilence de Brest. La série, sans cesse renouvelée des complots organisés contre sa vie, avait aussi ému profondément l'Empereur. De sorte que, tant pour la sécurité du pays que pour le maintien de la dynastie, on s'occupait surtout de procurer à la police une action rapide et puissante. » (1)

Tels sont, à notre avis, les motifs sous l'influence desquels fut adopté l'article 10.

Depuis, les circonstances ont changé. La paix a été rétablie entre les citoyens ; les routes sont devenues sûres. La justice a été replacée dans ses justes prérogatives. Aussi, l'article 10 est-il apparu comme une anomalie.

Nous avons déjà remarqué que cette situation n'est pas spéciale au préfet. Elle est commune à presque tous les officiers de police judiciaire et, en particulier, aux plus actifs d'entre eux, aux commissaires de police. La différence principale entre eux et le préfet, c'est qu'ils sont soumis, dans leurs fonctions judiciaires, aux Cours d'appel, sous l'autorité et la surveillance desquelles est placée la justice répressive, tandis que le préfet échappe à cette autorité. Mais il est facile de se rendre compte — et la Société des Prisons l'a reconnu au cours de l'étude très approfondie qu'elle a faite de la question et dont il va être parlé tout à l'heure — que les Cours d'appel et les préfets constituent deux autorités d'ordre différent, opérant sur des plans et dans des domaines différents, et qui, par suite, ne peuvent être subordonnées l'une à l'autre.

(1) Loc. cit. p. 37.

Voilà donc les circonstances dans lesquelles les préfets ont été investis d'attributions judiciaires. Les motifs pressants de sécurité, qui existaient, lorsque ces attributions leur furent dévolues, ayant disparu, et la tradition d'hostilité injuste contre la magistrature, que l'Empire avait reçue de la Révolution, étant rompue, il n'est plus resté que le fait brutal, en contradiction avec les principes de notre droit public moderne, d'un agent exclusivement administratif, le préfet, investi d'attributions exclusivement judiciaires.

Ce fait devait engendrer des abus, et ces abus ont été graves et nombreux. Au cours d'une discussion qui s'est poursuivie, pendant plusieurs séances, à la Société des Prisons, en 1901, et à laquelle nous empruntons la plus grande partie des renseignements qui vont suivre, M. G. Picot a rappelé que c'est en vertu de ce texte que les feuilles autographiées des *vues sur le Gouvernement de la France*, par le duc Victor de Broglie, avaient été confisquées en 1861 ; que c'est en vertu du même texte que les exemplaires de l'*Histoire des Princes de Condé au xvi^e siècle* avaient été emportés et conservés pendant quatre ans dans les caves de la Préfecture de Police, malgré les réclamations du duc d'Aumale. (1)

Dans le même ordre d'idées, M. Morizot-Thibault (2) relate qu'ému de l'introduction en France de correspondances hostiles à sa politique, le Gouvernement de Napoléon III fit *saisir des lettres dans les bureaux de poste par le préfet de police*. Sur protestation, les Chambres réunies de la Cour de cassation cassèrent un arrêt de la Chambre des requêtes, qui ne reconnaissait ce droit qu'au juge instructeur et déclarèrent qu'ils appartenait aussi au préfet de police.

Les abus et les dangers que peut faire naître l'exercice par les préfets et, en particulier, par le préfet de police à Paris (qui est à peu près le seul à en user), du pouvoir que leur confère l'article 10, la première section de la Société des Prisons, saisie de la question des garanties de la liberté individuelle, les a classés, dans ses conclusions, sous deux chefs : en usant de ses pouvoirs, le préfet de police peut être amené à conduire des *instructions parallèles* à celles menées par l'autorité judiciaire ; il peut clore

(1) Séance du 20 mai 1901. Revue pénitentiaire 1901, p. 636.

(2) Loc. cit. p. 36 et 37.

ses propres opérations *sans en saisir la justice*, qui devrait seule apprécier la suite.

Dans le premier ordre de ces faits, M. Morizot-Thibault s'exprime ainsi : « Maître d'ouvrir au parquet la voie des poursuites, le préfet de police s'arrogea bientôt le droit de contrôler les ordres donnés par les magistrats et de les rectifier à son gré. On en cite au Palais un remarquable exemple. M. le juge d'instruction Guillot avait, un jour, ordonné la saisie de papiers au domicile d'un particulier. L'ordre fut exécuté par un commissaire aux délégations judiciaires qui, en raison des circonstances spéciales, crut devoir en informer son chef. Le préfet de police examina les papiers et les rendit à l'inculpé. Il fallut une seconde commission rogatoire pour faire exécuter les prescriptions du juge. On vit cela se reproduire en sens inverse » (1). « Il y a eu, disait M. Ribot, ce scandale judiciaire d'un préfet de police faisant reprendre, dans un domicile particulier, en vertu de l'article 10, des correspondances privées qui avaient été restituées par le juge d'instruction. » (2)

Chacune des autorités, opérant ainsi séparément, avait en certaines matières, une jurisprudence différente. C'est ainsi que, pendant longtemps, la Préfecture de Police eut pour règle de ne pas traduire devant les tribunaux les auteurs de vols dans les grands magasins, sous la condition du versement d'une somme déterminée. C'est ainsi que M. Goblet cite le cas d'une dame, dont on étouffa l'affaire moyennant un versement de 15.000 francs.

Ces divergences se manifestèrent aussi en matière de fraudes commerciales. Le parquet ayant demandé à Pasteur une consultation, celui-ci avait dressé une liste de fraudes dont la constatation ne pourrait être faite que très difficilement. Ces affaires étaient, en conséquence, classées au parquet. Cependant, la Préfecture de Police continuait, postérieurement à cette décision, à dresser des procès-verbaux et à opérer des saisies.

Mais parfois, ces divergences prirent le caractère de conflits véritables. M. Morizot-Thibault cite le cas d'un inculpé, arrêté en flagrant délit, qui, ayant avoué, avait été placé sous mandat de dépôt par le substitut du petit parquet. Traduit devant le tribunal correctionnel, le jour de l'audience, l'inculpé ne répon-

(1) Loc. cit. p. 40.

(2) Chambres des Députés — Séance du 4 novembre 1884.

dit pas à l'appel de son nom : il n'était pas sur les bancs de l'audience ! On provoqua les explications du directeur de la Maison d'arrêt. L'inculpé avait été élargi sur l'ordre du préfet de police. « Que faites-vous ? demandai-je à l'ancien procureur de la République, qui me rapportait cet abus. J'allai trouver le préfet de police, j'avais avec lui des relations excellentes. Nous sommes amis, lui dis-je ; mais s'il vous arrivait jamais de recommencer, l'un de nous deux aurait à résilier ses fonctions. » Et cependant le même magistrat ajoutait que, quelques années après, au moment d'une grève des omnibus, 80 inculpés, placés sous mandat de dépôt, furent élargis par la Préfecture de police. » (1)

La gravité de faits de cette nature ne saurait être exagérée. Les inconvénients et les dangers de ce que le préfet peut, en raison de l'article 10, clore ses propres informations ou n'en saisir la justice que quand cela lui plaît, ne sont pas moins graves.

Une pareille situation est la conséquence de ce qu'à Paris, contrairement à ce qui se passe en province, les commissaires de police transmettent leurs procès-verbaux à la Préfecture de Police et non au parquet. Là, explique M. Morizot-Thibault : « Ils sont reçus par un chef de division qui les répartit à deux chefs de bureau, qui les repassent à leurs employés. Dans ces tris successifs et en dehors de toute prérogative légale, le préfet s'arroge le droit de retenir les procès-verbaux qu'il juge à propos de soustraire au parquet de la Seine. Parmi les coupables, il livre les uns à la répression et il peut en sauver les autres. C'est dire que le préfet de police est maître de la poursuite ». (2)

Un tel abus fut porté, en ces termes, à la tribune de la Chambre, par M. Goblet : « On peut dire qu'il y a, à Paris, deux parquets : le parquet de la Préfecture de police et le parquet du procureur de la République et que, contrairement aux dispositions de la loi et à la nature des choses, alors que la Préfecture de police devrait être l'auxiliaire de la justice, c'est, au contraire, le parquet de la justice qui est subordonné au parquet de la Préfecture de police. » (3)

(1) Loc. cit. p. 41 et 42.

(2) Loc. cit. p. 39.

(3) Loc. cit. p. 39.

On a cherché à justifier cette pratique en disant qu'un travail préparatoire devait être fait pour éliminer les procès-verbaux relatifs à des délits insuffisamment établis ; qu'il y avait « aussi des cas où l'intérêt public, une haute idée de moralité ou un sentiment de miséricorde peuvent écarter l'application inexorable de la loi ». Sans doute, mais l'appréciation préalable, s'il doit y en avoir une, doit appartenir « au magistrat chargé de la poursuite » et non à l'agent de transmission. Le premier, dit encore M. Morizot Thibault (1), trouve, dans sa compétence et dans sa responsabilité, les raisons de décider du sort des procès-verbaux. L'autre, étranger à l'action de la justice, ne rencontrera, dans le silence des bureaux, aucune limite à son arbitraire, et, agent direct du pouvoir, il sera plutôt tenté de servir le Gouvernement que la loi. L'un agit dans la sphère de ses pouvoirs, l'autre ne peut persévérer dans sa conduite qu'à la condition de pénétrer sur un terrain, qui lui est fermé par la loi. Il n'y a pas d'abus plus grave qui puisse être signalé dans les choses de la justice.

Nous avons fait cette dernière citation, parce que nous aurons à revenir sur ce point et à nous demander si vraiment les choses se passeraient d'une manière bien différente, si c'était le procureur, au lieu du préfet, qui statuât sur ce point. Nous aurons à invoquer à cet égard l'avis de magistrats et celui de M. Morizot Thibault lui-même.

Toujours est-il, que c'est en principe au procureur qu'appartient le droit de décider de la suite à donner aux procès-verbaux et que, pratiquement, c'est le préfet qui prend cette décision. Sans doute, le Parquet a la surveillance des commissaires de police, il peut leur prescrire de lui transmettre leur procédure. Mais, la Société des Prisons (2), au cours de la discussion dont il a déjà été parlé, a reconnu que le parquet n'avait pas ce droit quand la procédure du commissaire était faite en vertu de l'article 10, le préfet n'étant pas soumis, comme les officiers de police judiciaire, à la surveillance de la justice.

En province, nous l'avons déjà dit, les commissaires de police transmettent leurs procès-verbaux au parquet chargé des poursuites. Les gendarmes transmettent la première expédition au

(1) Séance du 19 Janvier 1884.

(2) Revue pénitentiaire, 1901, p. 1031.

procureur de la République et la seconde au commandant de gendarmerie de l'arrondissement.

Telles sont les pratiques que fait naître l'article 10 et les critiques, ainsi que les dangers, qu'entraînent ces pratiques.

Les adversaires de cet article l'attaquent, en général, au double point de vue des dangers qu'il présente et de la violation évidente qu'il paraît constituer du principe de la séparation des pouvoirs.

Dans son rapport, à la Société des Prisons, sur les garanties de la liberté individuelle, rapport qui servit de base à la discussion, (1), M. Larnaude, ayant cru devoir présenter l'article 10 comme une atteinte au principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire, M. Berthélemy, l'éminent doyen de la Faculté de droit de Paris, s'éleva énergiquement contre cette affirmation. « Si l'on s'attache, déclara-t-il, au sens véritable et incontesté de ce principe, je me demande si l'on pourra suivre M. Larnaude quand il considère l'article 10, C. Inst. cr., comme y apportant une exception » (2). Pour le savant professeur, cette séparation, qui n'est rien d'autre qu'une manière de division du travail, destinée à assurer une meilleure administration et une meilleure justice, signifie principalement que chacune des deux autorités doit être indépendante de l'autre, mais non qu'elles doivent être placées « dans deux compartiments tellement étanches qu'il n'y ait entre elles quelques occasions de contact et pour ainsi dire quelques points de pénétration. Il faut voir un de ces points dans cet ensemble d'institutions qui constituent la police. »

Pour M. Berthélemy, l'action administrative ne peut pas ne pas comprendre la police et la police ne peut pas, dans certains cas, ne pas comprendre le droit d'arrestation. Celui-ci, d'ailleurs, consiste essentiellement dans la main mise sur l'individu, main-mise qui rentre dans le rôle de l'administration et correspond aux qualités de celle-ci, qui sont « la fermeté, la sûreté du coup d'œil, la promptitude de la décision, la poigne ». Au contraire, il appartient à la justice de prononcer sur la régularité de l'arrestation, appréciation qui exige les qualités qui sont précisément celles du juge et qui sont exclusives de celles de l'administrateur, l'impartialité, l'intégrité, l'indépendance, la réflexion.

(1) Revue pénitentiaire — 1901, séance du 16 Janvier, p. 7.

(2) Revue pénitentiaire 1901, p. 214.

« Je ne demande pas, disait M. Berthélemy, que seuls les préfets puissent arrêter les gens ; je proteste seulement contre cette idée qu'on observerait les principes en retirant aux préfets, en général, et au préfet de police, en particulier, le droit d'arrêter. »

« Je reconnais que M. Larnaude ne l'a pas proposé, mais il considère le droit qu'il lui laisse comme une exception nécessaire.

« Or, l'observation que j'ai voulu faire tend uniquement à ceci : si l'on prend des mesures qu'avec vous j'estime légitimes et utiles, pour limiter le pouvoir des autorités administratives en tant qu'elles peuvent arrêter les gens, il faudra dire, au moins, qu'on n'obéit pas, en prenant ces mesures, au principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire, car, à la vérité, le principe absolu de la séparation des autorités judiciaire et administrative aboutirait à cette conclusion contraire, que c'est à l'autorité administrative qu'appartiendrait avant tout le droit d'arrêter.

« ... En fait, j'estime, avec M. Larnaude, qu'il est prudent et légitime d'enserrer le pouvoir d'arrestation des préfets dans des limites étroites et précises. En droit, je considère, contrairement à l'opinion émise par mon savant collègue, que le pouvoir d'arrestation des préfets est conforme au principe de la séparation des pouvoirs, qu'il n'est aucunement un empiètement sur une attribution normale de l'autorité judiciaire, qu'il est un attribut indispensable de la police et qu'il y aurait de sérieux inconvénients de le supprimer. » (1)

Les inconvénients d'ordre pratique qu'il y aurait à le supprimer ont été, au cours de cette discussion, présentés par M. Puibaraud, inspecteur général des prisons, directeur du Service des recherches à la Préfecture de police.

Il a commencé par affirmer catégoriquement que « le jour où l'article 10 serait rayé de notre Code, la Préfecture de police n'aurait plus qu'à déménager. C'est le support de ce qu'elle a fait et c'est, en même temps, le procédé par où elle seconde la justice, dans des circonstances où la justice serait, par son caractère, tout à fait impuissante. »

(1) Loc. cit. p. 31. — En sens contraire, MORIZOT-THIBAUT, loc. cit. p. 137 et 531.

La thèse de ce haut fonctionnaire, qui constitua la partie essentielle de cette discussion sur l'article 10, se ramène à ceci : cet article est indispensable pour le fonctionnement utile et efficace de la police, non seulement à Paris, mais encore en province.

A l'objection que la grande majorité des préfets n'usaient pas des prérogatives que leur confère la loi, M. Puibaraud appuyé sur ce point par M. Berthélemy, répondait que les préfets n'en usaient pas, mais pouvaient en user ; qu'il ne fallait pas enlever le fusil d'un homme sous prétexte qu'il ne va pas chaque jour à la chasse ; qu'il n'existait aucune base pour distinguer les départements où cet article serait conservé et ceux où il serait supprimé ; qu'au surplus « dans toutes les grandes villes, c'est une application sinon courante, disait-il, du moins possible ; et partout il peut se présenter une circonstance imprévue, qui fera que vous reconnaîtrez la nécessité de l'article 10 le jour où vous ne l'aurez plus. » (1)

D'autre part, M. Puibaraud n'a défendu l'article 10 que du point de vue du droit commun, à l'exclusion des cas où il avait été employé pour des fins politiques ; enfin, il a, à plusieurs reprises, insisté sur le point suivant :

« L'article 10 nous permet de faire ces perquisitions instantanément, c'est la pratique journalière de la police ; sans lui, nous ne ferions rien, ni la justice non plus. »

Et il ajoutait : « Ce qui importe, c'est que toutes ces opérations soient ensuite déférées à la justice. C'est aujourd'hui la jurisprudence constante, mais je n'affirme pas que cela ait toujours été. Les préfets de police, sous un régime qui n'est plus le nôtre, ont, autrefois, fait des opérations qui, lorsqu'elles n'aboutissaient pas, tombaient dans le néant ; à l'heure actuelle, cela se passe comme je viens de le dire, même pour une opération infructueuse, même pour une opération, à la suite de laquelle on peut se moquer de nous, ce qui arrive parfois et ne nous décourage pas, même lorsque nous sommes certains que le magistrat instructeur pourra dire : « qu'est-ce que c'est que cette affaire-là, cela ne signifie rien », même dans ce cas, nous allons au-devant de cet étonnement du juge d'instruction, ayant

(1) Loc. cit. p. 34, M. Schrameck, ancien préfet des Bouches-du-Rhône, sénateur, a tenu le même langage au Sénat, au cours de la discussion qui a eu lieu le 22 Juin 1922.

le devoir de livrer à la justice le résultat de nos recherches. Mais le juge apprécie, le Code à la main, ce qu'il y a d'utile dans notre opération. Celle-ci se trouve ainsi limitée, précisée et justifiée. »

Dans une autre intervention, à la même séance, M. Puibaraud est revenu, en insistant à nouveau sur ce point, à propos des arrestations, disant : « Je répète que je suis tout à fait partisan de l'article 10, mais qu'il faut à cet article, comme digne, l'obligation absolue pour les préfets de police, aussitôt qu'une opération a été faite par leurs soins (la caractéristique de cette opération est une arrestation) de livrer l'individu arrêté et la procédure très rapidement faite aux magistrats du parquet. Un de ces magistrats commet alors un juge d'instruction et celui-ci prend, dès ce moment, la direction complète de la procédure. » (1)

M. Puibaraud ajoutait qu'à l'heure actuelle le préfet de police serait bien empêché de procéder autrement en cas d'arrestation, et bien embarrassé de son prisonnier, car il n'y aurait pas une prison en France qui recevrait l'individu arrêté, attendu que le préfet de police ne peut pas faire écrouer, il peut seulement faire mettre l'individu au poste central de Paris, qui s'appelle le Dépôt, mais il ne pourrait pas le faire mettre dans une prison, aucun gardien chef ne le recevrait.

Pourvu qu'il fût ainsi entendu et pratiqué, M. Puibaraud estimait l'article 10 indispensable, aussi bien en province qu'à Paris, pour les seules affaires de droit commun. Et il citait dans une première intervention, à l'appui de sa thèse, les affaires de fausse monnaie, de jeux de hasard, de détournement de mineurs, de cambriolages, dans lesquelles l'auteur n'était pas pris sur le fait, mais seulement revenait muni de son butin.

Dans ces limites et dans ces cas, la Société était assez disposée à adopter la thèse de l'administration, telle que la présentait M. Puibaraud. En tous cas, M. Larnaude, quoi qu'il eût, dans son rapport et peut-être aussi dans sa conclusion (2), insisté sur les arguments de nature à condamner l'article 10, avait conclu nettement à son maintien, au moins pour Paris (3). M. Garçon

(1) Loc. cit. p. 43.

(2) Loc. cit. p. 678 et 1040.

(3) Loc. cit. p. 8 et 9 ter, p. 53.

et M. A.-L. Poittevin s'étaient tous les deux prononcés très nettement en faveur de son maintien.

Mais, une deuxième intervention de M. Puibaraud, à la séance du 20 février 1901, eut lieu, qui mérite d'être signalée. Il est manifeste que l'orateur s'était soigneusement documenté auprès de ses Services, au sujet de l'application et de l'utilité que présentait, du moins à Paris, l'article 10. Il y avait, ce jour-là, à la séance, deux hommes politiques, deux parlementaires éminents, MM. Ribot et Cruppi, tous deux ardents partisans de la suppression de l'article 10. Le premier s'était prononcé nettement pour la suppression, sans apporter aucun argument nouveau. Il avait affirmé catégoriquement que cet article n'était pas défendable, que, sur sa proposition, la Chambre l'avait supprimé une première fois, que le Sénat l'avait rétabli, mais qu'il était sûr que, si on discutait de nouveau le Code d'instruction criminelle, l'article 10 sombrerait dans la discussion.

C'est alors que se produisit la deuxième intervention de M. Puibaraud, pour mettre en lumière les cas d'application, extrêmement fréquents, selon lui, de l'article 10, à Paris.

« L'article 10 est voué aux Dieux infernaux, dit le Directeur des recherches à la Préfecture de police, en réponse à M. Ribot, dans l'hypothèse extrêmement rare où on va chez un homme politique chercher ses papiers. Or, quand on a une pareille opération à faire, les procureurs généraux sont là et il n'y a pas un préfet de police, fonctionnaire administratif qui ne s'en remette à la justice de ce soin. Si la justice ne prend pas toujours l'affaire à son début, elle en prend toujours la suite. De telles affaires se présentent, dans tous les cas, bien rarement, tandis que l'usage de l'article 10 est de tous les jours. »

Et il le déclarait nécessaire pour l'hygiène, la salubrité, les denrées, leur admission sur les marchés publics, l'examen des grands établissements insalubres. « Toutes les fois qu'on a, disait-il, une observation à faire à un usinier, il peut vous fermer sa porte au nez et vous n'entrez, en cas de résistance, et cela se présente encore assez souvent, qu'en vertu de l'article 10. »

Et, comme M. Ribot objectait qu'on avait le droit d'entrer chez l'usinier, si c'est un établissement insalubre, M. Puibaraud répliquait : « Le droit ! Il ne suffit pas d'avoir un droit pour pouvoir l'exercer, le droit doit pouvoir s'appuyer sur la force en cas de résistance. »

M. Puibaraud. — Lorsque nous avons à voir si un quartier est empoisonné par des fumées ou des eaux d'égout non conduites à l'épandage municipal, ce qui arrive à chaque instant ; lorsque nous avons à constater des fraudes, en matière de contributions indirectes, nous sommes obligés d'user des pouvoirs de l'article 10 pour visiter les immeubles et, en cas de résistance, de nous faire assister par des agents, pour forcer au besoin des portes. La nuit, dès la première heure légale, lorsque nous avons à entrer chez des marchands qui falsifient leur lait, chez des marchands de vins qui fabriquent je ne sais quelle mixture, ne croyez pas que ces gens-là ouvrent bénévolement leurs portes. N'est-ce pas l'article 10, qui est le fondement même de l'opération, en cas de résistance absolue ?

« J'ajoute que tout ce qui est recherche de contraventions ou de délits en matière de Contributions indirectes (allumettes, tabac, fabrication de ceci ou de cela), toutes ces opérations, en cas de résistance et de refus de se laisser perquisitionner, aboutissent à l'emploi de l'article 10, à moins, bien entendu, qu'il n'y ait mandat de justice préalable. Mais remarquez bien que je suppose la recherche d'un délit, qui n'est pas encore établi.

« Si ma thèse n'est pas sympathique, du moins elle est vraie. Il ne s'agit pas de savoir ce qui est agréable ou non, mais ce qui est nécessaire. Il s'agit de savoir si vous avez quelque chose pour remplacer l'article 10. Actuellement, je ne vois rien à lui substituer et je vois, avec une clarté évidente, la nécessité de l'employer. Le jour où vous aurez, par la crainte d'une hypothèse extrêmement rare, supprimé cet article, vous aurez rendu difficile la tâche préventive de la Préfecture de police.

M. Cruppi. — On ne supprime pas l'ordre public en supprimant l'arbitraire.

M. Puibaraud. — Actuellement, si vous supprimez l'article 10, vous contrariez l'action tutélaire de la Préfecture, mais je m'empresse d'ajouter que toutes les affaires commencées, en vertu de l'article 10, sont, dans leurs effets, transmises à la justice. Il y a toujours une sanction judiciaire donnée à ces opérations.

« Dans le port de Paris, l'article 10 peut être appliqué ! Des marchandises avariées peuvent arriver sur des bateaux fermés, ces marchandises peuvent être distribuées le long des quais ; c'est en vertu de l'article 10 qu'au cas de résistance la visite de ces bateaux pourrait être faite.

M. Ribot. — L'article 10 est tellement commode que je vois que vous en faites un passe-partout. Avec lui, vous ouvrez toutes les portes. Mais permettez-moi de vous faire observer que vous avez des lois spéciales. Si elles ne sont pas suffisantes, vous pouvez les renforcer. J'entends, pour la première fois, dire que la loi sur les Contributions indirectes ne donne pas à la régie des droits suffisants. En province, où l'article 10 n'est pas en usage, dans nos provinces frontières, est-ce que vous croyez que notre administration est désarmée ?

M. Puibaraud. — Je parle de Paris.

M. Ribot. — A Paris, comme vous avez cet instrument-là, vous couvrez tout de l'étiquette de l'article 10 ; seulement vous êtes entraîné, vous venez de le dire vous-même, à faire des choses absolument critiquables. Vous dites que vous entrez chez un laitier, pendant la nuit, pour voir s'il met de l'eau dans son lait ; c'est abusif, quelque souci que nous ayons de la qualité du lait que nous buvons, et c'est très grave. Napoléon n'avait pas pensé à cela. Je crois, d'ailleurs, que vous vous calomniez vous-même quand vous dites que l'article 10 étant supprimé, vous n'avez plus aucune raison d'être.

M. Puibaraud. — Nous serons extrêmement embarrassés, car nous n'avons aucune autre arme dans la main.

Malheureusement pour la thèse de M. Puibaraud, il y avait à la base de la plupart des applications, par lui énumérées, que fait la Préfecture de police de l'article 10, une confusion, ou mieux, la Préfecture de police utilise l'article 10 dans des cas où elle pourrait se dispenser d'y recourir ; où, contrairement à l'affirmation de M. Puibaraud, elle dispose d'autres armes. On voit bien ce qui s'est produit. La Préfecture de police a pris l'habitude de n'utiliser que l'article 10, parce que plus général et par suite plus large, plus commode que des textes spéciaux. Et elle a fini — c'est ce que prouve à l'évidence l'argumentation de M. Puibaraud — par perdre de vue qu'il existait des textes spéciaux à peu près pour chacune des circonstances passées par lui en revue.

C'est pourquoi elle s'est crue fondée à soutenir que si on lui retirait les moyens d'action qu'elle tenait de l'article 10, il ne lui resterait plus qu'à fermer ses portes et à renoncer à accomplir la mission qui lui incombe.

Certaines interruptions de M. Ribot montrent bien qu'il avait flairé l'erreur et deviné le défaut de l'argumentation de son contradicteur.

Ce n'est cependant qu'à la séance suivante, celle du 20 mars 1901, que, vérification faite sans doute, M. G. Picot a pu rétablir la vérité. Il a montré, en effet, que dans la plupart des cas cités par M. Puibaraud, sinon dans tous, il était inutile de recourir à l'article 10, parce qu'il existait des textes spéciaux, conférant dans ces cas, aux préfets et aux agents de l'administration intéressée, les pouvoirs que le préfet de police croyait, même alors, devoir tirer de cet article.

Dans cet ordre d'idées, il a été fait mention, à juste titre, de l'article 237 de la loi du 28 avril 1816, qui donne au contrôleur, qui vient faire des visites domiciliaires, le droit de requérir tout commissaire de police qui sera tenu de déférer à sa réquisition. Cette disposition, applicable aux fraudes fiscales de toute nature, en matière de tabacs, d'allumettes, de boissons, de cartes à jouer, doit suffire et rendre inutile le recours à l'article 10.

M. Picot faisait remarquer qu'en matière de denrées alimentaires, les inspecteurs des halles et marchés possédaient déjà tous droits de constatation et de visites et qu'au surplus, la loi du 16 avril 1897 (1), sur les fraudes en matière de beurre, portait, dans son article 13, que les inspecteurs avaient le droit de pénétrer dans les locaux où on fabriquait pour la vente et dans ceux où l'on préparait et vendait du beurre. M. Picot concluait qu'en dehors de ces textes spéciaux, cet article était inutile et devait disparaître. Si le préfet de police avait besoin de procéder à des arrestations ou à des perquisitions pour les crimes et les délits de droit commun, par exemple, il devait lui suffire de demander au juge les pouvoirs nécessaires. Qu'il suffirait, pour qu'il n'en résultât aucun retard préjudiciable, d'organiser simplement, comme l'avait indiqué M. Ribot, une permanence au parquet du tribunal, permettant de trouver à toute heure le juge d'instruction.

Cette question des textes spéciaux conférant, dans les cas en vue desquels ils sont écrits, aux agents de l'administration, les mêmes pouvoirs que l'article 10, ne fut pas approfondie davantage. Sans doute, en un sens, la thèse de M. Puibaraud s'en

(1) Remplacée ou complétée depuis par les lois des 1^{er} août 1905, 28 juillet 1913, 6 mai 1919 et 31 décembre 1921.

trouvait bien infirmée. Mais, en définitive, elle constituait un puissant argument en sa faveur. Ces textes, dont les adversaires de l'article 10 eux-mêmes se gardent bien de contester l'utilité, au contraire, ne constituent-ils pas la meilleure des démonstrations de la nécessité inéluctable de reconnaître au préfet, chef des divers agents administratifs, des pouvoirs de perquisitions et d'arrestations? Puisque, en dehors de cette reconnaissance, faite en bloc et une fois pour toutes par l'article 10, la législation avait reconnu la nécessité de lui en conférer de spéciaux et ce, aux diverses époques, c'est qu'on ne pouvait s'en passer.

Du même coup aussi tombait l'argument, tiré de ce que l'auteur de cet article était Napoléon. De ces textes spéciaux, il y en a de toutes les époques et ceux de la troisième République ne sont pas les moins nombreux.

Or, personne n'a jamais demandé ni l'abrogation, ni la réglementation des pouvoirs que ces textes confèrent aux préfets, comme on le fait pour l'article 10. D'ailleurs, cet article étant supprimé, on peut se demander en quoi les particuliers auraient plus de garanties, du moment où seraient maintenus ces textes spéciaux. Qu'importe que l'administration, dans la personne des préfets, continue de perquisitionner et de procéder à des arrestations en vertu d'un texte spécial ou en vertu d'un texte général ! De toute cette discussion, il semble donc résulter que l'article 10 n'est pas sans utilité pratique.

Aussi, la Société des Prisons s'est bien gardée de conclure à sa suppression. Elle a conclu expressément à son maintien, mais uniquement pour Paris, en proposant la rédaction suivante :

« En cas d'extrême urgence, le préfet de police, à Paris, pourra faire personnellement ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires afin de constater les crimes, délits et contraventions, à charge de transmettre sa procédure au procureur de la République dans les 24 heures.

« Les peines prononcées par l'article 3 de la loi du 8 décembre 1897 sont applicables à tout gardien qui, détenant un inculpé en quelque lieu que ce soit sur l'ordre du préfet de police, ne l'aurait pas conduit devant le procureur de la République dans les 24 heures. » (1)

(1) Loc. cit. p. 1174.

Ce texte ne fut voté cependant qu'à une voix de majorité.

Depuis cette discussion, M. Raphaël Rougier a publié sur la question un très important article dans la *Revue critique* (1) et une proposition nouvelle de suppression de l'article 10 a été soumise aux Chambres. Nous examinerons plus longuement cette proposition dans le chapitre III.

M. Rougier, partisan de la suppression de l'article 10, repousse la distinction entre les matières politiques et les matières ordinaires ; l'intervention de l'administration lui paraissant aussi dangereuse dans les unes que dans les autres. Il n'admet pas davantage la justification qu'en 1901, devant la Société des Prisons, par l'organe de M. Puibaraud, on avait prétendu tirer des nécessités de la pratique, à cause des possibilités d'abus.

Les raisons données par M. le procureur général Bertrand n'arrivent pas non plus à déterminer sa conviction, motif pris des confusions et des détournements de pouvoirs, volontaires ou involontaires, que permet l'article 10 et aussi parce que l'arbitraire du pouvoir trouvera plus de complaisance dans l'administration que dans la justice ; parce que cet article est la source de conflits et d'erreurs entre la justice et l'administration.

Contrairement aussi à l'opinion de M. Berthélemy, M. Rougier estime que l'article 10 est en contradiction flagrante avec le principe de la séparation des autorités.

L'auteur n'admet pas non plus la distinction faite, en 1882, devant les Chambres, et adoptée, aussi, en 1901, à la Société des Prisons, qui consiste à préconiser la suppression de cet article pour les préfets des départements et à demander son maintien à Paris. Il trouve cette solution illogique et prétend l'écarter au moyen du raisonnement suivant : s'il est exact, comme on le dit, que l'article 10 permet une meilleure répression, sa suppression dans les départements et son maintien à Paris devrait avoir pour résultat d'amener les criminels à se réfugier en province, de diviser ainsi la France en deux zones, l'une où les délits de droit commun seront réprimés, grâce au maintien de l'article 10, l'autre où ils ne le seront pas. C'est à la suite de ce raisonnement que M. Rougier conclut à la suppression complète de l'article 10, aussi bien à Paris que dans les départements. Mais le régime nouveau qu'il préconise, le même pour toute la France, ne doit

(1) Nos de Nov. et Déc. 1903, mai et juillet (août 1904).

pas être demandé et attendu du législateur. Il tire cette conclusion de l'histoire intime de cet article. Attendre une réforme du législateur, dit-il, se serait s'exposer à attendre bien longtemps. « Le législateur est trop distrait par d'autres soucis, trop lent aussi et contraint d'emprisonner dans le moule rigide de la loi des solutions que le juge peut adapter avec une plasticité merveilleuse aux nécessités variables des espèces. » C'est donc de la jurisprudence qu'il attend une réforme. Et celle-ci doit consister à refuser de continuer à reconnaître au préfet, à la fois les pouvoirs du procureur et ceux du juge... Quand il n'aura plus que les pouvoirs du procureur, l'article 10 aura perdu tout son venin.

Et il est d'autant plus facile à la jurisprudence de faire cette réforme, que c'est à elle qu'incombe la responsabilité de l'interprétation actuelle, si dangereuse, si condamnable.

Voici les circonstances dans lesquelles elle y a été amenée, d'après M. Rougier. L'article tirerait son origine de la volonté de Napoléon, mais aussi de l'existence d'une institution aujourd'hui disparue, « la police administrative ». Cette dernière avait pour but de prévenir les crimes par une prévoyance utile et par des mesures salutaires ; elle devait aussi envelopper le coupable au premier pas tenté pour la consommation de son crime. Elle était difficile à distinguer de la police judiciaire, dont elle différait par la maîtrise de ses procédés, affranchie de tout contrôle. Elle était entièrement soumise à l'action et l'influence du Gouvernement qui, sur mandat d'un ministre, mettait en mouvement le préfet. En 1808, on se serait borné à maintenir les pouvoirs que le préfet tenait de l'existence de cette institution. Ce n'est qu'après sa disparition, en 1830, que cette discussion, qui doit aboutir à sa suppression, aurait commencé. Et cette suppression, M. Rougier la demande à la jurisprudence dont il saluait déjà l'apparition, croyant en trouver des manifestations dans des décisions qu'il citait. Ces espoirs ont été déçus.

Nous reviendrons sur la question à l'occasion de la discussion, qui a eu lieu au Sénat, en juin 1922, à propos d'une proposition de loi portant abrogation de cet article.

CHAPITRE II

Pratique et Mouvement des idées quant à la réglementation des arrestations et des perquisitions.

Qui a qualité pour ordonner une perquisition et une arrestation ? Suivant quelles règles une perquisition et une arrestation ont-elles lieu ? Telles sont les deux questions que nous nous sommes efforcé de résoudre.

Nous étudierons maintenant les enquêtes officieuses, les investigations, auxquelles procède d'autorité le ministère public et qui ressemblent à s'y méprendre à des instructions véritables. Au cours de ces enquêtes et en dehors de toute instruction, des arrestations sont opérées et, ce qui est plus grave, elles ont lieu sans l'observation des mesures légales protectrices de la liberté individuelle. Ce sont ces pratiques que nous allons exposer et examiner au présent chapitre ainsi que les critiques qu'elles ont soulevées et le mouvement d'idées qu'elles ont suscité. Il ne nous restera plus au chapitre suivant qu'à mentionner brièvement, pour compléter ce dernier point, les projets de loi qui se sont donnés pour but de garantir la liberté individuelle.

La première de ces enquêtes, dans l'ordre même du procès pénal, est celle qui a été désignée sous le nom *d'enquête officieuse*.

Elle consiste en un certain nombre de renseignements, que le ministère public fait prendre et réunir par ses officiers de police auxiliaire, sur une affaire qui est portée à sa connaissance et qui est susceptible de donner lieu de sa part à poursuite. Ces renseignements sont réunis, avant toute poursuite, et, bien entendu, avant toute désignation d'un juge d'instruction. Ils le sont sur l'ordre du procureur, qui est dans sa fonction de poursuite ; ils le sont par ses officiers de police auxiliaire. Ces renseignements demeurent, par ailleurs, indispensables au procureur, maître de la poursuite, qui ne doit l'exercer qu'à bon escient.

Tels sont les motifs qui justifient cette pratique, déjà ancienne, et qui fut d'abord confiée aux juges de paix. Mais il est facile de se rendre compte que, suivant la manière dont elle est faite, cette enquête risque de supprimer la séparation de la poursuite et de l'instruction. Nous le répétons, les officiers de police, à qui elle est confiée, peuvent ne pas faire la différence essentielle entre le cas où ils agissent comme informateurs, à la requête du procureur, et celui où ils interviennent comme instructeurs, sur réquisition du juge d'instruction. Et alors, avant que celui-ci soit désigné, ils procèdent à de véritables actes d'instruction. La situation est encore plus grave, depuis la loi du 8 décembre 1897, étant donné que les officiers de police judiciaire ne sont pas tenus, au cours de l'enquête officieuse, agissant avant l'ouverture de l'instruction, d'observer les prescriptions de cette loi.

Néanmoins, l'utilité de l'enquête officieuse n'est pas discutable. Elle est un moyen indispensable pour le procureur d'exercer son droit de poursuite en pleine connaissance de cause. Le chef du Parquet, ayant reçu les procès-verbaux, examine la nature de l'infraction, les circonstances dans lesquelles elle s'est produite et demande, s'il le juge nécessaire, des renseignements complémentaires. Mais c'est ici que va apparaître le danger. Il ne faut pas que ces opérations deviennent des mesures d'instruction, sans quoi disparaîtrait la protection qu'on a voulu donner au prévenu. L'écueil était dangereux et il ne semble pas qu'on l'ait toujours évité.

C'est ainsi que les perquisitions, on le sait, ne sont permises que si elles sont effectuées par le juge ou sur son ordre. Dans les cas exceptionnels où elles peuvent être opérées par certains agents, ceux-ci doivent être accompagnés d'un représentant de la loi, du juge de paix ou de son suppléant, du maire ou de son adjoint. La pratique s'est introduite que ces divers agents se présentent seuls pour effectuer des visites domiciliaires, et lorsque les intéressés ne protestent pas, il est admis qu'ils renoncent à la garantie légale et que l'opération est régulière. Il ne restait qu'à étendre ce raisonnement aux enquêtes faites pour éclairer le magistrat chargé de la poursuite. (1)

(1) *Le Temps* du 4 novembre 1923, relatant les conditions dans lesquelles furent découvertes les tapisseries volées au château de Versailles. Ces policiers demandèrent à visiter la chambre occupée par le fils... Poussant plus loin leurs recherches.

Voilà un chef de Parquet, dit M. Morizot-Thibault (1) qui procède, par la voie de la gendarmerie, à une enquête officieuse. Une visite domiciliaire paraît nécessaire. Il va saisir, dites-vous, le magistrat instructeur. C'est évidemment son devoir. Mais cela entraînera des lenteurs. Il est bien plus simple de charger la gendarmerie d'opérer la perquisition. Le chef du Parquet lui en donne l'ordre, mais il lui prescrit en même temps, de demander l'assentiment du citoyen et de s'arrêter s'il proteste. Dans le premier cas, le plus favorable, les gendarmes se présentent : « Vous nous permettez d'entrer, n'est-ce pas ? » Ce qui paraît au citoyen comme une banale formule de politesse. Et c'est par là qu'a fui la garantie constitutionnelle qu'on avait proclamée.

Et au cours de ces enquêtes, on ne se borne pas à procéder à la seule opération qui vient d'être décrite, si nous en croyons un juge d'instruction. « A chaque instant, disait M. le juge d'instruction Jolly, au cours d'une discussion sur ce point, qui eut lieu à la société des prisons (2), nous voyons entrer dans nos cabinets d'instruction des affaires nouvelles, lesquelles sont précédées d'une enquête officieuse qui est une véritable instruction : audition de témoins, interrogatoires, inculpations, confrontations, et tout cela sans avoir prévenu l'inculpé de son droit. »

M. Albanel disait aussi, au cours du même débat : « Les commissaires de police (à Paris) font de véritables instructions ; ils entendent les témoins, procèdent à des constatations, des perquisitions, des confrontations... »

Cette procédure a des avantages. Elle décharge d'autant les juges d'instruction, toujours trop peu nombreux à Paris. Elle permet de régler, par voie de citation directe, le plus grand nombre des affaires correctionnelles, pour lesquelles l'instruction n'est pas indispensable. « La pratique de la citation directe, disait déjà M. Morizot Thibaut, depuis longtemps établie, prend tous les jours une extension plus grande. Le chef de la justice française s'en félicite fort. » Les magistrats du ministère public, dit-il, ont une louable tendance à simplifier les procédures pour les abrégéer dans l'intérêt des justiciables, aussi les affaires qu'ils confient aux juges d'instruction vont-elles toujours décroissant

(1) Loc. cit. p. 449.

(2) Revue pénitentiaire — 1899, p. 38.

en nombre... En 1897 la décroissance s'accroissait encore car 37.884 affaires avaient été communiquées aux magistrats instructeurs. Et le garde des sceaux s'en félicitait toujours. On a souvent confondu en France la rapidité de la justice avec la bonté de ses décisions, comme si l'une des nécessités de l'administration judiciaire n'était pas d'être lente pour être sûre. (1)

Il n'y a rien de changé dans cette tendance, depuis la publication de l'ouvrage que nous venons de citer, si ce n'est que la généralisation de ces pratiques et les encouragements qu'elles reçoivent, présentent un bien étrange contraste avec le respect de la liberté individuelle que l'on prétend vouloir sauvegarder. La contradiction est flagrante. D'une part, des prescriptions de plus en plus minutieuses sont inscrites dans la loi et on se préoccupe constamment d'en ajouter de nouvelles. D'autre part, on admet comme régulières, on encourage comme bienfaisantes et on prescrit de multiplier, des mesures qui vont manifestement à l'encontre des précédentes et tendent à les annihiler.

La pratique et le développement des enquêtes officieuses, telles qu'elles sont pratiquées, constituent la plus éclatante illustration de ce fait. Leur développement a eu pour résultat de conférer à la police toutes les attributions du juge d'instruction ; ou plutôt, elles se développent d'autant plus que les pouvoirs du juge se restreignent, par suite de la multiplication des formalités, des précautions qui viennent entraver son action. C'est à un tel point qu'on est amené à se demander, en raison de l'importance que prennent ces pratiques, si les mesures législatives, prises soi-disant en faveur de la liberté individuelle, n'ont pas un résultat inverse de celui poursuivi par les auteurs de ces mesures.

C'est ce qu'exprime très heureusement M. Morizot-Thibault (2) dans le chapitre final de son livre, intitulé « De quelques pratiques judiciaires dans leur rapport avec la loi de 1897 » où il examine le rôle de la police et que nous croyons devoir analyser ou citer. Après avoir rappelé que le Code d'Instruction criminelle avait voulu que l'instruction fût conduite par un juge, en raison de la confiance que lui inspirait son caractère pour remplir cette grave mission, l'auteur reconnaît qu'il est impossible au juge de tout faire ; qu'on lui a donc donné la police

(1) Loc. cit. p. 89.

(2) Loc. cit. p. 528.

pour auxiliaire. « Celle-ci recherche et lui fournit les renseignements nécessaires, exécute ses ordres et rédige des procès-verbaux sommaires. Voilà sa seule mission. » Mais les actes d'instruction sont réservés au seul juge. « La liberté du particulier ne serait plus entièrement garantie si l'on chargeait la police d'une mission dangereuse, que lui a déniée la loi. »

« Cependant, depuis un temps très reculé, la police s'est arrogé, surtout à Paris, le droit de faire des informations. » Je me rappelle, dit M. Ribot — revue pénitentiaire du 9 novembre 1918, p. 1197 — comment on procédait quand j'étais substitut au tribunal de la Seine. Il y a, à Paris, des commissaires de police qui faisaient à cette époque de véritables instructions : ils interrogeaient les témoins et verbalisaient comme de véritables juges d'instruction : ensuite, on mettait l'affaire entre les mains d'un juge d'instruction. Le juge d'instruction faisait venir les mêmes personnes très souvent pour leur faire dire : Je confirme la déposition que j'ai faite au commissaire de police. « Cette pratique portait une grave atteinte aux principes qui veulent que l'information soit conduite par un magistrat et elle remettait les intérêts de l'inculpé aux mains d'un agent qui, n'ayant ni le mandat d'en connaître, ni la prudence de les conduire, ni la science de les diriger, agissait, pour ainsi dire, dans l'ombre et ne sentait pas la responsabilité de ses actes... »

« Il serait facile à la magistrature de se défendre contre cette incursion administrative en rappelant la police à l'observation stricte de ses devoirs. Mais la police ne paraît avoir usurpé ces fonctions qu'avec l'assentiment des magistrats et pour ainsi dire sur leur invitation même. »

L'auteur montre que cette situation est née de la pratique des enquêtes officieuses, sur la légalité desquelles nous revenons tout à l'heure.

« Je ne prétends pas, remarquez-le bien, que cette pratique soit mauvaise en principe et qu'il fût possible de l'abandonner. Je soutiens seulement qu'il importerait de l'enfermer dans des limites plus étroites et de la conduire avec plus de prudence. Voici une plainte qui arrive au Parquet. Le procureur de la République en prend connaissance. Elle est obscure et mal rédigée. Le délit est encore indéterminé. Le ministère public a trois partis à prendre. Il peut la classer sans suite ; mais, en classant une plainte sur laquelle il est insuffisamment renseigné, ne failira-t-il pas à son devoir ? Il lui revient encore de saisir le juge d'instruction ; mais peut-il lui communiquer un document qui

ne relate peut-être pas un délit réel et comment pourrait-il libeller l'inculpation? Il lui faut donc prendre un troisième parti : il indiquera les points obscurs de la plainte et les fera éclairer. Il s'adresse pour cela à la police. Celle-ci se mettra en rapport avec le plaignant, lui fera préciser ses allégations ; elle pourra même en vérifier l'exactitude auprès de certains témoins et dressera du tout un rapport. Il n'y a dans cette conduite rien que de légal et le moyen aura été exactement approprié au but cherché. « Voilà donc justifié le procédé de l'enquête officieuse, destiné à permettre au procureur d'exercer son droit de poursuite, en connaissance de cause. »

« Il n'y aurait donc rien à reprocher à cette pratique, ajoute notre auteur, si, en fait, le procureur de la République ne chargeait la police, non de lui procurer de simples renseignements, mais d'entendre le plaignant, de provoquer ses explications, de recueillir les témoignages, d'opérer des confrontations, de faire même certaines constatations. Il lui revient alors une procédure volumineuse et lorsqu'il l'estime complète, il renvoie directement l'inculpé devant le tribunal correctionnel. On dit alors que l'affaire a été réglée par la *voie de la citation directe*. C'est un mode plus rapide. Il n'y a que deux objections à faire à cette pratique : la première est qu'elle substitue la police au magistrat instructeur dans une mission que la loi a conférée à ce seul juge ; la seconde que la police pouvant interroger l'inculpé sans avertissement préalable, la prescription de la loi nouvelle est éludée. « En attendant que nous revenions sur ce dernier inconvénient, voici en quels termes particulièrement heureux, l'auteur développe le premier. »

« Le Code d'Instruction criminelle veut que toute atteinte à la loi pénale soit réprimée. Il multiplie, pour cela, les fonctionnaires chargés de la recherche et de la répression des délits. Mais il établit entre eux une démarcation profonde, les uns policiers, recrutés dans une classe insuffisamment éclairée ou instruite, et engrenés dans la hiérarchie administrative, sont chargés d'une mission en quelque sorte passive, recherchant les indices et les apportant à la justice, comme éléments de ses investigations ; les autres, magistrats, placés par leur caractère et leur instruction au-dessus du commun des hommes et couverts par leur inamovibilité, scrutent et contrôlent ces renseignements, provoquent les contradictions, comparent, apprécient et pèsent la culpabilité. La police judiciaire recueille les indi-

ces et les preuves, le juge d'instruction procède à l'information. C'est par cette distinction que le législateur a voulu garder l'honneur et la liberté des citoyens. Et ce sera toujours un danger pour eux qu'une enquête officieuse soit inconsidérément ordonnée ou conduite. »

Certainement, le législateur a voulu distinguer la poursuite de l'instruction, dans l'intérêt de la liberté, la première n'ayant à prendre que des renseignements, la seconde ayant seule qualité pour faire des actes d'instruction. Seulement, quand il a fallu transporter dans la pratique toutes ces séparations, si parfaites en théorie, il est arrivé ce que nous avons vu se produire, au chapitre précédent, pour une autre séparation, celle des autorités administratives et judiciaire, où deux professeurs éminents se sont trouvés en désaccord sur les limites de cette séparation. L'un proclamait qu'elle devait être complètement tranchée, l'autre déclarait nécessaires des points de pénétration et émettait même des doutes sur le point de savoir à laquelle des deux devait appartenir l'arrestation, distinguant nettement à cet égard entre l'opération proprement dite d'arrestation et l'appréciation de celle-ci. Il semble que la séparation de la poursuite et de l'instruction, d'après ce que viennent de nous révéler les pratiques judiciaires, pose des questions de même nature.

Le procureur, pour pouvoir exercer son droit de poursuite, a besoin de renseignements, mais il n'a pas le droit de faire des actes d'instruction. Et ces *renseignements*, il ne peut les obtenir que par l'intermédiaire de la police.

Le juge d'instruction, lui, a seul le droit de faire *des actes d'instruction*. Il devrait les faire lui-même. Mais en réalité il ne les fait pas parce qu'il ne peut pas les faire : il en charge la police.

Dès lors, quelles que soient les dispositions légales, les faits, qui sont bien souvent en révolte contre la loi, imposent au procureur et au juge, de faire accomplir les actes de leurs fonctions, qu'on a voulu si profondément distinctes, par un personnel unique, la police. Voilà donc en fait, les actes de la poursuite et ceux de l'instruction, confondus dans les mêmes mains. La distinction entre la poursuite et l'instruction se trouve ainsi effacée, abolie. Que va-t-il rester de la séparation de la poursuite et de l'instruction ?

Il restera sans doute que ce personnel agira en vertu d'ordres émanant de l'une ou de l'autre de ces autorités. Mais en quoi vont différer les actes qu'ils accompliront, au nom de deux autorités différentes?

Tous ces actes seront contenus dans des procès-verbaux, et cependant, tandis que les uns ne devront renfermer que de simples renseignements, les autres constitueront des actes d'information. Limite délicate à préciser et qui en fait sera souvent franchie ! Recueillies ou effectuées au nom du procureur de la République ou du juge d'instruction, les dépositions des témoins, les déclarations d'inculpés, les constatations, les comparutions différeront peu. Pratiquement la différence entre les actes de poursuite et les actes d'instruction, entre les renseignements obtenus par les enquêtes officieuses de la première et les actes d'information effectués par la seconde, paraît bien faible surtout bien artificielle.

Cette coutume des enquêtes officieuses, imposée en quelque sorte par la force des choses à l'encontre des distinctions un peu subtiles de la poursuite et de l'instruction, a, certes, sa raison d'être, en ce qu'elle permet au ministère public de classer rapidement et sans suite un grand nombre d'affaires de peu d'importance. Nous retrouvons ici à l'encontre du ministère public une critique déjà adressée, au chapitre précédent, au préfet de police, en qualité de chef de la police parisienne.

On reproche au ministère public de « filtrer » ainsi un nombre plus ou moins grand de plaintes et de dénonciations et de les soustraire à l'examen du juge d'instruction, comme le préfet de police les soustrait au procureur.

On fait remarquer aussi que dans l'hypothèse où l'enquête officieuse aboutit à la citation directe devant le tribunal correctionnel, si elle a l'avantage de débarrasser d'affaires encombrantes les cabinets d'instruction déjà insuffisants en nombre et trop encombrés, elle a aussi l'inconvénient de priver l'inculpé des garanties que lui procurerait l'instruction faite par un juge.

Cet inconvénient s'est trouvé, dans ses dernières années, aggravé par le fait que les enquêtes officieuses échappent aux prescriptions de la loi de 1897.

Dès 1898, une question était posée au garde des sceaux par M. Marcel Habert au sujet des mesures à prendre pour que le bénéfice de la loi de 1897 s'étendît aux interrogatoires prélimi-

naires faits par les officiers de police judiciaire. Le garde des sceaux promet de mettre le problème à l'étude. Il y est encore.

De la discussion qui, l'année suivante, s'est poursuivie à la Société des prisons, il ressort qu'en raison de l'admission de l'enquête officieuse, soustraite à la réglementation de la loi de 1897, il existe comme une double instruction dans les procès criminels : l'une, celle de la police, antérieure à l'ouverture de l'instruction véritable, échappant à toute réglementation légale, l'autre, l'instruction proprement dite, minutieusement réglementée, mais qui vient trop tard pour procurer à l'inculpé les garanties que la loi de 1897 a eu pour but de lui accorder.

C'est au cours de cette discussion, que M. Albanel déclara « que les commissaires de police font de véritables instructions. Ils entendent des témoins, procèdent à des constatations, à des perquisitions, à des confrontations et même à des arrestations, en vertu de mandats d'amener qui sont transformés ensuite en mandats de dépôt par les juges d'instruction. J'estime d'ailleurs qu'il y a là une exagération parce qu'alors, l'inculpé, dans le cabinet du commissaire de police, est obligé de subir des interrogatoires très longs, voire même des confrontations avec des témoins déjà entendus ; interrogatoires, confrontations, d'autant plus redoutables que les commissaires de police de Paris sont recrutés parmi les agents les plus habiles et les plus intelligents. L'inculpé arrive ensuite dans le cabinet du juge d'instruction, et il se trouve en présence d'un magistrat d'un ordre plus élevé, qui lui dit : « Vous avez le droit de ne pas répondre ; attendez votre avocat... » Or, ce juge a parfois, dans son dossier, un interrogatoire de dix pages émanant du chef de la sûreté, qui a pesé sur la conscience de cet homme, qui a cherché à en obtenir des aveux. Quelle sera la situation de ce juge si cet état de choses se perpétue après la loi du 8 décembre ? Je crois donc qu'il faut s'entendre sur le caractère de l'enquête officieuse. Il me semble que si le commissaire de police a le droit d'entendre les témoins, de les confronter entre eux et même avec celui qui sera plus tard l'inculpé, il n'a pas à dire à celui-ci : « Vous êtes accusé de tel délit. » (1) Il peut grouper un faisceau de preuves, qu'il consigne dans un procès-verbal, signé au besoin par les témoins (s'ils y consentent, car ils ne prêtent pas serment devant lui) ; mais, désormais, il ne peut plus, à notre

(1) Revue pénitentiaire 1899, p. 19.

avis, que dresser un procès-verbal de tout ce qu'il a entendu, de tout ce qu'il a vu, et livrer son enquête au procureur de la République, qui alors, sur le vu de ce procès-verbal, inculpe ou non les individus compromis. Si on procède autrement l'enquête officieuse arrive à des excès, qu'il faut certainement réfréner, car elle ne laisse plus au juge d'instruction qu'un rôle tout à fait secondaire et peu compatible avec la nature de sa fonction. « Si on ne modifie cela, disait M. le juge d'instruction Jolly, on arrivera à ce résultat que le commissaire de police, procédant à une enquête officieuse, aura plus de droits que le juge d'instruction saisi de l'affaire.

...« Je n'hésite pas à penser... que, depuis la loi de 1897, une modification devrait être apportée dans la forme des enquêtes officieuses, lesquelles doivent être maintenues comme étant indispensables. Mais il n'est pas nécessaire pour atteindre ce but de recourir à une intervention législative, il suffit d'instructions adressées aux commissaires, par voie de circulaires. » (1). M. P. Lallier déclarait au cours de cette discussion : « Le juge d'instruction n'est guère saisi, maintenant, que quand la délivrance d'un mandat est nécessaire ; et, quand il est saisi, il reçoit du Parquet, avec le réquisitoire introductif, une enquête dans laquelle les gendarmes, les commissaires de police, ont consigné toutes les déclarations des témoins, les explications des inculpés et même bien souvent, le résultat des perquisitions (toujours déclarées faites du consentement des inculpés). En réalité, s'il ne se transporte pas sur les lieux pour procéder à une information contradictoire, la loi ne reçoit pas d'application sérieuse. » (2)

M. Georges Picot, dans un article de la *Revue des Deux Mondes*, du 15 juillet 1903, M. Morizot-Thibault, dans l'ouvrage auquel nous avons fait tant d'emprunts, constatent qu'il n'y a rien eu de changé à ces pratiques. (3)

Elles durent toujours, nous n'en voulons d'autre preuve que les quelques faits suivants, qui sont tout récents. Dans le numéro du *Temps*, portant la date du 5 novembre 1922, sous la rubrique « après l'audience » et le titre « l'Heure des aveux », le signataire de l'article, M. Henri Vonoven raconte un incident

(1) *Revue pénitentiaire*, 1899, p. 38.

(2) *Revue pénitentiaire*, p. 17, année 1899.

(3) *Loc. citat. passim*, p. 86, 88, 410 et s., 450, 530.

qui s'est produit quelques jours avant à la Cour d'Assises de la Seine. Un chauffeur Vlachos avait tué sa maîtresse, Mme Draycott, dans les circonstances suivantes. Celle-ci était seule dans son petit hôtel de Boulogne ; son mari était en Angleterre ; point d'autre domestique présent que le concierge qui prépare le repas à sa loge. Elle répare un cadre. C'est le 31 décembre à sept heures et demie du soir. Vlachos monte à son appartement sous un prétexte quelconque. Le chauffeur se croit irrésistible et, par la force, il a raison de toutes les résistances. Quelques mots sont échangés. Vlachos, surexcité par ce court moment de tête à tête, prend pour une provocation une innocente formule d'intérêt bienveillant que la date explique. Il veut embrasser Mme Draycott. Elle se dérobe, surprise, irritée. « Allez-vous en » murmure-t-elle. Il la saisit, la presse, elle se dégage. Un marteau est là ; il s'en empare et la frappe à la tête, rageusement, à coups redoublés. Elle gémit, il s'acharne. Elle tombe, morte, le crâne défoncé. Voilà résumées les circonstances du crime, à propos duquel va se poser la question de l'enquête officielle :

« Qui a conté cette scène ? poursuit M. Vonoven. Vlachos, qui en a détaillé l'horreur de la brutalité, Vlachos dont l'attitude et les propos éveillent, dès l'abord, les soupçons de la police. On s'empare de lui. Le soir même de son arrestation, le 3 janvier, il avoue ; le 4, il renouvelle ses aveux devant le juge d'instruction. Huit jours après, il les rétracte. Pourquoi ? On sait qu'à l'audience, il a protesté de son innocence. Il a prétendu que ses aveux lui avaient été arrachés par la violence ; il a dépeint une vraie scène de torture dont il aurait été victime dans les locaux de la sûreté. Il a décrit certain serre-tête fantastique, bande de cuir doublé d'un pneumatique que le tortionnaire gonfle jusqu'à l'évanouissement du patient ; il a parlé de cravaches de caoutchouc dont il aurait été cinglé, de brimades, de coups de poing. A la fin, il aurait consenti à tout, pour avoir la paix. Alors, à l'entendre, il fut récompensé, ranimé, réconforté, et mené au bureau de M. Faralicq où, sous l'œil des inspecteurs bourreaux, il renouvela le récit qui venait de lui être imposé. Le commissaire en dressa le procès-verbal qu'il signa. »

Deux audiences du procès furent consacrées à vider cet incident et le signataire de l'article, auquel nous empruntons ces détails, déclara que « malgré le caractère de vérité de

ces aveux réitérés devant le juge, un malaise a pesé sur ce procès. « C'est que selon le mot de l'inspecteur Chaigneau (appelé à s'expliquer sur ces faits à l'audience) » il court au Palais une légende sur les brutalités dont les inculpés seraient victimes à la sûreté. « Cette légende, elle est née — atteste un rapport officiel — d'un complot entre une vingtaine de prisonniers de la Santé, voulant revenir sur les aveux qu'ils avaient faits, ils se concertèrent, en janvier 1922 précisément, et déclarèrent qu'on les avait, par la force, contraints à se reconnaître coupables. Mais la véracité de leurs aveux fut reconnue et la plupart de ces rétractants ont été condamnés par divers jurys. Ces verdicts n'ont pas empêché de naître cette légende de torture. « Elle est idiote » a dit M. Chaigneau à la barre des assises. »

Malgré cela, l'auteur de l'article y revient longuement dans les termes suivants, sans doute en raison de l'émotion soulevée à l'audience par l'incident.

« Et pourtant, elle court. Pourquoi? Recherchons-le dans le procès Vlachos, en ne tenant compte que des faits incontestés. Le 3, dans la matinée, les premiers indices relevés, les premiers témoignages entendus font soupçonner le chauffeur. Le juge ordonne qu'il soit amené au Palais de Justice. On l'y conduit à midi. Au cabinet du juge, ou dans un local voisin? Non, à l'autre bout du monument, dans une salle d'attente que la malice de certains avocats d'Assises a nommée « la chambre des aveux spontanés ». On l'y laisse seul? Non ; un ou plusieurs inspecteurs lui tiennent compagnie, causent familièrement avec lui, le questionnent, le harcèlent d'interrogations, le soumettent à la douche écossaise des menaces de châtiments et des conseils pour sa défense ; ils poussent la bienveillance jusqu'à lui signaler l'avocat qui leur paraît, dans son cas, le meilleur. Les inspecteurs se relayent. L'interrogatoire est interminable, épuisant. A dix heures et demie du soir, enfin, on va prévenir M. Faralicq, que le prévenu désire être entendu. Il est prêt à faire des déclarations ! On est à ce moment plein d'égards pour lui.

« A ce moment, a dit, à l'audience, l'inspecteur de la police judiciaire. Vlachos était fatigué. Je lui ai fait chercher un peu de rhum. Il a cru que je voulais l'empoisonner. J'ai dû boire une gorgée avant lui. Et, ajoute Vlachos, toute la nuit on m'a donné du café au rhum. Le lendemain matin, vous m'avez offert un cigare que j'avais aux lèvres en allant chez le juge d'instruction. M. Bacquart me l'a vu à la main.

M. CHAIGNEAU. — C'est exact. Nous l'avons autorisé à fumer. Mais j'affirme que je n'avais pas frappé cet homme.

.....

« Voilà donc, à 10 h. 30 le Grec chez M. Faralicq. Il fait le récit du crime ; il couche au Palais. Dans la matinée, on le mène enfin chez M. Bacquart. Le juge le fait asseoir à côté de lui. Les inspecteurs de police sont près de la porte à deux mètres en arrière. Le magistrat prend l'identité de l'homme qu'on lui amène. Il lit le procès-verbal de M. Faralicq. Il inculpe Vlachos. »

Le juge, le 4 janvier se conforme exactement à toutes les prescriptions de la loi de 1897 ainsi qu'à la circulaire annexée, nous citons de nouveau :

« Entre parenthèses, notons que c'était le moment pour Vlachos de porter sa plainte contre ceux, qu'à l'audience pour la première fois, il nommera ses bourreaux. Fait-il allusion aux mauvais traitements qu'il a subis ? Non. Il renonce expressément à l'assistance d'un conseil et déclare confirmer pleinement les déclarations enregistrées la veille par M. Faralicq. Même il y ajoute de nouveaux détails, tant il redoute, dit-il, la colère des inspecteurs assis à la porte du cabinet ! Mais laissons là les dires de l'accusé. Ailleurs est l'intérêt. Ce qui créait, à l'audience, un malaise, durant cet examen des errements suivis, c'était le contraste entre les précautions dont on avait entouré, dans l'intérêt de l'accusé, ce début officiel de l'instruction (avec une minutie consignée dans les procès-verbaux) et le mystère qui planait sur l'après-midi du mardi 3 janvier.

« Combien ironiques semblaient ces garanties de défense proposées à Vlachos, le mercredi, alors que l'arbitraire de la veille avait assuré sa perte !

« Mais, dira-t-on, comment la police judiciaire s'arrogeait-elle le droit d'interroger un inculpé attendu par le juge ? Elle n'aurait eu garde de commettre cette illégalité, et tout le monde respecte également cet article 2 de la loi de 1897 : « L'inculpé contre lequel a été décerné un mandat de comparution doit être interrogé tout de suite. » Vlachos, lui, a été interrogé mieux que tout de suite : il n'était pas même encore inculpé quand il a été conduit devant M. Bacquart. C'est là tout le secret de cet accommodement.

« La procédure, le 3 janvier, était ouverte, contre X... ; le chauffeur des Draycott n'était qu'un témoin, gardé à la disposition du juge, mais un témoin, quelque chose comme un externe surveillé ! C'est en qualité de témoin qu'il a passé la nuit du 3 au 4, enfermé au Palais de Justice, sous l'œil d'un gardien de prison. Juridiquement, il était libre. Le mois dernier, M. Cuvillier, le directeur de cinéma soupçonné de l'assassinat de la petite Barbala, est resté de même, en liberté pendant 48 heures, dans les locaux de la sûreté, « à la disposition du juge », qui d'ailleurs refusait de décerner contre lui le mandat d'amener. Que n'avouait-il ? Immédiatement inculpé, il aurait vu, dès lors, tous les droits de la défense scrupuleusement respectés en sa personne. Mais témoin, il n'avait pas à compter sur la loi tutélaire et les circulaires protectrices.

« Lundi dernier, en attendant le verdict, un fonctionnaire de la préfecture justifiait cette application littérale des textes :

— Si vous supprimez, disait-il, cette station à la sûreté, prenez garde : vous n'aurez plus jamais d'aveux. Théoriquement, ils ne sont qu'une présomption. C'est entendu. Mais ils sont un soulagement pour nos consciences ; ils rassurent l'opinion, ils décident le jury. Voulez-vous renoncer à les jamais obtenir ? Le juge, en effet, si adroit soit-il, ne peut plus les arracher par ses interrogatoires, qu'exceptionnellement. Il ne peut plus prendre sur l'esprit de l'accusé cette influence, qui, dans le cabinet des Guillot et des Athalin, faisait chavirer la volonté résistante du coupable et libérait la vérité. Il n'y aura d'aveux, désormais, que lorsque l'avocat les conseillera. La réforme de 1897 avec la communication du dossier au défenseur et sa présence à l'instruction a désarmé le magistrat enquêteur. Il est forcé de jouer cartes sur table, contre un adversaire qui a le droit de cacher les siennes, et même de tricher pour sauver sa tête. Reconnaissez que nos inspecteurs de la police judiciaire n'ont jamais fait avouer un innocent. Et sans la pratique actuelle, que d'injustes non-lieu seront rendus ! Que de criminels échapperont !

« Quelqu'un fit observer que si fondées que pussent être ces craintes, la détention officieuse du suspect et les questionnaires de la sûreté expliquaient l'inquiétude éprouvée à l'audience en écoutant les calomnies de Vlachos. La loi de 1897 devient une façade. On passe par derrière ; c'est le respect détourné. Cependant le rôle du juge d'instruction va diminuant chaque jour. Son personnage disparaît sous les dossiers qui l'écrasent ; il

étouffe entre les procès-verbaux de la police et les rapports d'expertise. Les bonnes volontés, les bonnes intentions ne sont pas douteuses, mais il y a quelque chose de faussé dans ces premiers rouages de la machine répressive. Le législateur n'y pourrait-il porter ses regards ?

« Si les mensonges de l'assassin de Boulogne attiraient l'attention sur ces problèmes difficiles, le chauffeur grec aurait mérité sa grâce et ses éloquents défenseurs, M^{es} Gautrat et Marcel Kahn, qui ont, avec énergie, dénoncé ces procédés, en marge de la procédure, auraient bien servi l'intérêt général. »

Le vœu exprimé par l'auteur de l'article a été exaucé. La peine de mort prononcée par la Cour d'Assises a été commuée. Avant d'apprécier les observations qui précèdent, ajoutons qu'il est facile de relever fréquemment dans les journaux des preuves qu'on procède toujours ainsi.

Le 29 juin 1923, le journal le *Temps* signalait l'étrange disparition d'un conseiller général du Morbihan, M. Quémeneur et indiquait que M. Vidal, commissaire de la sûreté générale, était chargé des recherches. Les numéros des jours suivants mentionnent les interrogatoires de l'inculpé, M. Sezenec, les confrontations, les perquisitions, effectuées, par le commissaire de police, sans jamais faire mention du juge d'instruction. Ce n'est que dans le numéro du même journal, portant la date du 18 juillet, qu'on trouve la mention suivante : « Sezenec a pris le train hier matin à 8 h. 40 à la gare Montparnasse. Il arriva à 8 h. 20 à Morlaix, qu'il avait quitté le 20 juin pour venir à Paris répondre à une convocation de M. Vidal. Le prévenu a été écroué à la prison de Creach-Joly. On croit qu'il ne sera pas interrogé par M. Campion avant vendredi.

22 *Juillet*. — « Hier a eu lieu le premier contact entre le juge d'instruction et Sezenec. Il fut très bref. Mis au courant par M. Campion des charges qui pesaient contre lui, l'inculpé protesta énergiquement de son innocence, puis déclara qu'il ne répondrait qu'en présence d'un avocat et comme il n'y en avait pas, ni celui de Brest, ni celui de Paris, ni celui de Morlaix, au bout d'un quart d'heure, il quitta le cabinet du juge. » Déjà le numéro du 9 juillet avait porté le communiqué suivant « Sezenec a été extrait hier après-midi du dépôt (à Paris) et amené dans les bureaux de la sûreté générale où M. Vidal (?) lui a fait subir l'interrogatoire d'identité. Comme M. Vidal lui signifiait l'inculpation, il éclata en sanglots protestant de son innocence. Puis

il se calma et déclara qu'il ne répondrait plus à aucune question hors la présence d'un avocat, il fut reconduit au dépôt ».

Dans le même journal, à la date du 29 juillet 1923, sous le titre « La mort de l'avocat Basilioudis », on trouve le récit circonstancié et détaillé d'une enquête menée par M. Faralicq, commissaire aux délégations judiciaires, après arrestation des inculpés avec interrogatoire et confrontations. On y lit, en particulier, à propos de l'inculpée :

« Elle commença par nier, joua l'indignation en s'écriant... » Et plus loin : « Cette explication ne satisfait point M. Faralicq. Celle qu'il considérait déjà comme une inculpée était sur ses gardes. Il l'interrogea sur son passé ; pendant deux heures, il écouta patiemment les récriminations de la femme aigrie par l'abandon.....

« Voulez-vous m'indiquer l'emploi de votre temps et celui de votre fils au cours de l'après-midi de samedi ? demanda M. Faralicq.

« Nous sommes restés chez nous et je suis sortie vers cinq heures et demie.

« Votre fils a rendu visite à son père le matin vers onze heures... » Le commissaire explique qu'il était venu demander de l'argent pour constituer un cautionnement qui lui était nécessaire pour entrer dans une maison de parfumerie, et que ne l'ayant pas obtenu, il a dû revenir l'après-midi où il savait trouver M. Basilioudis seul, la dactylographe étant en congé, il reçoit un nouveau refus et tue, dit le commissaire. La mère tressaille et se reprend pour défendre son enfant. C'est elle qui est allée le samedi après-midi vers 3 h. 30, au lieu du crime. « Allait-elle avouer ? Elle se ressaisit encore », porte le compte rendu, et continue... nous citons à nouveau : « La dernière phase du duel va s'engager entre le magistrat et la coupable. M. Faralicq la presse de questions. Elle avoue : oui, elle a tué. Elle était venue pour reprocher à l'avocat son attitude envers son fils... etc... suit le récit des aveux.

Le communiqué termine ainsi, candidement : « Dans la soirée, elle était conduite au cabinet de M. Laroque, juge d'instruction, qui, après lui avoir fait subir l'interrogatoire d'identité, l'a envoyée au dépôt. »

Il a dû certainement lui demander aussi, conformément à la loi de 1897 si elle voulait être assistée d'un avocat, la prévenir qu'elle pouvait ne lui répondre qu'en présence de celui-ci.

Nous avons reproduit ce compte rendu pour montrer que le caractère dramatique de ces interrogatoires, tel que l'a reproduit M. Vonoven, n'est pas exceptionnel, ni exagéré. Nous n'en finirions pas si nous voulions relever, même dans la presse, toutes les manifestations, qui s'y étalent, des violations journalières de la loi de 1897, au moyen de l'enquête officieuse, violations qu'on ne prend plus la peine de dissimuler, tant elles sont fréquentes et paraissent normales. C'est comme si ces pratiques constituaient désormais la loi.

Nous lisons encore dans le *Temps*, du 19 août 1923, sous le titre « Un crime sur les fortifications », qu'un cadavre avait été découvert le 22 juillet précédent dans le fossé des fortifications. Aucune trace de violences n'ayant été relevée, on conclut d'abord à une mort accidentelle. Cependant, deux inspecteurs de la police judiciaire avaient été frappés de la position du corps allongé au ras du mur ; on décida donc de continuer l'enquête et l'on apprit que le jour du crime la victime avait été vue en compagnie d'un gamin de 14 ans. Celui-ci, amené dans le cabinet de M. Faralicq, commissaire à la direction de la police judiciaire, fit des aveux.

Et l'article, après avoir relaté que deux prétendus complices, interrogés à leur tour, qui avaient déclaré n'être pour rien dans l'affaire, avaient été consignés à sa disposition par M. Faralicq se termine ainsi : « Quant à Legrand (c'est le nom du prévenu qui avait fait des aveux), M. Cressels, juge d'instruction, l'a envoyé au dépôt sous l'inculpation de vol et de complicité d'assassinat avec préméditation ».

N'est-on pas fondé, après cela, à se demander, si le jour prévu par M. Guillot n'est pas arrivé ? Le jour, écrivait cet auteur en 1882, lors de la discussion du projet de réforme du Gouvernement, amendé par le Sénat, où le juge sera dans l'impossibilité de chercher la vérité dans l'interrogatoire, le jour où l'instruction, entravée à chaque pas, par l'intervention de la défense, ne sera plus qu'une série d'incidents de procédure, la police encouragée peut-être par la justice elle-même, s'efforcera d'arriver à un résultat par ses propres ressources et d'obtenir à la hâte des aveux avant de remettre les procès-verbaux.

« A quoi bon prendre contre celui-ci (le juge d'instruction) mille précautions soupçonneuses, si une instruction préparatoire peut se faire librement en dehors de lui, sans avocat, sans conseil

d'aucune sorte, sans les garanties qui donnent une valeur aux témoignages, une force probante aux aveux.

« Aura-t-on rendu un grand service aux inculpés si les magistrats, ne trouvant plus de suffisants éléments d'appréciation dans les procédures où la loi aura multiplié les obstacles entre le juge et la vérité, sont amenés peu à peu à les chercher dans des enquêtes faites par des commissaires de police, plus libres de leurs mouvements.

« On n'a rien à gagner à désarmer la justice, à mesure que sa puissance diminue, celle de la police augmente. Il faut qu'une société vive ; quand elle ne peut plus se défendre par la loi ; elle cherche des expédients pour y suppléer. »

La prédiction de M. Guillot paraît en voie de réalisation complète ; aussi parmi les critiques (1) adressées à notre législation en la matière et à son application pratique, n'en est-il pas de plus acerbe que celle que lui adressait M. Garçon, à la Société des Prisons, quand il disait : « C'est une folie de croire que la recherche des preuves peut être faite publiquement. Le criminel a toutes chances possibles d'échapper à la répression. Pour déjouer ses entreprises, pour l'atteindre, il faut opposer la ruse à la ruse, user de subterfuges, être plus avisé et plus habile que lui. Forcer l'accusation à dévoiler tous ses moyens d'investigation, l'obliger à avertir l'inculpé de tout ce qu'elle imagine pour le convaincre, c'est la condamner à un échec certain. La recherche des preuves est une œuvre de police et qui dit police dit secret. » (2)

En effet, M. Garçon préconisait un système en contradiction complète avec celui en vigueur. Inspiré du système accusatoire et de l'organisation anglaise, il tendrait à faire faire toute l'instruction par la police. Le magistrat n'aurait plus ensuite qu'à en apprécier les résultats et à conclure. C'est un système diamétralement opposé à celui qui existe, mais auquel il est possible, pour les raisons exprimées par M. Guillot, que les tendances actuelles de la législation finissent par aboutir. (3)

(1) M. LOUBAT. — La crise de la répression. — Revue politique et parlementaire, nos de juin et juillet 1911, en particulier celui de juin, p. 446.

(2) Principes d'inst. crim., p. 154 et 155.

(3) Revue pénitentiaire 1899, p. 29.

— Voir à ce sujet la discussion qui a eu lieu sur la réorganisation de la police à la Société des Prisons — Revue pénitentiaire 1920, p. 131, 132 et 133.

L'extension du droit d'arrestation sous le nom de droit de capture, proposée par M. Garçon, n'a pas été adoptée. « Hors le cas de crime ou de délit flagrant, nul ne pourra être arrêté qu'en vertu d'un mandat du juge d'instruction, qui lui sera exhibé et notifié par l'agent chargé de l'exécution. Néanmoins, tout agent de la force publique et même tout particulier peut saisir dans un lieu public et conduire devant un officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République l'individu qu'il aurait de justes raisons de soupçonner d'un délit, lorsque le délit est d'ailleurs constant... »

Les fonctions du juge d'instruction ne peuvent être confiées qu'à un magistrat ayant au moins trois ans de magistrature. La détention préventive ne peut être ordonnée qu'en vertu d'un mandat du juge d'instruction. La durée légale des mandats d'arrêt et de dépôt est fixée à un mois. Passé ce délai, le mandat de dépôt sera périmé, à moins qu'il n'ait été renouvelé par ordonnance motivée, notifiée à l'inculpé et à laquelle il pourra former opposition devant la Chambre d'accusation, conformément à l'art. 135. Il en sera de même, en ce qui concerne le mandat d'arrêt, pour lequel le délai d'un mois courra à partir de la date de l'écrou. Si la procédure est close et l'ordonnance rendue avant l'expiration du délai d'un mois, *les mandats de dépôt ou d'arrêt tiendront état* jusqu'au jugement définitif ou à l'arrêt de la Chambre d'accusation. On prévoit le droit pour le tribunal ou la Cour d'Appel, de décerner de même dans le cas de l'art. 193 C. Inst. cr., un mandat de dépôt ou un mandat d'arrêt contre le prévenu condamné à une peine correctionnelle.

La Société émet aussi le vœu que les détenus soient soumis au régime de l'emprisonnement individuel, conformément à l'article premier de la loi de 1875 et qu'ils ne soient plus jamais transférés à pied de place en place. Quant aux sanctions, elle propose de modifier l'art. 341 C. pen., ainsi qu'il suit : « Seront punis de la peine des travaux forcés à temps ceux qui, sans ordre des autorités compétentes et hors le cas où la loi l'ordonne, auront détenu et séquestré une personne quelconque. La même peine sera applicable à quiconque aura procuré le local où a été subie la détention ou séquestration. »

La peine sera réduite à un emprisonnement de deux à cinq ans si la détention ou séquestration n'a pas duré dix jours. La

même peine sera encourue par quiconque aura sans justes motifs ou en dehors d'un lieu public saisi un individu pour le conduire devant un officier de police judiciaire.

La Société proclame en outre l'obligation pour l'Etat de réparer les dommages qui auront pu résulter d'une arrestation, une détention ou une perquisition opérée en dehors des conditions, sans les formes, ou après l'expiration des délais fixés par la loi.

Enfin, une disposition spéciale ajoutée à l'art. 114 C. pénal, tend à l'aggraver en déclarant que l'excuse prévue par cet article (l'ordre des supérieurs) ne pourra être invoquée, lorsque l'acte était manifestement illégal.

Nous venons d'étudier le mouvement des idées et l'état de la pratique, dans la matière qui nous occupe ; voyons maintenant la conception et la tendance de la législation.

CHAPITRE III

Proposition votée par le Sénat le 22 Juin 1922.

La proposition, actuellement pendante devant les Chambres, paraît avoir, pour origine première, un projet sur les garanties individuelles et la réforme de notre instruction criminelle déposé sur le bureau du Sénat le 18 janvier 1907, par M. Clemenceau, alors président du Conseil, et M. Guyot-Dessaigne, ministre de la Justice. Ce projet comportait l'abrogation pure et simple de l'article 10 du C. inst. cr., et la réforme de plusieurs articles de notre procédure pénale. Il fut voté par le Sénat, sur un rapport de M. Monis, après avoir subi diverses modifications, examinées d'accord avec le Gouvernement, en deuxième délibération, dans la séance du 2 mars 1909. Il ne le fut pas par la Chambre. Et on le considéra comme caduc, en raison du renouvellement de celle-ci en 1914.

La question est, en effet, discutée de savoir si les propositions de lois votées d'abord par la Chambre deviennent caduques lorsqu'elles ne l'ont pas été par le Sénat avant la fin de la législature. Mais, tout le monde reconnaît que celles votées par le Sénat, qui, lui, n'est soumis qu'au renouvellement partiel, conservent une valeur indéfinie et peuvent être votées par la Chambre à n'importe quelle époque. C'est, sans doute, parce que Paul Meunier considérait comme caduc, le projet voté par le Sénat, que le 13 novembre 1918 il déposait, sur le bureau de la Chambre, une proposition de loi, qu'il qualifiait de « réglementaire », reproduisant textuellement le projet voté par le Sénat en 1909. Dans l'exposé des motifs, il se bornait à rappeler le projet de 1907, le vote de 1909 et la date de transmission à la Chambre le 12 mars suivant. Il déclarait reprendre ce texte comme proposition de loi.

Le renvoi à la Commission de législation civile et criminelle de la Chambre fut prononcée, à la séance du 13 novembre

1918 (1), et l'auteur de la proposition, chargé lui-même du rapport. Le texte de cette proposition fut adopté par la Chambre des députés, dans sa séance du 16 juillet 1919. Ce vote donna lieu à l'incident suivant. Quand le vote fut acquis, l'auteur dévoila à la Chambre le stratagème dont il avait usé, l'adoption ayant eu lieu sans discussion. Se basant sur ce que, par suite de ce vote, un même texte se trouvait avoir été voté successivement par les deux Chambres, il demanda au président de la Chambre de transmettre ce texte au Garde des Sceaux en vue de sa promulgation comme loi. La question, qui se posait pour la première fois, donna lieu à discussion. En faveur de la promulgation, l'auteur de la proposition faisait valoir que le texte voté par le Sénat, en 1909, avait conservé toute sa valeur, la permanence de cette Assemblée empêchant la caducité de l'atteindre, que du moment où il y avait eu accord, en tous points, sur des textes votés dans les deux Assemblées, ces textes devaient avoir force de loi ; la condition qu'ils devaient avoir la même origine n'étant exigée par aucune disposition. Ce fut, cependant, l'opinion contraire qui triompha ; on soutint (2) qu'aux termes de l'article 105 du règlement de la Chambre, « toute proposition de loi votée par la Chambre des députés est transmise directement par le président de la Chambre au président du Sénat. Le Gouvernement est avisé de cet envoi : « La Chambre n'ayant pas été saisie par une transmission du Sénat, ni en vertu d'un vote du Sénat, mais en vertu d'une proposition de loi, l'article 105 devait s'appliquer. »

S'il n'y avait eu que cette raison, le vote eût peut-être bien été considéré comme acquis, mais on y ajouta la considération suivante. Si on adoptait une autre solution, « il pourrait arriver un jour, les circonstances politiques ayant varié, qu'on voulût reprendre un projet émané d'un Gouvernement disparu, et le faire passer directement des mains du président de la Chambre au Ministre chargé de la promulgation. Aussi fut-il décidé qu'un texte de loi ne peut être promulgué, à ce titre, qu'autant qu'il a été voté par les deux Chambres, soit comme projet émanant du Gouvernement, soit comme proposition provenant de l'initiative parlementaire. C'est, dans ces conditions, que le texte ainsi adopté par la Chambre fut transmis au Sénat, le 22 juillet 1919, et renvoyé à la Commission, nommée depuis 1904, dont il a été

(1) Chambre, 1918, N° p. 2145.

(2) J. O. du 17 Juillet 1919 —, Débats, p. 3571 et 3573.

parlé plus haut (1). Le rapport, au nom de cette Commission, fut fait par M. Busson-Billault, et déposé à la séance du 14 avril 1921 (2).

Il convient de rappeler ici que son auteur, M. Paul Meunier, devait être arrêté quelque temps après et subir une longue prévention sous l'inculpation d'intelligences avec l'ennemi au cours de la guerre. L'instruction dont il fut l'objet fut close par une ordonnance de renvoi du juge d'instruction, transformée en non-lieu par la Chambre des mises en accusation. Les faits qui viennent d'être relatés présentent ce spectacle, assurément étrange, pour ne rien dire de plus, d'un auteur de faits punissables s'efforçant, par suite de sa qualité de membre du Parlement, d'imposer des restrictions aux pouvoirs des organes de l'instruction, entre la date d'accomplissement de ces faits et celle où ils seront soumis à ces organes.

Quoiqu'il en soit, la proposition de loi a suivi son cours, même pendant l'incarcération et la détention préventive de son auteur. Elle est venue en discussion devant le Sénat, à la séance de cette Assemblée du 22 juillet 1922, qui l'adopta avec quelques rares et légères modifications de forme que lui avait fait subir sa Commission, modification n'ayant d'autre but que, de rendre certains points plus précis, sans toucher en rien aux principes et aux règles adoptés par le Sénat en 1909. Elles n'en ont pas moins rendu nécessaires un nouveau renvoi à la Chambre et un nouvel examen par celle-ci. Les membres de la Commission sénatoriale étaient, sans doute, moins pressés que son auteur, qui depuis est décédé, de voir cette proposition transformée en loi. Elle ne paraît pas devoir venir en discussion avant la fin de la présente législature.

Nous allons néanmoins, pour fixer l'état actuel de la question, faire une brève analyse du rapport, de la discussion ainsi que du texte adopté par le Sénat, à la suite de celle-ci.

La proposition contient des dispositions relatives à l'abrogation de l'article 10, à une réglementation nouvelle de la liberté provisoire, des garanties contre les perquisitions abusives et enfin des sanctions de ces diverses mesures.

Nous nous sommes très longuement étendu au chapitre I^{er} sur l'article 10. Le rapport ne contient rien de nouveau sur ce

(1) Annexe 353 du Sénat 1919. Séance du 22 juillet.

(2) Annexe N° 256 — 1921, p. 586 et s.

point, si ce n'est des phrases comme la suivante : « On peut s'étonner de trouver encore cet article dans nos Codes. Son abrogation a toujours été l'un des dogmes (*sic*) du programme républicain et tous les partis doivent être d'accord pour sa disparition immédiate (?). Il constitue la négation absolue du principe de la séparation des pouvoirs..., etc. »

De la discussion, il n'y a rien à signaler, sinon que pour la première fois, le Gouvernement, par l'organe de M. Barthou, Garde des Sceaux, se déclarait favorable à l'abrogation de l'article 10. Les arguments au moyen desquels il justifiait son attitude n'étaient pas très décisifs. L'un d'eux, plusieurs fois mis en avant, consista à se couvrir de l'opinion de hautes personnalités politiques, telles que MM. Clemenceau, Briand, Poincaré. Mais il fut répondu par M. Louis David que c'étaient de grands noms, que ce n'étaient pas des raisons. « Vous n'avez démontré, ajoutait ce dernier, par aucun argument, l'inanité des dangers que j'ai signalés devant vous. Vous répondez par des sentiments, vous répondez par des opinions, par ce que vous appelez une collaboration heureuse qui s'établirait entre les parquets et les préfectures, mais vous n'avez pas dénié l'impossibilité où seraient les préfets d'obtenir des parquets des mesures qui, quelquefois, s'imposent dans l'intérêt de l'ordre public. »

L'orateur était vraiment exigeant. Le Garde des Sceaux ne lui avait-il pas dit, un peu avant, « en réponse à une question de M. Schrameck, ancien préfet, « la Préfecture de police ne tire tout de même pas toutes ses raisons d'être du seul article 10 du Code d'instruction criminelle. Il y a encore, en dehors de cet article, tout le Code d'instruction criminelle pour donner, soit aux juges d'instruction, soit au préfet de police, les moyens d'agir. »

Un autre argument, plusieurs fois produit, au cours de la discussion, consista à déclarer qu'aucune autre législation ne contenait une disposition de cette nature. De telles affirmations sont dénuées à peu près de toute valeur. Nous serions curieux de savoir ce qu'auraient répondu ceux qui usent de cet argument, si on le leur avait opposé pour demander l'abandon, en France, du régime républicain, à un moment où la France était à peu près le seul pays à l'avoir adopté.

(1) J. O. Séance du 28 Juin 1922, p. 902.

Un fort parti se déclara, dans l'Assemblée, hostile à l'abrogation de cet article. Il avait à sa tête d'anciens administrateurs, d'anciens préfets, MM. Marraud, Schrameck, de Selves. Ils objectaient que cette mesure désarmerait le Gouvernement dans des cas où le salut de la société serait en cause. M. Louis David avait été très pressant à ce sujet, et avait cité en exemple, les faits d'accaparement, pendant la guerre, qui disparaissaient avec une rapidité extrême et au sujet desquels on risquait de ne pas obtenir à temps l'intervention du parquet. Car toute l'économie de cette abrogation repose sur l'idée que les préfets devront toujours agir, mais après avoir demandé et obtenu du parquet, ou mieux du juge d'instruction, « les délégations » nécessaires. Le terme a été employé. C'est le système que nous avons vu préconiser, en 1901, par MM. Ribot et Picot, à la Société des Prisons, en 1908 par M. Monis dans son rapport, lors du premier vote par le Sénat sur le projet Clemenceau ; nous le retrouvons dans le rapport de M. Busson-Billault et, au cours de la discussion, dans la bouche de M. Barthou et dans celle de M. Gourju.

« Vous ne rencontrerez pas un procureur de la République, disait à ce sujet M. Louis David, — ne parlons pas des juges d'instruction, qui agissent seulement lorsqu'ils sont saisis par les procureurs de la République — vous ne trouverez pas un chef de parquet, en France, qui, sur le dire d'un préfet, au vu d'un rapport administratif, sans enquête préalable, sans instruction, prenne sur lui de mettre en mouvement l'action pénale pour saisir immédiatement l'objet que l'intérêt public commande de mettre sous main de justice. » (1)

Le Gouvernement n'était pas très éloigné de partager cette manière de voir, car il n'avait accepté l'abrogation de l'article 10 que moyennant le vote d'un nouveau texte spécial permettant *sur un ordre provisoire du Gouvernement*, de faire détenir, sans mandat, ni jugement, un prisonnier dans les maisons de dépôt, d'arrêt, de justice ou de peine, quand *il s'agira d'une expulsion ou d'une extradition*. Ce nouveau texte spécial se trouve désormais, dissimulé, dans le nouvel article 120, C. pénal, tel qu'il a été adopté par le Sénat. Il est probable, comme nous l'avons dit au chapitre I^{er}, que si l'article 10 est abrogé, ces textes spéciaux, extrêmement larges, se multiplieront.

(1) *Journal Officiel*, loc. cit.

Malgré une opposition qui fut, à certains moment, assez vive cette abrogation fut votée, mais on a l'impression que le vote d'un certain nombre de membres de la Haute Assemblée fut déterminé, non pas par l'utilité de la mesure, mais par le fait qu'elle était demandée depuis longtemps.

Certaines interruptions sont significatives à cet égard. Comme le président de l'Assemblée demandait la mise aux voix d'une proposition de renvoi à la Commission, M. Henri Bérenger s'écria : « Il y a vingt ans que la Commission délibère », et M. Lemery appuya : « Il y a cinquante ans que le parti républicain attend cette réforme. » M. Gourju l'avait qualifié, quelques instants avant, « une superfétation digne à peine du moyen âge ». L'abrogation fut donc votée, dans ces conditions, ainsi que la modification ci-dessus indiquée à l'article 120 du Code pénal.

Avant d'être discuté par le Sénat, ce projet avait fait l'objet d'un important rapport, présenté par le Professeur Magnol, à l'Académie de législation de Toulouse, et suivi d'une discussion devant cette Académie. Ce rapport et la discussion ont porté sur deux des points du projet : 1° la réglementation nouvelle de la détention préventive et de la liberté provisoire ; 2° les sanctions qu'on propose de créer à ces prescriptions. L'auteur a intentionnellement laissé de côté les points suivants que prévoit aussi le projet : l'abrogation de l'article 10 (M. Magnol déclare que cet article paraît définitivement condamné) ; les garanties contre les perquisitions arbitraires et la question, soulevée par le projet de l'indemnisation des inculpés, poursuivis et détenus à tort, qui du fait de leur détention ont subi un préjudice plus ou moins considérable.

En ce qui concerne la réglementation de la détention préventive et de la liberté provisoire, l'éminent professeur ramène à quatre les principes dominants qui se dégagent du projet :

1° Il est des cas où la liberté est de droit pour l'inculpé et où le juge perd la faculté de le maintenir en détention ;

2° La durée de la détention préventive n'est plus indéterminée ; elle est toujours limitée à un temps fixé à l'avance par la loi, sauf les deux tempéraments suivants : la décision de maintien peut être périodiquement et indéfiniment renouvelée ; la prolongation de la détention est de droit, depuis l'ordonnance ou l'arrêt de renvoi devant la juridiction de jugement jusqu'au jugement définitif ;

3° Le maintien en détention n'est plus, en règle générale, décidé par le juge d'instruction, mais par la Chambre du Conseil du Tribunal, rétablie comme juridiction d'instruction en matière de détention préventive, après avoir été supprimée par la loi du 17 juillet 1856.

Dans les tribunaux composés de plusieurs Chambres, les attributions de la Chambre du Conseil sont dévolues à d'autres Chambres qu'à celle qui statue correctionnellement.

4° Même pendant le temps où la détention préventive est autorisée en toute matière et en tout état de cause, la liberté provisoire peut être accordée à l'inculpé.

La mise en œuvre de ces divers principes conduit à un certain nombre de règles nouvelles.

Dans les cas où la liberté n'est pas de droit après le premier interrogatoire, le projet distingue entre le maintien de l'arrestation et le maintien en détention préventive.

Maintien de l'arrestation. — Quand la liberté n'est pas de droit après le premier interrogatoire, elle l'est cinq jours après, sauf, pour le juge, la possibilité de maintenir l'arrestation, par une ordonnance motivée, pour une durée maxima de 15 jours. Appel peut être porté de cette ordonnance devant la Chambre du Conseil. Celle-ci statue après débats contradictoires entre le ministère public, l'inculpé et son conseil, la partie civile appelée. Le juge d'instruction, sur l'ordonnance de qui statue la Chambre du Conseil, ne prend pas part à la délibération ; la décision est en dernier ressort.

Maintien en détention préventive au-delà des 15 jours fixés par l'ordonnance du juge. — La décision appartient à la Chambre du Conseil sur le rapport du juge, qui n'étant exclu par aucun texte, paraît devoir faire partie de cette Chambre. La décision, rendue après débats contradictoires auxquels ne participe plus la partie civile, ne peut maintenir la détention que pour un délai d'un mois, qui peut être indéfiniment renouvelé, dans les mêmes formes, jusqu'à la clôture de l'information.

Appel est possible de cette décision devant la Chambre des mises en accusation. Il peut être formé, tant par le ministère public que par l'inculpé, mais non par la partie civile. La Chambre des mises en accusation statue, toute affaire cessante, après débats contradictoires, après avoir entendu le ministère public,

l'inculpé et son conseil, ce qui nécessitera le transfert de l'inculpé au siège de la Cour.

En dehors de ces garanties contre la prolongation injustifiée de la détention, dont le premier résultat consistera dans une prolongation de l'instruction, le projet prévoit la mise en liberté provisoire de l'inculpé à tout époque de l'instruction et en toute matière, pendant l'information comme après sa clôture.

Pendant l'information, elle est accordée par le juge soit d'office, soit sur la demande de l'inculpé, avec ou sans cautionnement. Elle est communiquée à la partie civile, qui a le droit de présenter des observations. L'ordonnance qui l'accorde est exécutoire par provision et nonobstant appel, qui est porté devant la Chambre du Conseil, dans les mêmes conditions que l'ordonnance qui maintient l'arrestation. Mais le juge ne prend pas part à la décision. Cependant, la partie civile est appelée à fournir ses explications. (Art. 115 et 116).

Après la clôture de l'information, la liberté provisoire est accordée, en principe, par la juridiction saisie, et dans l'intervalle des sessions d'assises, par la Chambre des mises en accusation. Celle-ci n'est pas, en principe, la Chambre des mises en accusation du lieu de détention, mais celle désignée, suivant les cas, par le texte, qui procède par voie d'espèces.

La liberté provisoire peut toujours être retirée, par l'autorité qui l'a accordée. Mais quand elle a été retirée par la Chambre du conseil ou celle des mises en accusation au cours de l'information, le juge qui veut faire exécuter un nouveau mandat d'arrestation doit obtenir, sur son rapport, une décision de mise en détention de la Chambre du conseil avec appel à la Chambre des mises dans les conditions prévues par l'article 114. (Art. 119). Le rapport fait ressortir, en dernier lieu, que la liberté accordée en matière criminelle dure jusqu'à la veille de la comparution devant la Cour d'assises (art. 126) et que le pourvoi en cassation n'exige plus pour sa recevabilité la mise en état du condamné (art. 421 C. Inst. cr.).

Après cette analyse du projet, M. Magnol propose à l'Académie de faire porter la discussion sur les points suivants :

1° Sur les cas où la liberté est de droit. Ici, il déclare le projet acceptable, dans son ensemble.

2° Il approuve la limitation de la durée des mandats d'arrêt et de dépôt et, par suite, de la durée de la détention préventive,

sauf à voir prononcer le maintien de celle-ci par une décision expresse à des intervalles périodiques.

3° La partie du projet qui fait revivre dans l'information la juridiction de la Chambre du conseil, lui paraît plus discutable, et destinée à soulever plus d'objections. C'est même le seul point du projet sur lequel ait porté la discussion devant l'Académie, comme on va le voir.

M. Magnol signale les deux objections suivantes faites par les adversaires du projet. L'organisation et le fonctionnement de la Chambre du conseil sont rendus difficiles, en tout temps, mais surtout pendant les vacances judiciaires, par suite de la composition réduite à l'excès de nos tribunaux judiciaires. Car, remarque l'auteur, « dans les affaires correctionnelles, ce seront les mêmes magistrats, sauf le juge d'instruction, qui auront déjà connu de l'affaire, à propos du maintien en détention préventive, qui composeront le tribunal chargé de juger l'inculpé ». Le projet interdit bien, dans les tribunaux composés de plusieurs Chambres, de confier les attributions de la Chambre du conseil à la Chambre jugeant correctionnellement. Mais ces tribunaux sont l'exception, en France.

L'objection la plus grave paraît provenir de ce que, pour éviter quelques rares abus, on risque, par excès de complication, de prolonger la plupart des détentions préventives, la Chambre du conseil ayant été supprimée, pour ce motif, en 1856.

M. Magnol s'est borné à indiquer une autre réforme, en faveur auprès de certains criminalistes, et que préconisait M. Garçon en particulier. Elle consisterait à retirer au juge d'instruction ses fonctions d'officier de police judiciaire, pour ne lui laisser que la mission de juridiction, le soin de prononcer sur la valeur des preuves que lui soumettraient les organes chargés de les rechercher. Celle-ci incomberait au ministère public, qui l'accomplirait par le moyen de la police judiciaire.

Mais, au cours de la discussion, le président de l'Académie, en particulier, s'est élevé énergiquement contre un tel système.

La décision sur l'instruction, en général, étant maintenue au juge d'instruction, les questions suivantes se posent au sujet de la détention préventive. Il s'agit de savoir si le pouvoir de décision du juge, en ce qui concerne la durée de cette détention, ne devrait pas être restreint ; s'il ne devrait pas statuer, sur ce point, par ordonnance motivée, rendue après que toutes les parties

auraient été invitées à formuler leurs observations et à charge d'appel devant la Chambre des mises en accusation.

Si, au contraire, la décision, sur ce point, est donnée à la Chambre du conseil, ne conviendrait-il pas d'allonger les périodes à l'expiration desquelles cette Chambre devrait intervenir, de les porter à deux mois, mais en conservant au prévenu le droit de former dans cet intervalle une demande de mise en liberté provisoire, avec possibilité d'appel, en cas de refus, soit devant la Chambre du conseil, soit devant celle des mises en accusation.

Il serait bon aussi d'examiner si on ne doit pas reconnaître le droit d'appel au profit de la partie civile. Ce serait conforme à l'évolution de la législation, évolution qui tend à lier la partie civile de plus en plus étroitement au procès.

En ce qui concerne les sanctions, l'auteur du rapport signale que le projet soulève moins d'objections. Il contient les innovations suivantes : L'amende de 50 francs contre le greffier et les injonctions au juge d'instruction et au procureur de la République, le cas échéant, ainsi que la prise à partie, prévues par l'article 112, sont maintenues et étendues aux nouvelles prescriptions contenues dans le projet.

Celui-ci consacre législativement la jurisprudence actuelle, suivant laquelle le conflit d'attribution ne peut jamais être élevé lorsque la responsabilité personnelle des magistrats et autres officiers de police judiciaire se trouve engagée, les tribunaux judiciaires étant toujours seuls compétents.

La prise à partie est facilitée. Le problème général de la responsabilité des magistrats pour fautes commises dans l'exercice de leurs fonctions se trouve ainsi amorcé.

Du compte rendu de la discussion qui a suivi cet exposé, il résulte que cette discussion a porté sur un seul point, celui du pouvoir de décision du juge d'instruction et spécialement du rétablissement de la Chambre du conseil.

A ce sujet, une très intéressante correspondance a été échangée entre M. Magnol, au nom de l'Académie de Toulouse, et des représentants du Ministère de la Justice belge, au sujet du fonctionnement, dans ce pays, du système que le projet en discussion paraît tendre à introduire en France, pour la réglementation de la détention préventive et de la liberté provisoire. Il résulte de cette correspondance, que la Belgique a conservé le système du Code d'Inst. cr., attribuant à la Chambre du con-

seil la *décision* sur les diverses mesures d'instruction, système qui a été abandonné, en France, en 1856. Dans ce pays, on a paré, autrement qu'en modifiant les institutions, aux retards et aux complications résultant de l'intervention de cette juridiction. C'est ainsi que, pendant le temps où cette Chambre est saisie de l'affaire, le cours de l'instruction n'est pas interrompu, comme il l'est en France, sous prétexte que le juge n'a plus le dossier. En Belgique, le juge va le consulter, tout simplement. En un mot les organes de l'instruction, au lieu de s'ignorer et de ne communiquer qu'officiellement, *collaborent*.

Cette correspondance a fait ressortir un autre point que M. Magnol a souligné dans la discussion. C'est que les tribunaux sont dans ce pays, ce qui n'existe plus dans le nôtre, « à personnel nombreux et complet. »

L'application du système qui fonctionne en Belgique a été rendue possible par une autre évolution de la procédure pénale, qui est relatée, au cours de cette correspondance, dans les termes suivants :

« Actuellement, cette législation est entrée complètement dans nos mœurs et fonctionne à la satisfaction générale, y compris celle des parquets qui, aidés d'une police judiciaire exclusivement placée sous l'autorité des procureurs généraux et composée d'officiers et d'agents de valeur bien spécialisés, surmontent les difficultés que les droits nombreux concédés par cette législation à l'inculpé paraissent de prime abord devoir créer à l'instruction. »

On voit qu'en raison des différences entre les organisations belges et françaises, tant judiciaire que de police, il paraît difficile d'introduire en France le système belge, dont s'inspire le projet en préparation.

L'Académie de Toulouse n'en a pas moins donné son adhésion, en principe, au projet, sauf quelques réserves de détail.

CONCLUSION

Arrivé au terme de ce travail, quelle doit être notre conclusion? En quelques mots la voici :

Convient-il de supprimer l'article 10 du C. Instr. Cr., cet article qui donne aux préfets le droit de faire des perquisitions, de saisir la correspondance, de maintenir en prison les citoyens qui leur paraissent dignes de cette mesure?

En conférant à un fonctionnaire de l'ordre administratif, qui ne relève que du ministre de l'Intérieur, le pouvoir de confisquer, pour un temps, la fortune et la liberté des citoyens et d'agir sans s'entourer d'aucune des formalités protectrices dont le ministère public lui-même ne saurait se départir, le Code de 1808 n'a-t-il pas introduit, dans notre organisation judiciaire, une anomalie que les circonstances pouvaient justifier au commencement du XIX^e siècle, mais qui, ne peut être considérée au XX^e que comme un anachronisme indéfendable et dangereux ?

A cette question nous répondrons sans hésiter par la négative. « En l'état actuel de nos mœurs, dit M. le Procureur général Bertrand (1), en présence de l'envahissement continu de l'administration gouvernementale sur le domaine déjà restreint, réservé au pouvoir judiciaire, alors que d'année en année, la carrière du magistrat dépend de plus en plus de l'arbitraire gouvernemental, *il y aurait danger pour la magistrature et pour la liberté individuelle* à supprimer le pouvoir de police judiciaire que l'article 10 donne aux préfets, surtout à l'enlever au préfet de police. Ce que le préfet de police ne pourra plus faire, le Gouvernement sollicitera la magistrature de le faire et il a aujourd'hui trop de moyens de faire triompher ses sollicitations. Que pourra-t-on dire et faire quand l'acte aura été accompli par un magistrat de l'ordre judiciaire? La responsabilité civile des juges? Rien de plus difficile à établir dans l'état de l'opinion, de la presse et des mœurs publiques. Je préfère la responsabilité du préfet de police. Je sais bien que sa responsa-

(1) Revue pénitentiaire du 28 mars 1901, p. 669.

bilité civile, consacrée par la loi, est difficile à mettre en action. Aussi peut-il, en pratique, intervenir impunément, quand il lui plaît, sous le prétexte de l'article 10, même lorsqu'une instruction a été commencée. Mais il reste la responsabilité ministérielle devant le Parlement et cette garantie au moins est assurée. »

Dans ces conditions, nous estimons que l'abrogation de l'article 10 ne présente plus qu'un intérêt d'amour-propre pour ceux qui en ont fait un dogme, selon l'expression du rapporteur au Sénat. (1)

D'autre part, l'étude que nous venons de faire nous a conduit à une conclusion non moins nette en ce qui concerne l'importance, dans l'intérêt de la liberté individuelle, de la séparation de la poursuite et de l'instruction. Le juge d'instruction dit-on, est inamovible et son inamovibilité est la garantie de son indépendance. Or, cette indépendance est loin d'être aussi grande qu'on l'a dit. Nous n'en voulons pour preuve que le fait suivant :

M. Lacanal (2) signale que les articles 57 et 279, Code Inst. cr., soumettent le juge d'instruction à la surveillance du procureur général et que « d'une manière plus générale, le sort de la carrière des juges est soumis à l'influence des notes d'appréciation des procureurs de la République, au premier degré, des procureurs généraux, au second degré ». Cet auteur rapporte qu'au sujet de jugements du tribunal correctionnel rendus sous sa présidence, ayant ordonné un supplément d'information dans plusieurs affaires introduites par le Procureur de la République sur citation directe, celui-ci non seulement lui exprima en termes très vifs son mécontentement, mais en outre le nota très mal. Le même auteur ajoute que dernièrement un juge d'instruction de sa connaissance était profondément affecté d'avoir reçu une semonce de son procureur général sur rapport d'un procureur de la République irrité d'une mise en liberté provisoire.

De pareils faits M. Morizot Thibaud les confirme de sa haute autorité. « Le procureur de la République, dit-il, est l'un des chefs du tribunal, le juge d'instruction n'y occupe qu'un

(1) *Journal Officiel*. — Doc. parlementaires. Sénat 1921, p. 586, 2^e col.

(2) Loc. cit. pages 85 et 86.

rang secondaire. C'est ce procureur de la République qui fournit au procureur général les renseignements que ce magistrat lui demande sur la marche des procédures ; il apprécie la conduite et la valeur du juge et la manière dont il a exécuté ses réquisitions, c'est-à-dire que le juge d'instruction a beaucoup à craindre et trop à espérer du ministère public.

« Il est deux choses qui peuvent rendre plus étroite cette sorte de dépendance, à savoir que le magistrat instructeur se trouve seul et isolé en face de la hiérarchie du ministère public et que ses relations couvertes par le secret sont dérobées sans cesse aux yeux des justiciables....

« Dans ses rapports avec le juge d'instruction, le voile qui couvre ces magistrats, peut permettre, à l'un de plus demander, à l'autre, de plus céder. »

Placé naturellement dans cette situation inférieure, il importe d'encourager l'initiative du juge d'instruction, de fortifier son autorité, de garantir son indépendance. Nous avons vu comment y pourvoit le projet en discussion. Parlant de la collaboration inévitable qui s'établit entre les deux magistrats, pour éviter des dissentiments, dans les affaires délicates et les amène à conférer ensemble sur l'issue de la procédure, M. Mqrizot Thibaut rapporte l'anecdote suivante. Etant procureur de la République en province, il fut un jour en désaccord avec son juge d'instruction sur la solution d'une procédure. Ce dernier fit un projet de renvoi devant la Chambre des mises en accusation et en le montrant au procureur ajouta : « Je ferai ce que vous voudrez ». Le procureur lui fit observer que c'était une parole qui ne devait jamais se trouver dans la bouche d'un juge d'instruction. « J'insistai, continue l'auteur, pour qu'il se pourvût et il le fit ; quelques jours après, je gravissais les marches du Palais de la Cour, je rencontrai l'un des présidents de Chambre. Il me parla de ce conflit qui avait étonné par sa rareté même. « N'auriez-vous pas l'autorité suffisante, me dit-il, pour prévenir ces incidents? »

En raison de ces pratiques, on est amené à se demander s'il convient de fonder autant d'espoir sur l'intervention du juge pour la protection de l'inculpé, du moment où, malgré son inamovibilité, il est, en réalité, aussi peu indépendant?

(1) Loc. cit. p. 132, en note.

Le juge d'instruction est donc loin d'être le palladium de l'inculpé ; mais il n'est pas non plus le magistrat redoutable que l'on dépeint, lui dont l'action est chaque jour entravée par des mesures que l'on voudrait aggraver.

On ne peut s'empêcher d'être stupéfait du contraste que présentent les mesures restrictives prises ou projetées contre le juge d'instruction, et l'absence de réglementation de l'action de la police.

Pour sauvegarder la liberté individuelle, ne va-t-on pas la compromettre ? On n'a rien à gagner à désarmer la justice ; à mesure que sa puissance faiblit, celle de la police augmente. Il faut qu'une société vive ; quand la loi n'assure plus sa défense, elle cherche des expédients pour y suppléer.

Concluons donc, avec M. le Procureur général Loubat, « que vouloir prendre toujours parti pour les accusés contre les magistrats est une déplorable tendance de notre époque. La première des réformes devrait être de nous réformer nous-mêmes, de renoncer à ces fâcheuses dispositions d'esprit, de vaincre notre impressionnabilité, de mieux régler nos impulsions généreuses. Ne pensons pas toujours aux accusés et jamais aux victimes ; gardons un peu de notre sollicitude pour la Société menacée par le crime, et qui, elle aussi, a besoin de se défendre. »

Le Président de la Thèse :

L. HUGUENEY.

Vu : *Le Doyen,*

A. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

- BREGEAULT Jules et ALBANEL Louis. — La réforme de l'instruction préalable. Extrait des Lois nouvelles, 1898. Paris, 1 vol. in-4°.
- CHARDON. — *L'organisation de la police*. Editions Bossard, 1919.
- CAPITANT. — *Annales de l'enseignement supérieur de Grenoble*, 1893, p. 107. — *Les garanties de la liberté individuelle*.
- DAGALLIER et BAZENET. — *Commentaire théorique et pratique de la loi du 8 décembre 1897*. Paris, 1918, 1 vol. in-8°.
- GARRAUD. — *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*. — 3 vol. 1907. Paris, in-8°.
- GENY F. — *Des droits sur les lettres missives*. — 2 vol. in-8°, Paris 1911.
- GUILLOT. — *Des principes du nouveau code d'instruction criminelle*. Paris, 1884, 1 vol. in-8°.
- JEZE. — *Principes généraux du droit administratif*. Paris, 1904, 1 vol. in-8°.
- FAUSTIN Elie. — *Traité de l'instruction criminelle*, 8 vol. in-8°. Paris, 1866-67.
- LOCCARD Ed. — *La Police, ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être*. Payot 1919, 1 vol. in-12.
- LACANAL. — Observations relatives à la proposition Paul-Meunier. Paris, 1922, 1 vol. in-8°.
- MILHAUD et MONTEUX. — *L'instruction criminelle*. Paris, 1898, 1 vol. in-18°.
- MORIN G. — *Les faits en révolte contre le code*. Paris, 1920, 1 vol. in-12.
- MORIZOT-THIBAUD. — *De l'instruction préparatoire*. Paris, 1906, 1 vol. in-8°.
- MORIZOT-THIBAUD. — *De l'action du pouvoir sur les magistrats chargés de l'inst. crim.* Paris, 1902, 1 vol. in-4°.
- OLLIER. — *La réforme de l'instruction préparatoire*. Paris, 1898, 1 vol. in-8°.
- MASSON Jacques. — *La séparation de la poursuite et de l'instruction. L'instruction secrète de la réforme de l'instruction préparatoire*. Thèse Dijon in-8°, 1897-1898.
- REIS A. — *Contribution à la réorganisation de la police*. Payot, 1914, 1 vol. in-12.
- VIDAL. — *Cours de Droit criminel et de science pénitentiaire*. 6^e édit. par J. Magnol. Paris, 1921, 1 vol. in-8°.

Revue pénitentiaire et de droit pénal. — Bulletin de la société générale des prisons, années 1899, 1901, 1904, 1905, 1909, 1914. 1920, p. 131 et 135 — 1921, p. 101 à 105 et 1922, p. 43.

Revue pratique. — T. XII, p. 550 — *Commissaires de police et délégations par le juge d'instruction.*

Revue des Deux Mondes. — Juillet 1903. — M. G. PICOT.

Revue de Droit Public — 1904 — *La détention préventive*, par M. MORIZOT-THIBAUD.

Revue Bleue. — 1^{er} janvier 1910. — *L'interrogatoire*, par M. le POITTEVIN.

Revue critique. — Novembre et décembre 1903 ; Mai et Juillet, Août 1904. — *La liberté individuelle et les pouvoirs judiciaires de l'Administration*, par M. Raphael ROUGIER.

Revue politique et parlementaire. — Juin et Juillet 1911 — *La crise de la répression*, par M. LOUBAT.

Journal Le Temps. — *Rapports au Conseil municipal de Paris*, 1923.

Recueil de l'Académie de législation de Toulouse (1921-1922). — *Examen de la proposition de Loi sur la détention préventive et les garanties de la Liberté individuelle.* — Rapport de M. Magnol, p. 148 et s.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7 à 10

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Historique de la Procédure criminelle pendant la Révolution</i>	11 à 18
CHAPITRE 2. — <i>Historique de la Procédure criminelle depuis le Code de 1808</i>	19 à 22
CHAPITRE 3. — <i>L'organisation de la Procédure d'instruction criminelle depuis le Code jusqu'à ce jour</i>	23
§ 1. La police judiciaire.....	23 à 28
§ 2. La poursuite et l'instruction. Leur séparation, sauf en cas de flagrant délit.....	28 à 38
§ 3. Développement et conclusion d'une information ou instruction normale jusqu'à nos jours.....	38 à 42
§ 4. Lois des 8 décembre 1897 et 22 janvier 1921....	42 à 44
§ 5. La chambre des mises en accusation.....	44 à 47
CHAPITRE 4. — <i>Des perquisitions et des arrestations aux divers moments de la Procédure d'instruction</i>	47
§ 1. Des autorités qui peuvent procéder aux perquisitions et arrestations.....	47 à 56
§ 2. La détention préventive et la liberté provisoire..	56 à 64

DEUXIÈME PARTIE

La pratique et le mouvement des idées en matière de perquisitions et d'arrestations

CHAPITRE PREMIER. — <i>Des personnes à qui appartient le pouvoir de prescrire des arrestations et des perquisitions ou d'y procéder. Discussion de l'article 10 du Code d'instruction criminelle.....</i>	65 à 86
CHAPITRE 2. — <i>Pratique et mouvement des idées quant à la réglementation des arrestations et perquisitions</i>	87 à 106
CHAPITRE 3. — <i>Proposition votée par le Sénat, le 22 juin 1922</i>	107 à 118
CONCLUSION	119 à 122
BIBLIOGRAPHIE	123 et 124

